

UNIVERSITÉ DE CAEN
FACULTÉ DE DROIT

DES STIPULATIONS POUR AUTRUI
ET DES
ASSURANCES SUR LA VIE
EN TANT QU'ELLES S'Y RATTACHENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après
sera soutenu le Jeudi 10 Janvier 1901, à trois heures et demie*

Par AUGUSTE BIGO

Président : M. LAISNÉ DES HAYES, Professeur.

Suffragants : M. DEGOIS, Agrégé ;

M. PILON, Chargé de Cours.

TOURCOING
IMPRIMERIE JEAN DEBISSCHOP

1901

THÈSE POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN
FACULTÉ DE DROIT

DES STIPULATIONS POUR AUTRUI
ET DES
ASSURANCES SUR LA VIE
EN TANT QU'ELLES S'Y RATTACHENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après
sera scutenu le Jeudi 10 Janvier 1901, à trois heures et demie*

Par AUGUSTE BIGO

Président : M. LAISNÉ DES HAYES, Professeur.

Suffragants : M. DEGOIS, Agrégé ;

M. PILON, Chargé de Cours.



TOURCOING
IMPRIMERIE JEAN DEBISSCHOP

1901

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1900-1901

DOYEN

M. Edmond VILLEY (*, I. *), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEUR HONORAIRE

MM. TOUTAIN (*, I. *), ancien professeur de *Droit administratif*.

PROFESSEURS

MM. DANJON (I. *), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé des cours de *Droit maritime* et de *Droit civil approfondi et comparé*.

Edmond VILLEY (*, I. *), professeur d'*Économie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (C, A. *), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. *, C. †, G. O. †, C. I. C. †, O. †, L. †), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. *), professeur de *Droit civil* (député du Calvados), ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. *), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

Ambroise COLIN (I. *), professeur de *Droit civil*, agrégé à la Faculté de Droit de Paris.

BIVILLE (A. *), professeur de *Procédure civile*, et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY, professeur de *Droit romain* et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

AGRÉGÉS

MM. René WORMS (I. *, †, C. †), chargé des cours d'*Économie politique* et d'*Histoire des Doctrines économiques*.

LE FUR, chargé des cours de *Droit administratif* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain*, du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel*.

CHARGÉS DE COURS

MM. ARON, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français* et d'*Histoire du Droit public français*.

PILON, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE

M. GILLET (I. *), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*, d'après Zachariæ. Tome I. 4^e édition. Paris, 1869.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Obligations*. Tome I. Paris, 1897.
- CHARONDAS. — *Pandectes françaises*.
- CHOPIN. — *Commentaire sur les coutumes de la prévosté et vicomté de Paris*.
- COVARRUVIAS. — *Variarum resolutionum*.
- DEMANGEAT. — *Cours élémentaire de Droit romain*. Tome II. Paris, 1866.
- DEMOLOMBE. — *Obligations*. Tomes I et II. Paris, 1872.
- DEMOLOMBE. — *Donations et Testaments*. Tome III. Paris, 1872.
- DESLANDRES. — *Assurances sur la vie*. Paris, 1889.
- DUHAUT. — *Justification de la jurisprudence de la Cour de Cassation en matière d'assurances sur la vie*. Paris, 1891.
- Président FAVRE. — *De erroribus pragmaticorum*.
- FERRIÈRE. — *Corps et compilation*.
- HERBAULT et DE FOLLEVILLE. — *Traité des Assurances sur la vie*. Paris, 1877.
- LABBÉ. — *Dissertation sur les effets de la ratification des actes d'un gérant d'affaires*. Paris, 1856.
- LAMBERT. — *Du contrat en faveur de tiers*. Paris, 1893.

- LAROMBIÈRE. — *Obligations*. Tomes I et II. Paris, 1857.
- LAURENT. — *Principes du Droit civil*. Tome XV. Bruxelles-Paris, 1875.
- LEFORT. — *Traité du Contrat d'assurance sur la vie*. Tomes I et II. Paris, 1894.
- LÉVEILLÉ. — *Notice sur l'assurance sur la vie inaugurée par la Caisse nationale des Familles*.
- MARCADÉ et Paul PONT. — *Explication du Code Napoléon*. Tome IV. 5^e édition. Paris, 1855.
- DE MONTLUC. — *Traité des Assurances sur la vie*. Paris, 1870.
- ORTOLAN. — *Institutes expliquées*. Liv. III et IV. 12^e édition. Paris, 1883.
- POTHIER. — Edition Bugnet. *Obligations*. Tome II. Paris, 1861.
- REBOUL. — *De l'Assurance sur la vie*.
- SAEILLES. — *Essai d'une Théorie générale de l'Obligation, d'après le projet de Code civil allemand*. Paris, 1890.
- THALLER. — *Traité élémentaire de Droit commercial*. 2^e édition. Paris, 1900.
- TROPLONG. — *Donations entre vifs*. Tome II. Paris, 1855.
- TROPLONG. — *Contrats aléatoires*. Paris, 1845.
- TYPALDO-BASTIA. — *Les Assurances sur la vie au point de vue théorique et pratique*. Paris, 1892.

PÉRIODIQUES

- DALLOZ. — *Recueil Périodique*.
Note de M. Levillain — 1879.2.25.
Note de M. Thaller — 1888.2.1.
Note de M. Boistel — 1889.2.128 et 153.
- Journal des Assurances*. — Années 1877, 1883, 1886, 1887, 1888, 1891, 1895.
- Moniteur des Assurances*. — 1872-73.

La Réforme sociale. — 1897.

Revue critique de législation et de jurisprudence.—Tome XXVIII.
1899.

Revue générale du Droit. — Tome VIII. 1884.

Revue du Notariat. — 1897.

SIREY. — *Recueil général des Lois et Arrêts.*

Note de M. Labbé — 1877.1.394.

Note de M. Labbé — 1888.2.97.

Note de M. Labbé — 1888.2.177.

Note de M. Crépon — 1888.1.121.

Pandectes Françaises. — 1897.1.113.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La question des assurances est certainement une de celles qui ont fait le plus de progrès pendant la seconde moitié de ce siècle. De tous côtés ont surgi des Compagnies qui, par des combinaisons d'une variété presque infinie, ont cherché à assumer des risques de toutes sortes, en assurant : contre les incendies, les accidents, la grêle, etc...; mais une variété de ces assurances est surtout intéressante par les avantages qu'elle présente au point de vue économique, c'est l'Assurance sur la vie.

Se prêtant aux combinaisons les plus diverses, tantôt elle permet au père de famille de protéger ses enfants contre la perte que pourrait leur occasionner sa mort prématurée, tantôt elle lui offre un moyen de doter ses enfants lorsqu'ils arrivent à un certain âge ; elle permet également d'assurer des ressources au travailleur pour le temps de sa vieillesse. Elle a ainsi des résultats sociaux de la plus grande valeur,

en permettant, par le paiement de primes relativement modiques, de s'assurer soi-même pour plus tard, ou d'assurer à ses héritiers une somme fixée qui les protégera contre la misère.

C'est certainement une des plus belles institutions juridiques que celle qui consiste à prémunir l'homme contre les événements malheureux, à déjouer, pour ainsi dire, les plans de sa destinée, à permettre à l'assuré ou à ses descendants, d'échapper aux conséquences d'un sinistre imprévu, et, en attendant, de vivre dans une douce tranquillité achetée au prix d'un léger sacrifice annuel et certain, moyennant lequel on peut braver les incertitudes de l'avenir.

L'Assurance sur la vie est impossible sans l'idée de prévoyance ; elle ne se comprend pas sans l'épargne, puisque le paiement des primes exige une économie annuelle de la part de l'assuré. « Or, dit M. Lefort, (1) tout ce qui favorise l'épargne est utile et louable. L'épargne est la meilleure sauvegarde de la propriété et de la tranquillité d'un pays ; elle exige le travail, la privation de bien des plaisirs ; d'un autre côté elle facilite l'accès à la propriété des plus laborieux et des plus sages ; elle agrandit le champ de la propriété en créant des valeurs nouvelles. » L'assurance sur la vie est même, à certains points de vue, plus noble encore que l'épargne ; quand elle permet à un homme dans la force de l'âge d'abandonner chaque année une partie de son

(1) LEFORT. *Traité du Contrat d'Assurance sur la vie*, t. I, p. 7

gain pour assurer à ceux qui lui sont chers, une somme dont il ne pourra jamais profiter lui-même.

Il est donc naturel, grâce à tous ces avantages, que l'assurance sur la vie ait fait en France, comme d'ailleurs dans les autres pays, de rapides progrès ; et elle est une des institutions dont on s'est le plus occupé, tant dans la doctrine que dans la jurisprudence, pendant ces dernières années.

Nous ne voulons pas, dans cette thèse, étudier entièrement la matière de l'assurance sur la vie, qui l'a été déjà dans des ouvrages nombreux et très documentés. Aussi, nous limiterons notre sujet, et, laissant complètement de côté l'étude économique des assurances, nous nous bornerons à développer un seul point : les assurances sur la vie au profit d'un tiers déterminé.

La jurisprudence est aujourd'hui fixée dans ce sens que ces sortes d'assurances sur la vie doivent être considérées comme des stipulations pour autrui valables par l'article 1121 du Code civil. C'est pourquoi nous avons cru intéressant de grouper dans une même étude la théorie de la stipulation pour autrui et celle de l'assurance sur la vie, qui se touchent de si près qu'elles vont presque jusqu'à se confondre.

Nous croyons que l'étude de la stipulation pour autrui servira grandement à éclairer celle des assurances sur la vie au profit d'un tiers. Toutes les questions qui se rapportent à ces deux sujets sont connexes. Ainsi, par exemple, nous verrons en

étudiant la nature du droit du tiers bénéficiaire dans l'assurance sur la vie, que ce droit est né directement au moment du contrat d'assurance ; or, la raison que nous en donnerons avec la jurisprudence, c'est que l'assurance sur la vie s'explique comme stipulation pour autrui, et que, dans la stipulation pour autrui, le droit du tiers en faveur de qui on a stipulé, est né lui aussi directement par la stipulation. Par conséquent ces deux matières sont réunies par les liens les plus intimes.

Nous nous proposons donc, après un court exposé de la théorie de la stipulation pour autrui en Droit Romain et dans l'Ancien Droit, d'étudier cette théorie dans le Code civil. Nous étudierons la règle et les exceptions, formulées par les articles 1119 et 1121 du Code, et nous verrons les diverses théories par lesquelles les auteurs ont cherché à expliquer la nature du droit du tiers.

Passant ensuite à l'assurance sur la vie, nous en étudierons tout d'abord la nature juridique ; nous verrons ensuite comment on peut expliquer la nature du droit du bénéficiaire, et les effets de l'assurance sur les ayants-cause de l'assuré, tant sur ses créanciers que sur ses héritiers ; et nous étudierons ainsi l'évolution de la jurisprudence en cette matière.

Voici le plan général que nous adopterons :

1^{re} PARTIE. — Théorie générale de la stipulation pour autrui.

CHAPITRE I^{er}. — Historique.

I. — Droit Romain.

II. — Ancien Droit.

CHAPITRE II. — Stipulation pour autrui d'après
le Code civil.

I. — Règle.

II. — Exceptions.

III. — Nature du Droit du tiers.

2^e PARTIE. — Application aux assurances sur la vie,
au profit d'un tiers déterminé.

CHAPITRE I^{er}. — Nature juridique du Contrat.

CHAPITRE II. — Ses effets.

I. — Droit du tiers bénéficiaire.

II. — Droit des ayants-cause de l'assuré.

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE GÉNÉRALE

DE LA

STIPULATION POUR AUTRUI

CHAPITRE PREMIER

Historique de la Stipulation pour autrui.

PREMIÈRE SECTION

DROIT ROMAIN

Nous ne voulons pas étudier ici en détail les nombreuses applications en Droit Romain, de la règle qu'on ne peut pas stipuler pour autrui ; ce pourrait être l'objet d'une thèse entière. Nous voulons seulement rechercher l'origine de cette règle, et le sens que lui ont donné les Jurisconsultes romains, de façon à pouvoir nous rendre compte, si elle est en réalité la même que celle qui se trouve énoncée dans notre Code Civil, si elle a la même portée ; enfin, si elle repose sur les mêmes motifs.

En un mot, nous ne verrons dans le Droit Romain, que ce qui peut éclairer notre étude du Droit Français.

C'est donc dans le Droit Romain que nous trouvons l'origine de la règle que l'on ne peut pas stipuler pour autrui. On lit, en effet, dans les Institutes : *Alteri stipulari nemo potest* (1); et Ulpien nous dit la même chose (2).

Portée de la règle. — Mais quelle est la portée de cette règle formulée si catégoriquement? Commençons d'abord par la dégager de quelques principes qui y touchent de très près, et qui, par cela même, pourraient donner lieu à des confusions ; et nous en verrons mieux ensuite la signification exacte.

Je puis, en effet, prêter à un tiers le secours de ma personnalité, pour arriver à la conclusion d'un acte juridique, à des titres bien différents.

Je puis tout d'abord ne jouer que le rôle de *nuntius*, c'est-à-dire, servir d'intermédiaire entre deux contractants, pour le simple fait de porter à l'un le consentement de l'autre pour un contrat dont toutes les clauses ont déjà été réglées entre eux. Ce n'est pas évidemment ce cas qu'envisage notre règle ; il n'y a pas ici une stipulation pour autrui, puisque la volonté de l'intermédiaire n'est pour rien dans un tel contrat. D'ailleurs cette intervention n'empêchera

(1) Institutes. *De inutilibus stipulationibus*, lib. III, tit. 19, par. 19

(2) L. 38, par. 17. Digeste. *De Verborum obligationibus*, lib. XLV, tit. 1.

pas le contrat d'être valable, à moins que l'on ne se trouve en présence d'un contrat solennel.

D'autre part, je puis être chargé par une personne de faire un contrat en son nom avec un autre. Dans ce cas, nous ne sommes pas encore dans les limites de notre règle; c'est un autre principe essentiel au Droit Romain qui vient défendre la représentation dans les actes juridiques. A Rome, le représentant doit contracter pour lui-même, comme s'il agissait dans son intérêt personnel, et il devient personnellement débiteur ou créancier. Mais, dans ce cas, la situation est tout autre que celle qui est prévue par notre hypothèse; on suppose que le stipulant agit au nom d'autrui, tandis que notre règle suppose, au contraire, que le stipulant agit en son propre nom, mais dans l'intérêt d'un tiers; ces deux cas sont donc tout à fait différents.

Mais, si au lieu d'agir au nom d'un tiers, c'est en mon propre nom que j'agis, et que je stipule en faveur d'un tiers, alors nous nous trouvons bien en présence de notre règle qui vient défendre ce genre de stipulation.

La règle, que l'on ne peut stipuler pour autrui, doit être considérée à un double point de vue :

D'une part, elle signifie que le stipulant fait ainsi un acte inutile en ce qui le concerne, car il n'aura aucune action pour faire exécuter le contrat par le promettant. Il n'a aucune action, parce que, dans ce contrat, il n'a aucunement voulu pourvoir à ses intérêts, ce n'est pas à lui qu'il a voulu acquérir un

droit. Est-ce à dire que s'il avait formellement annoncé sa volonté d'être créancier, il pourrait exercer l'action *ex stipulatu* ? Non, certes ; car dans cet acte, non seulement il n'a pas voulu acquérir une créance, mais il n'a pas pu le vouloir, du moins dans la stipulation ordinaire. Quand on agit pour enchaîner en quelque sorte un tiers vis-à-vis de soi, c'est pour retirer de cet acte un avantage pécuniaire. Or, dans notre stipulation pour autrui, cet avantage ne peut, en général, exister au profit du contractant. Pour qu'il existe, il faut des circonstances particulières et absolument indépendantes de la stipulation elle-même. Donc, nous pouvons dire que le stipulant n'a pu avoir l'intention sérieuse d'acquérir un droit.

D'autre part, notre règle signifie que la stipulation au profit d'un tiers est inutile à un autre point de vue, celui au profit de qui l'acte a été accompli ne sera pas créancier, il n'aura aucune action, le droit le défend. *Res inter alios acta aliis nec nocere, nec prodesse potest*. Et remarquons de suite, qu'à la différence du mandant, le simple tiers n'aura aucune action ni directe ni indirecte, ni en son nom ni au nom de celui qui a contracté, puisque ce dernier n'a aucun droit qu'il puisse céder.

Raison de la règle. — Voyons maintenant quelle est la raison qui a fait admettre cette nullité par les Jurisconsultes Romains ? Nous la trouvons également dans les Institutes qui, après avoir formulé la règle elle-même, ajoutent : « *Coeterum ut alii detur,*

nihil interest mea » ; c'est qu'une stipulation, ainsi faite au profit d'un tiers, a manqué d'une condition nécessaire à la validité de tout contrat, c'est l'intérêt que doit avoir le stipulant à son exécution. Quel serait, en effet, pour le stipulant, le moyen d'exiger l'exécution de la stipulation ; ce serait d'intenter une action au promettant ; or, comment le juge pourra-t-il condamner ce dernier, s'il prouve qu'il n'a lésé aucun intérêt du stipulant en ne tenant pas sa promesse ? C'est, en effet, l'intérêt du stipulant qui doit être pour le juge la mesure de la condamnation qu'il doit prononcer ; aussi, faute d'intérêt, pas de condamnation possible, et, par conséquent, aucun moyen pour le stipulant de forcer le promettant à s'exécuter. Il faut, d'ailleurs, que cet intérêt soit appréciable en argent, un intérêt d'affection ne suffirait pas pour rendre une telle stipulation valable. On pourrait admettre que cet intérêt d'affection fût suffisant dans les contrats de bonne foi, et Papinien le dit : « *Placuit enim prudentioribus, affectus rationem in bonæ fidei judiciis habendam* » (1) ; mais dans les contrats *verbis*, tels que la stipulation, qui sont conçus en termes solennels et *stricti juris*, cela ne serait pas possible. La raison de la nullité des stipulations pour autrui se trouve donc dans le manque d'intérêt qu'a le stipulant à leur exécution.

Exceptions à la règle. — 1^o Exceptions relatives

(1) L. 34, pr. Digeste. Mand. lib. XVII, tit. 1.

au stipulant. — Maintenant que nous connaissons la raison de la nullité des stipulations que l'on fait en faveur des tiers, il nous est facile de comprendre que la règle établissant cette nullité n'est pas absolue. Ces stipulations n'étant nulles que faute, de la part du stipulant, d'un intérêt appréciable en argent, nous verrons qu'elles deviennent au contraire valables lorsque cet intérêt pécuniaire existe. C'est une règle générale, et les cas que nous allons citer ne sont que des exemples ; chaque fois que le stipulant aura un intérêt appréciable en argent à l'exécution de la stipulation, la nullité tombera.

CLAUDE PÉNALE. — Et d'abord Justinien, après avoir établi la règle générale de la nullité, déclare qu'il suffit pour rendre la stipulation valable, d'y ajouter une clause pénale « *si quis stipuletur « Titio dari » nihil agit, sed si addiderit poenam, « nisi dederis tot aureos dare spondes ? » tunc committitur stipulatio,* » (1) La *pœna* est une clause spéciale ajoutée à une stipulation et par laquelle une des parties stipule de l'autre une somme d'argent, pour le cas où elle ne remplirait pas ses engagements. Cette clause dite pénale a donc pour effet de donner au stipulant un intérêt pour agir ; et, ajoutée à une stipulation qui n'était nulle que par manque d'intérêt, elle rend cette stipulation valable « *committitur stipulatio* ». Mais on pourrait objecter que la *pœna*,

(1) Institutes, *De inutilibus stipulationibus*, lib. III, tit. 19, par. 19.

étant une clause accessoire, doit être nulle, puisque l'obligation principale est nulle. On peut répondre : que la clause pénale n'est pas en réalité une clause accessoire de l'obligation principale. L'obligation principale est un fait mis *in conditione*, elle forme une condition dont l'arrivée fera encourir la *pœna* au débiteur. La *stipulatio pœnæ* est une obligation conditionnelle, elle doit suivre les règles de ces obligations. D'ailleurs les Institutes disent formellement que la *stipulatio pœnæ* est valable dans le cas de stipulation pour autrui.

MANDAT. — Le stipulant aura encore intérêt à agir, et la nullité tombera également, dans le cas de mandat. Un mandataire a été chargé par son mandant de gérer une de ses propriétés ; toutes les stipulations que fera le mandataire au profit du mandant seront valables. C'est ce que dit encore Justinien : « *Si quis procuratori suo dari stipulatus sit, stipulatio vires habebit* ». Quel est donc ici l'intérêt qu'aura le stipulant à l'exécution de la stipulation ? C'est que, comme mandataire, il est exposé à l'action *mandati directa* qu'a contre lui le mandant, s'il ne fait pas ce qu'il l'a chargé de faire.

TUTELLE. — Il en sera encore de même quand un tuteur stipulera au profit de son pupille ; ici c'est un mandat légal, et le tuteur aura intérêt à agir, car, en cas de négligence de sa part, le pupille aura contre lui l'action *tutelæ directa*.

GESTION D'AFFAIRES. — On devrait décider de même, en cas de gestion d'affaires, car celui qui a entrepris d'administrer les biens d'une personne, à l'insu de celle-ci, doit le faire en bon père de famille, et est passible de l'action *negotiorum gestorum directa*, que ne manquera pas de lui opposer celui dont il a géré les biens, en cas de négligence de sa part. Ici encore par conséquent, nous voyons clairement l'intérêt qu'aura le gérant d'affaires stipulant, à agir contre le promettant, et par conséquent la stipulation qu'il aura faite au profit du géré sera valable.

II° *Exceptions relatives au tiers.* — En principe, nous l'avons vu, le tiers n'a pas d'action pour faire exécuter la stipulation qui a eu lieu en sa faveur. Dans certains cas, il est vrai, on arrivait, au moyen de cession d'actions, à donner au tiers un moyen d'agir par lui-même contre le promettant; mais cela ne touchait pas à la règle.

Dans d'autres cas au contraire, il y avait de véritables exceptions, puisque le tiers acquérait une action sans aucune cession de la part du stipulant. Tels sont les cas que nous allons envisager.

RESTITUTION DE LA DOT. — Un aïeul maternel, en dotant sa petite-fille, pouvait stipuler que pour le cas où celle-ci viendrait à divorcer sans sa faute, la dot serait rendue, à lui s'il était encore vivant ou, s'il était mort, à sa petite-fille. L'aïeul meurt, laissant pour héritier son fils, et sa petite-fille divorce sans

être en faute. La dot doit être restituée; mais qui pourra la réclamer? Sera-ce le fils comme héritier du père ou la petite-fille en faveur de qui on a stipulé la restitution? En droit strict, c'est le fils qui peut agir. Cependant le jurisconsulte Paul fait remarquer que si l'aïeul n'a pu acquérir une action pour sa petite-fille, l'adjonction de celle-ci doit au moins valoir comme s'il avait stipulé *sibi aut nepti*; donc, si la dot lui est rendue de bonne volonté, le mari est libéré. Il faut encore aller plus loin, si l'on veut sauvegarder les intérêts de la femme divorcée, il faut qu'elle puisse agir elle-même, et, à cet effet, on lui accorde une action utile fondée sur ce motif, qu'il ne faut pas que frauduleusement on la prive de sa dot, *interest mulieres dotes salvas habere, propter quas nubere possint* (1), et surtout sur l'affection paternelle. Ce n'est pas seulement au profit de la femme dotée que la restitution pourra être stipulée, mais encore en faveur de toute personne unie au constituant par un lien d'affection assez fort; ainsi, au profit du fils (2) ou des petits-fils (3). Elle ne pourrait l'être au profit d'un étranger.

DONATION SUB MODO. — Il est tout naturel que, quand je fais une donation à quelqu'un, je puisse lui imposer l'obligation de faire participer un tiers à une partie de cette libéralité. A l'origine je ne pou-

(1) L. 45. Digeste. *Sol. matr.*, lib. XXIV tit. 3.

(2) L. 9 et 23. Digeste. *De Pact.*, dot.

(3) L. 7. Code, *Pact.*, conv. V. 14.

vais que demander la rescision de la donation par une *condictio causa data non secuta*, et le tiers, de son côté, n'avait pas d'action. On lui accorda une action utile.

D'après les uns, cette action ne serait autre que l'action *præscriptis verbis*. Lorsque le donateur impose à son profit l'exécution d'un fait ou d'une donation, il peut recourir par cette action contre le donataire et le forcer à remplir sa promesse. Il y a eu contrat innommé *do ut des*, ou *ut facias*. Pourquoi ne pas accorder aussi cette action au tiers dans notre hypothèse? On dit qu'il n'a rien donné et que la base de l'action manque; aussi n'est-ce qu'une *actio utilis*, reposant sur la fiction d'une donation qui aurait été faite.

D'autres disent que cette action utile n'est que le complément d'une institution que nous rencontrons surtout en matière de legs, le fidéicommiss. Le fidéicommiss oblige le légataire à accomplir la charge imposée par le testament; il peut aussi être adjoint à une donation *mortis causa*. Or, il donne le droit d'agir, surtout depuis Antonin le Pieux, à tous ceux qui y ont intérêt. C'est par extension de cette disposition, qu'on a permis au bénéficiaire du *modus* dans les donations avec charge d'en demander l'exécution.

D'autres auteurs, enfin, disent que cette action utile n'est autre que l'action *stipulatu* qualifiée *utilis*, parce qu'elle est donnée en vertu d'une stipulation sous-entendue, la stipulation de la charge par le tiers.

PACTE DE NON PETENDO. — On peut se demander si les Romains n'étaient pas moins exigeants quand il s'agissait de libérer un tiers par un pacte *de non petendo*. On ne le pouvait pas jusqu'à Justinien pour les pactes *in personam*. Quand le pacte est *in rem* l'exception n'est accordée au tiers que si le contractant a un intérêt pécuniaire à ce que celui-ci puisse l'invoquer. Donc, en principe, l'exception *pacti* n'est pas accordée ; seulement Paul (1) et Ulpien (2) décidèrent que le contractant qui agirait malgré le pacte qu'il aurait fait de ne pas poursuivre le tiers, se verrait opposer l'exception de dol.

Stipulations spéciales. — Il nous reste à étudier brièvement certains cas particuliers de stipulations qui peuvent donner lieu à des difficultés.

1° *Stipulation « mihi aut Seïo »* ou « *mihi et Seïo.* »

a) *Mihi aut Seïo.* — Quand je stipule pour moi ou Seïus, je fais une stipulation valable. Ce n'est d'ailleurs en rien une stipulation pour autrui, puisque je stipule pour moi personnellement. Quant à l'adjonction de Seïus, elle n'a pas pour effet de rendre Seïus créancier, mais seulement de permettre au débiteur de se libérer entre les mains de Seïus, qui sera ensuite tenu envers moi de tout ce qu'il a reçu ; c'est *l'adjectio solutionis gratia*. Ce n'est donc pas une véritable stipulation pour autrui, puisque je reste seul créancier.

(1) L. 21, par. 2, Digeste. *De Pact.*

(2) L. 10, par. 2, Digeste. *De Pact.*

b) *Mihi et Seïo*. — Ici l'adjonction de *Seïus* a pour effet de le rendre créancier pour partie ; par conséquent, nous sommes en présence d'une stipulation, qui est faite en partie au profit d'un tiers.

Ce genre de stipulation a donné lieu, chez les Romains, à des controverses :

Les Sabinien^s pensaient qu'une telle stipulation était valable pour le tout, mais que le stipulant seul était créancier, ils regardaient donc comme sans effet le second terme de la stipulation.

Les Proculien^s, au contraire, analysaient la stipulation et y découvraient deux stipulations distinctes ; l'une valable, comme étant faite par le stipulant pour son profit personnel, l'autre nulle à cause de notre règle *Alteri stipulari nemo potest*.

Justinien dans ses Institutes a admis cette dernière opinion ; par conséquent, quand je stipule *decem mihi et Seïo* la stipulation est valable pour cinq dont je suis créancier, et elle est nulle pour les cinq autres (1).

2° *Stipulations des membres de la famille entre eux*. — A Rome tous les membres de la *familia* ne formaient en quelque sorte qu'une seule personne juridique ; aussi, ne fallait-il pas leur appliquer la règle de la nullité des stipulations pour autrui. Un fils de famille qui stipule pour son père ou pour lui-même, ou pour un autre membre de la famille, acquiert la créance à son père ; de même, un père

(1) Institutes. L. III. t. 19, par. 4.

qui stipule pour son fils, devient lui-même créancier. Dans tous ces cas, on ne peut donc pas dire qu'il y a des stipulations pour autrui, puisqu'ici c'est une personne juridique, représentée par un de ses membres, qui est censée avoir agi pour elle-même,

Cependant, à l'époque de Justinien, le fils de famille n'est plus autant qu'auparavant sous la puissance de son *paterfamilias*. Ainsi le fils peut avoir en toute propriété un *peculium castrense*. Qu'arrivera-t-il donc si le père stipule pour son fils relativement à ce pécule? Ici il n'y a plus une seule personne juridique, et notre règle reparaitra, de telle sorte que le père aura fait une stipulation pour autrui, et dès lors nulle.

Il en serait de même d'un père qui stipulerait une faculté pour son fils, car, quand une stipulation a pour objet un fait, c'est toujours du fait personnel du stipulant qu'il s'agit. Par conséquent, un père qui stipule le fait de son fils, fait une stipulation pour autrui, nulle d'après notre règle (1).

3^o *Stipulations au profit des héritiers.* — Il est certain que les héritiers d'un stipulant doivent profiter de la stipulation après la mort de celui-ci, avec lequel ils ne forment qu'une seule personne juridique. Il est également permis, pour ce motif, au stipulant, de déclarer qu'il stipule pour lui et ses héritiers, ce qui ne sera pas une stipulation pour

(1) PAUL. L. 130. Digeste. *De Verb. Oblig.* lib., XLV. t. 1.

autrui, puisqu'il n'y a qu'une seule personne juridique, de même qu'entre les membres de la « *familia* ».

Mais il n'était pas permis au stipulant de stipuler directement pour ses héritiers, de telle façon que la créance ne se réalise pas en lui-même. En effet, l'héritier ne peut avoir un droit que n'avait pas le *de cujus*, puisqu'il lui succède. Aussi, déclarait-on nulles, les stipulations *post mortem meam*, ou *pridie quam moriar* ; tandis qu'on admettait, au contraire, comme valables, celles *quum moriar*, parce que, dans ces dernières, le droit devait se réaliser en la personne du stipulant avant de passer aux héritiers, car, au moment où l'on fait l'acte de mourir, on est encore en vie.

Stipuler *post mortem suam* ou *pridie quam moriatur*, c'est bien stipuler pour ses héritiers, mais non en tant qu'ils représentent le *de cujus*, puisque c'est faire naître directement à leur profit un droit que le *de cujus* n'aura jamais lui-même et que par conséquent, il ne pourra pas leur transmettre ; donc, à ce point de vue, ce sont des tiers pour le stipulant. Nous rentrons donc dans la règle générale des stipulations pour autrui, et nous les déclarons nulles.

La stipulation *quum moriar*, au contraire, était valable. Au premier abord, cela paraît anormal, puisque cette stipulation arrive au même résultat que les autres qui sont défendues, c'est-à-dire de faire naître le droit en faveur des héritiers, sans passer par la personne du stipulant. Mais les juris-

consultes ne poussèrent pas le principe jusqu'à ses dernières conséquences, à cause des nécessités pratiques; et ils profitèrent de ce que l'on peut dire qu'au moment de la mort, le stipulant vit encore, pour admettre cette stipulation.

Justinien trouvant avec raison qu'il n'y avait pas de motif sérieux pour admettre la stipulation *quum moriar*, alors qu'on annulait celles *post mortem meam* ou *pridie quam moriar*, les déclare toutes trois valables.

Nous venons de voir les cas où l'on stipule pour tous ses héritiers, qu'arrivera-t-il, si l'on stipule pour un seul ?

Dans ce cas, la stipulation rentre dans la règle des stipulations pour autrui, elle est nulle. En effet, si la masse des héritiers représente le *de cujus* pour le tout, chacun d'eux en particulier ne le représente que pour sa part héréditaire, et pour le surplus, il est un tiers à son égard; par conséquent, stipuler pour un seul de ses héritiers, c'est stipuler au profit d'un tiers, et dès lors faire une stipulation nulle.

Si on veut faire passer une créance au profit d'un seul de ses héritiers, il faut léguer à celui-ci la part de ses co-héritiers dans la créance.

Entérinant ce rapide exposé de la doctrine du Droit Romain sur notre règle, nous dirons que le principe de nullité des stipulations pour autrui, n'était pas spécial aux stipulations, mais s'étendait également aux autres conventions. Étant donnés, en effet, les motifs de notre règle, il est bien certain qu'elle ne

s'applique pas qu'aux stipulations, et que les mêmes raisons de l'appliquer se trouvent dans les autres contrats. En effet, pourquoi la stipulation pour autrui est-elle nulle, c'est parce que le stipulant n'a pas d'intérêt appréciable en argent à en poursuivre l'exécution, et par le fait même il n'a pas d'action. Ce qui est vrai pour la stipulation, est vrai aussi pour les autres contrats, car la situation est la même, et dans tous les cas, faute d'intérêt pécuniaire, on n'a pas d'action, et on ne peut poursuivre l'exécution d'un contrat, on peut dire, par conséquent, que le contrat est nul. Ulpien le dit clairement pour le pacte de constitut qui est dans le droit prétorien ce que la stipulation est dans le Droit civil : « *Item, si mihi constituer te soluturum teneberis. Quod si mihi constitueris Sempronio te soluturum, non teneberis* » (1). Cependant il y avait une particularité intéressante, dans les contrats de bonne foi, c'est que dans ce genre de conventions, un intérêt d'affection était suffisant pour donner aux contractants le droit d'agir. Voici ce que dit Papinien : « *Placuit enim prudentioribus, affectus rationem in bonæ fidei judiciis habendam* » (2). Mais, il faut pour cela que cet intérêt d'affection soit bien caractérisé, et qu'il ressorte de la nature et du but de l'opération.

(1) L. 5, § 5, Digeste, lib. XIII, tit. 5.

(2) L. 54, pr. Digeste, lib. XVII, t. 1.

DEUXIÈME SECTION

ANCIEN DROIT

Après avoir exposé brièvement les idées que se faisaient les Romains de la stipulation pour autrui, il nous semble du plus grand intérêt de consacrer une section spéciale à l'étude de cette matière dans notre Ancien Droit. Cela nous paraît d'autant plus utile que nous pensons devoir y trouver l'explication du droit du bénéficiaire, comme nous le dirons plus loin en étudiant la nature de ce droit.

Nos anciens Jurisconsultes se sont occupés dans de nombreux ouvrages et les Parlements dans de nombreux arrêts de la question de la stipulation pour autrui, et l'on peut dire que, de la fin du XIII^e siècle jusqu'au XVI^e, cette question a été examinée sous toutes ses phases. La raison en est dans ce qu'il y en avait une application toute naturelle dans la pratique. On avait, en effet, à régler une insti-

tution des plus importantes, celle des substitutions fidéicommissaires ; et c'est à ce propos qu'on se mit à étudier cette question. De même que de nos jours, c'est grâce à l'application pratique des assurances sur la vie que les auteurs et la Jurisprudence ont repris la même étude.

Ce n'est pas dans notre Ancien Droit que l'on trouve l'origine de la théorie des stipulations pour autrui ; comme nous l'avons dit, c'est le Droit Romain qui, le premier, émit des règles sur cette matière. Mais les Jurisconsultes Romains n'ont pas su conduire à son terme l'évolution juridique à laquelle ils ont travaillé et ce fut l'œuvre de nos anciens auteurs. Se trouvant en face d'une théorie simplement élaborée par les Romains, ils en ont dégagé les principes définitifs. L'étude de l'Ancien Droit est donc la transition nécessaire entre le Droit Romain et notre Droit actuel, et c'est pour cela que nous croyons devoir l'étudier au moins d'une manière succincte.

« Ce sont surtout les Glossateurs, dit M. Lambert (1), qui ont analysé cette théorie ; les Romanistes plus savants des XV^e, XVI^e et XVII^e siècles n'ont fait que condenser les résultats acquis par les Glossateurs. » Aussi, sont-ce surtout ces derniers que nous étudierons.

Ce fut le Jurisconsulte italien Barthole qui, le premier, au commencement du XIV^e siècle, étudia

(1) LAMBERT. *Du Contrat en faveur de tiers.*

la question de la stipulation pour autrui. Les autres Glossateurs l'imitèrent, tels que Balde, Andréas ab Exea, Alexander ab Alexandro, et voici comment on peut résumer leur doctrine :

Ayant constaté que déjà, à Rome, on était tenté de donner effet à la stipulation pour autrui, lorsqu'une des parties avait exécuté la convention, ils en arrivèrent à admettre cette stipulation comme toujours efficace dans les contrats innommés. C'était rendre très facile l'exécution de ce genre de stipulations, puisqu'il suffisait, pour les rendre valables, que le stipulant exécutât son obligation ; de cette façon, le tiers bénéficiaire avait une action et pouvait poursuivre valablement le promettant. Il est vrai que la seule considération de ce qui existait dans la législation romaine ne suffisait pas à autoriser cette interprétation ; mais il ne faut pas oublier que les Glossateurs n'étaient pas de simples historiens, ne faisant que rappeler les principes romains, ils en étaient, au contraire, des interprètes, s'efforçant de les développer pour en tirer des applications en rapport avec les besoins de la législation. On croit voir dans Barthole le créateur de cette fusion de la théorie de la stipulation pour autrui avec celle des contrats innommés, en tous cas, elle était définitivement accomplie au temps de Paul de Castro.

Mais tout ce travail des Glossateurs était fait sans aucune suite, et cette matière ne trouvait pas de place spéciale dans les Gloses. Ce fut Covarruvias, appelé le Barthole espagnol, qui condensa le

travail des Glossateurs et il présente leur doctrine comme incontestée (1).

La stipulation pour autrui est donc valable toutes les fois que l'on se trouve en présence d'un contrat innommé, c'est-à-dire quand elle est la condition d'une dation faite par le stipulant. Ceci établi, on réglera la question.

On était d'accord pour reconnaître que le droit du bénéficiaire, dans le cas de stipulation valable, naît du contrat lui-même intervenu entre le stipulant et le promettant, et auquel il est resté étranger. Covarruvias le dit formellement : « *Ex consensu omnium ex pacto donationis, jus dicitur absenti quaesitur* » (2). » Plus loin, il parle d'un droit qui est directement acquis à l'Église en vertu d'un contrat passé entre deux fidèles.

Charondas l'admet également comme indiscutable, il donne même pour titre à un de ses chapitres : « Si d'un contrat fait entre deux, l'action est acquise à un tiers par le moyen de la convention y apposée » (3); et il répond affirmativement à la question ainsi posée.

Chopin rapporte un arrêt du Parlement de Paris, de 1572, qui a jugé « que le droit, acquis au tiers par la convention de deux, peut lui être osté par une convention suivante et postérieure d'eux » (4).

(1) COVARRUVIAS. *Variarum resolutionum*, chap. 14, n° 2.

(2) COVARRUVIAS. *Loc. cit.*, n° 13.

(3) CHARONDAS. *Pandectes françaises*, liv. 2, chap. 21.

(4) CHOPIN. *Commentaires sur les coutumes de la prévosté et vicomté de Paris*, liv. 2, tit. 3, n° 10.

Furgole et Ferrière disent la même chose : « L'acceptation du donataire rend la donation irrévocable et l'oblige à l'exécution de la charge » (1).

Pothier, lui aussi, émet formellement la même opinion : « Le droit acquis au tiers est formé par le seul consentement du donateur et du donataire » ; et plus loin : « Par cette acceptation le premier donataire contracte envers le tiers, sans que ce tiers intervienne à l'acte, un engagement d'accomplir la charge dans son temps » (2).

Il résulte de tous ces témoignages que le droit du bénéficiaire naît bien du contrat lui-même auquel il n'est pas intervenu.

Les auteurs admettaient également comme certain que l'acceptation du tiers bénéficiaire n'est pas nécessaire pour la naissance du droit, et que par conséquent, d'une part, l'acceptation est encore possible après le décès du stipulant, et d'autre part, si le bénéficiaire meurt avant d'avoir accepté, le droit est acquis à ses héritiers. L'acceptation est confirmative et non acquisitive de droit, et c'est pourquoi on peut admettre ces conclusions.

Une question cependant resta toujours discutée chez nos anciens auteurs, c'est celle de savoir si, avant l'acceptation du bénéficiaire, le droit était révocable ou non. La question n'était pas discutée pour les donations faites à l'Église ou celles accompagnées de prestation de serment, qui étaient irrévocables

(1) FERRIÈRE. *Corps et compilation*, tit. 13, par. 2, n° 20.

(2) POTHIER. *Traité des obligations*, n° 73.

même avant toute acceptation. Mais il n'en était pas de même des autres stipulations en faveur d'autrui, et il y avait controverse entre les auteurs, pour savoir si l'acceptation était nécessaire pour rendre le droit du tiers irrévocable.

Barthole fut le premier, semble-t-il, à admettre la révocabilité du droit avant l'acceptation ; Paul de Castro adopte la même thèse et donne comme argument l'identification de la théorie de la stipulation pour autrui avec celle des contrats innommés.

Covarruvias trouve les deux théories également admises à son époque, d'une part la révocabilité avant l'acceptation, d'autre part l'irrévocabilité absolue ; et il se range parmi les partisans de la première tout en y apportant certaines modifications. Ainsi il fait exception pour les stipulations en faveur de l'Église ; et de plus il reconnaît que ce droit de révocation est personnel au stipulant et ne passe pas à ses héritiers. Furgole est également partisan de la révocabilité avant l'acceptation. Dans l'autre camp nous trouvons Charondas, Fachinœus et le Président Favre.

A l'époque de Pothier, la question était encore très controversée et les avis des Parlements sur cette matière étaient très partagés. Ainsi, tandis que ceux de Toulouse, Grenoble, Besançon, Pau, Metz et Provence réclamaient la révocabilité avant l'acceptation, celui de Flandre voulait la révocabilité même après l'acceptation, et celui de Paris soutenait l'irrévocabilité absolue. C'est cette dernière opinion

qui avait triomphé dans l'ordonnance de 1747 ; mais la question avait toujours été discutée et c'est l'opinion contraire qui a été admise dans notre Code. Quoi qu'il en soit de cette question de révocabilité ou d'irrévocabilité, il n'est pas moins vrai que les partisans de l'une comme de l'autre théorie admettaient néanmoins que le droit du tiers naissait du contrat lui-même.

Les anciens jurisconsultes sont d'accord également pour admettre que l'action qui appartient au tiers bénéficiaire lui est donnée directement par le contrat, sans passer aucunement par le patrimoine du stipulant. Par conséquent, il n'y a pas besoin de cession : « *Datur ei actio utilis sine cessione* » (1). On reconnaît également la possibilité de stipuler en faveur d'une personne future.

Il nous reste à parler d'une théorie tout à fait spéciale et qui n'a pas eu d'écho dans l'Ancien Droit, c'est celle émise par le président Favre (2). Bien que ce système n'ait été suivi ni par les jurisconsultes du XVI^e siècle, contemporains de Favre, ni par ceux des XVII^e et XVIII^e siècles, nous croyons cependant utile de l'exposer ici, car elle a été reprise de nos jours, spécialement par des auteurs Allemands, sous le nom de Théorie de la déclaration unilatérale de volonté, et nous devons l'étudier plus loin.

Favre nous présente sa théorie comme étant celle qui formait le dernier état de la législation Romaine.

(1) COVARRUVIAS. *Loc. cit.*, n° 2.

(2) *De erroribus pragmaticorum*. Décades 47 et 48.

D'après lui, ce serait Justinien qui aurait modifié la théorie de la stipulation pour autrui telle qu'on l'entendait avant lui, pour en faire une théorie dite de la pollicitation. La stipulation pour autrui serait l'application de cette idée que la volonté de s'obliger suffit à rendre débiteur celui qui manifeste cette volonté.

Le Président Favre restreint sa théorie à la matière des donations, car, de son temps, c'était surtout pour les substitutions fidéicommissaires que les stipulations pour autrui avaient une application pratique; mais les auteurs qui ont repris plus tard sa théorie l'ont étendue à tous les actes juridiques.

Dans le Droit Romain classique, dit Favre, il fallait dans toute donation, non seulement que le donateur ait la volonté de s'obliger, mais on exigeait de plus l'intervention du donataire. En effet, à cette époque, il fallait, pour que la donation soit valable, qu'elle fut accompagnée, soit d'une tradition, soit d'une stipulation et par conséquent le donataire devait intervenir, soit pour recevoir la tradition, soit pour stipuler. Mais Justinien a modifié tout cela et il a décidé que la donation serait valable par elle-même sans qu'il soit nécessaire de la faire accompagner de ces formalités (1).

Donc la seule volonté du donateur suffit pour l'obliger, et c'est de cette seule volonté que le donataire tire son droit. Il est vrai que le donateur peut

(1) L. 35, par. 5. Code. *De Donationibus*, liv. 8. tit. 54.

révoquer tant que le donataire n'a pas accepté, mais il n'en est pas moins vrai que, sauf cette réserve, le droit est bien acquis par la simple pollicitation.

Théodose et Valentinien avaient déjà admis la même chose pour les donations en faveur de mariage (1), Justinien n'a fait qu'étendre l'admission de la pollicitation aux autres donations. D'après Favre, il faudrait diviser le Droit Romain en trois périodes : 1° Jusqu'à Dioclétien — le tiers n'a jamais de droit ; 2° Jusqu'à Justinien — le tiers n'a de droit que quand la donation qui lui est faite, est la condition d'un contrat passé avec une autre personne ; 3° Depuis Justinien — le donataire a un droit toutes les fois que le donateur a voulu lui en conférer un.

Mais cette théorie du Président Favre n'a eu, nous l'avons dit, aucun écho auprès des autres Jurisconsultes de l'Ancien Droit. On ne trouve sa théorie admise ni parmi les auteurs qui l'ont précédé, ni parmi ceux qui l'ont suivi.

La loi 35, paragraphe 5 au Code, livre 8, titre 54, sur laquelle il s'appuie pour établir son système, est ordinairement interprétée dans un autre sens. Si l'on étudie les textes antérieurs à Justinien, on voit que cette conception est contraire aux idées romaines (2). Or, si Justinien avait vraiment innové, comme le croit Favre, il l'aurait fait d'une manière formelle. La loi 35 précitée a seulement voulu écarter

(1) L. 6. Code. liv. 5. tit. 11.

(2) *Sentences de Paul*, liv. 5. tit. 12, par. 9

des formalités, telles que la tradition ou la stipulation, et a voulu établir que, désormais, l'accord des parties suffirait ; mais elle n'a pas pu vouloir dire autre chose, car elle aurait dû le dire formellement. Ce n'est pas, en effet, d'une manière aussi peu claire que l'on établit une règle nouvelle, opposée à tous les principes admis jusque-là à Rome.

Telle est la théorie du Président Favre, qui, nous l'avons dit, a été reprise de nos jours, spécialement par des jurisconsultes allemands, sous le nom d'engagement par déclaration unilatérale de volonté.

Pour nous résumer, nous dirons que la théorie de la stipulation pour autrui, qui a son origine dans le Droit Romain, n'a pas été complètement éclaircie par les jurisconsultes romains ; et ce sont les auteurs de notre Ancien Droit, qui, ayant à s'occuper de l'institution si répandue alors des substitutions fidéicommissaires, étudièrent de nouveau la théorie romaine et la conduisirent peu à peu à sa complète édification. Nous croyons, d'ailleurs, et nous soutiendrons plus loin cette opinion, que devant l'absence de discussion lors des travaux préparatoires du Code civil, c'est l'opinion de nos anciens jurisconsultes qui a été tacitement reprise par notre législateur actuel, puisqu'il s'est contenté de rappeler, sans les expliquer davantage, des principes déjà admis dans notre Ancien Droit.

CHAPITRE II

Stipulations pour autrui d'après le Code civil.

PREMIÈRE SECTION

RÈGLE. — ARTICLE 1119.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que le Droit Romain avait admis le principe que l'on ne peut stipuler pour autrui : « *Alteri stipulari nemo potest* ». Cette règle a continué à être admise dans notre Ancien Droit ; aussi la voyons-nous étudiée longuement par Pothier (1). Enfin, les rédacteurs du Code civil l'ont reprise, et elle fut adoptée sans discussion par le législateur de l'an XII.

L'article 1119 nous dit : « On ne peut, en général,

(1) *Obligations*, n^{os} 53 et suivants.

s'engager ni stipuler en son propre nom que pour soi-même ».

Certains auteurs ont blâmé le législateur d'avoir repris cette règle romaine. Ils l'accusent d'avoir suivi trop fidèlement Pothier et d'avoir énoncé une règle « qu'il serait inique et même absurde de vouloir appliquer aujourd'hui, sous une législation qui pose en principe que les contrats se forment par la seule volonté » (1). « A Rome, en effet, dit Marcadé, le consentement, bien qu'indispensable à la formation de tous les contrats, ne suffisait pas ordinairement à leur perfection. Il devait être accompagné, soit d'écritures, en cas de contrat *litteris*, soit de paroles solennelles, dans les contrats *verbis*; et les contrats se formant *solo consensu* comme la vente, le louage, n'étaient que des exceptions. Aujourd'hui, au contraire, que notre législation s'est détachée de tout ce formalisme romain, on ne devait plus reproduire cette règle rigoureuse. Il suffisait pour cela d'interpréter plus largement l'intention des parties et d'admettre que le stipulant a voulu faire les affaires de celui pour lequel il stipule. Ayant ainsi intérêt à l'exécution de la stipulation, il aurait eu par le fait même une action, et l'article 1119 n'aurait pas eu sa raison d'être ». Nous répondrons plus loin à ces objections.

Pour nous, nous pensons, avec beaucoup d'au-

(1) MARCADÉ et PAUL PONT, art. 1119. — ORTOLAN. *Institutes expliquées*, § III et IV, *De inut. stipul.* — DEMANGEAT. *Cours élémentaire de Droit Romain*, t. II, p. 211.

teurs, que c'est avec raison que les rédacteurs du Code ont inséré notre article. Nous verrons, en effet, en étudiant les raisons pour lesquelles la stipulation que nous faisons en notre propre nom pour autrui est déclarée nulle, que cette nullité n'a pas été établie par le Droit Romain à cause du caractère strict et formaliste de ce Droit, mais qu'elle dérive bien plutôt d'un principe de raison qui prime toutes les législations particulières, principe qui dit : d'une part, que l'on ne peut profiter d'un contrat dans lequel on n'a pas été partie, et, d'autre part, que l'on ne peut avoir d'action quand on n'a pas d'intérêt à l'exécution de la stipulation. Ce sont en effet, nous allons le voir, les deux points de vue auxquels il faut se placer pour délimiter l'étendue de la règle que nous étudions.

Il ne faudrait pas croire cependant, que la règle, établie par l'article 1119 du Code civil, a aujourd'hui une portée aussi grande que celle que nous trouvons dans les Institutes. Grandes, en effet, sont les différences qui séparent notre Droit actuel du Droit de Justinien. Aussi nous remarquons, dès le premier abord, la différence de rédaction de notre règle dans les deux Droits. Le Droit Romain est beaucoup plus général, il dit : « *Alteri stipulari nemo potest*; » tandis que nous lisons dans le Code civil « nul ne peut en son propre nom stipuler pour autrui ». L'adjonction de ces mots « en son propre nom », qui limite beaucoup l'étendue de notre règle, vient de ce que nous admettons aujourd'hui le principe de la repré-

sensation dans les actes juridiques, principe qui n'était pas admis à Rome. Je puis donc aujourd'hui stipuler pour autrui au nom d'autrui, tandis qu'à Rome, une telle situation eût été nulle.

Après avoir ainsi exposé brièvement les difficultés qui ont été soulevées par certains auteurs au sujet de l'opportunité de notre règle, nous allons maintenant l'analyser et l'étudier en détail, en mesurer la portée juridique; nous exposerons ensuite la théorie de la gestion d'affaires, qu'ont soutenue d'éminents auteurs, auxquels nous nous efforcerons de répondre; et nous verrons ainsi que notre règle, loin d'être superflue et d'avoir échappé à l'inattention du législateur, est au contraire de celles qui doivent être conservées bien qu'enfermées dans certaines limites.

« On ne peut en général stipuler en son propre nom que pour soi-même » dit l'article 1119. Et d'abord que signifie ce mot stipuler? Il est parfois pris dans un sens général et signifie alors convenir, par conséquent, comme dans une convention il y a une partie qui acquiert un droit et l'autre une obligation, le mot stipulation comprend à la fois l'obligation du débiteur, et le droit du créancier. Mais ici le mot stipuler est pris dans son sens juridique et spécial, et signifie « se faire promettre »; et ce qui le prouve, c'est qu'il est opposé dans notre article au mot s'engager.

Donc la stipulation pour autrui est nulle, c'est-à-dire qu'elle n'a aucun effet au point de vue juridique.

Le tiers au profit duquel on a stipulé n'aura pas d'action pour en obtenir l'exécution, pas plus que le stipulant lui-même ne pourra forcer le promettant à exécuter son engagement. Ainsi Primus stipule de Secundus qu'il donnera cent francs à Tertius. Dans ce cas, aucune obligation ne se forme ; Tertius n'aura pas d'action pour réclamer les cent francs qui ont été stipulés à son profit ; et d'autre part Primus le stipulant ne pourra pas non plus agir contre Secundus.

Il y a, nous venons de le voir, deux points de vue auxquels il faut se placer pour apprécier l'étendue de la nullité.

Et d'abord le tiers au profit duquel on a stipulé n'aura pas d'action pour faire exécuter la stipulation. En effet, ce tiers n'a pas été partie au contrat ; or, c'est un principe que les conventions ne peuvent avoir d'effet qu'entre les parties contractantes. *Res inter alios acta aliis nec nocere, nec prodesse potest.* Cette règle a été reproduite par l'article 1165 du Code civil, qui est conçu en ces termes : « Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121 ».

D'autre part le stipulant lui-même n'aura pas d'action pour forcer le promettant à exécuter son engagement. En effet, comment pourrait-il avoir une action ? C'est l'intérêt qui est la mesure des actions, et il faut que ce soit un intérêt appréciable en argent.

Sans cela, si nous supposons que le promettant refuse d'agir, comment le stipulant s'y prendra-t-il pour calculer le préjudice qui lui a été causé, et pour fixer le taux des dommages-intérêts qu'il pourra réclamer ? C'est donc le défaut d'intérêt qui fait que la stipulation pour autrui est nulle ; et nous verrons plus loin, en étudiant l'article 1121 et les exceptions à notre règle, que la stipulation pour un tiers est valable toutes les fois que le stipulant y a intérêt. Il faut d'ailleurs que cet intérêt soit appréciable en argent, un simple intérêt d'affection, quelque respectable qu'il soit, ne suffirait pas pour rendre la stipulation valable ; ce serait toujours la même difficulté que dans le cas de défaut complet d'intérêt ; on ne pourrait calculer le préjudice et fixer les dommages-intérêts.

Cependant, si la stipulation pour autrui est nulle juridiquement, elle n'est pas pour cela dépourvue de tout effet. Nous avons vu qu'elle ne créait pas d'obligation civile, mais elle crée une obligation naturelle. « Dans le for de la conscience, dit Pothier, lorsque je suis convenu avec vous que vous donneriez quelque chose à un tiers, ou que vous feriez quelque chose en faveur d'un tiers, la convention est valable » (1). Je ne puis donc pas, dans ce cas, attaquer le promettant devant les tribunaux, mais au point de vue de l'honnêteté et de la conscience, il reste tenu envers moi, et son obligation a tous les caractères de

(1) POTHIER, *Obligations*, n° 55.

l'obligation naturelle, et elle en a aussi les effets. Si donc le promettant a payé ce qui était convenu, il n'aura pas d'action en répétition de l'indû, car ce que l'on doit dans le for de la conscience n'est pas un indû.

Après avoir vu la raison pour laquelle la stipulation pour autrui est dénuée d'effet et par rapport au tiers et par rapport au stipulant, on peut s'étonner à bon droit que certains auteurs aient pu critiquer le législateur d'avoir repris ce qu'ils appellent une subtilité romaine et qu'ils qualifient de « malheureux contre-sens » (1). Et d'abord, nous avons vu que la stipulation était nulle par rapport au tiers, comme étant *res inter alios acta*. Mais, cette règle que les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, est-elle une règle provenant du formalisme romain ? Nous ne le croyons pas ; c'est, au contraire, une règle de bon sens qui existe au-dessus de toute législation. Quant à la nullité de la stipulation pour autrui, par rapport au stipulant, il est également impossible de dire qu'elle provient d'une subtilité romaine. Nous avons dit, en effet, qu'elle venait du manque d'intérêt pécuniaire du stipulant ; or, ce n'est pas non plus un principe provenant du formalisme romain, qui dit qu'il n'y a pas d'action sans qu'il y ait un intérêt appréciable en argent. Nous estimons donc que c'est à tort qu'on a accusé les rédacteurs du Code d'avoir copié servilement

(1) ORTOLAN, loc. cit.

Pothier, et d'avoir admis une règle qui n'avait pas sa raison d'être dans notre législation.

Nous venons de voir que, si le stipulant pour autrui n'a pas d'action pour obtenir l'exécution de la stipulation, c'est faute d'avoir un intérêt pécuniaire. Par conséquent, et c'est ce que nous comptons étudier dans la section suivante, la stipulation pour autrui sera valable toutes les fois que le stipulant aura cet intérêt pécuniaire à son exécution. Nous voulons étudier dès maintenant une théorie qui a été soutenue par d'éminents auteurs, et qui tend à démontrer que la stipulation pour autrui ne sera jamais nulle, car toujours le stipulant aura un intérêt appréciable en argent à son exécution. C'est la théorie de la Gestion d'affaires.

Théorie de la Gestion d'affaires. — L'article 1372 du Code Civil nous dit que le gérant d'affaires est tenu de la même façon que si le maître lui avait donné un mandat exprès ; par conséquent, si l'on admet que la stipulation pour autrui est dans tous les cas une gestion d'affaires, il faut admettre par le fait même qu'une telle stipulation ne sera jamais nulle. En effet, le stipulant aura un intérêt pécuniaire à ce que le promettant tienne son engagement, car si ce dernier refusait d'exécuter la stipulation, le maître, c'est-à-dire le tiers dans l'espèce, aurait l'action *negotiorum gestorum directa*, contre le stipulant. Nous voyons donc l'intérêt de la question ; si on admet cette théorie, on arrive fatalement à enlever tout sens à l'article 1119.

Ceci exposé, nous allons étudier cette importante controverse ; pour cela, nous commencerons par exposer la théorie, et nous verrons ensuite ce qu'il faut en penser. M. Demolombe, l'un des principaux auteurs qui ont admis cette théorie, distingue trois hypothèses (1).

1^{re} Hypothèse, — celle où le stipulant, déjà gérant d'affaires, a fait un acte de nature à continuer sa gestion.

Dans ce cas, de l'avis de tous, cette stipulation est valable ; en effet, le stipulant a dans ce cas un intérêt pécuniaire évident, et la stipulation est incontestablement un acte de gestion d'affaires. Nous n'insisterons pas sur ce premier point qui n'est pas contesté, mais la difficulté commence avec la seconde hypothèse.

2^e Hypothèse, — celle où le stipulant, qui n'a encore fait aucun acte de gestion d'affaires, stipule en son nom de Pierre, qu'il réparera l'immeuble de Paul.

C'est ici que les auteurs ne s'entendent plus. Ici, en effet, ce n'est plus la même chose ; dans la première hypothèse, le stipulant continue une gestion d'affaires déjà commencée, tandis qu'ici sa stipulation est isolée et ne se rattache à aucune gestion antérieure. M. Demolombe admet, cependant, qu'il y a, malgré cela, véritable gestion d'affaires et que, par conséquent, la stipulation faite dans ces conditions sera valable. En effet, dit-il, il faut bien que la gestion

1) DEMOLOMBE. *Obligations*, tome I, n^{os} 236 et suivants.

d'affaires commence par un premier acte, et il n'est pas nécessaire, pour constituer une gestion d'affaires, qu'il y ait une série d'actes successifs ; s'il n'y a qu'un seul acte d'accompli, ce n'en sera pas moins suffisant pour que ce quasi-contrat soit parfait.

Les auteurs qui soutiennent cette théorie s'appuient d'ailleurs sur Pothier. Nous reproduisons le passage visé, afin de mieux discerner la nuance qui sépare l'hypothèse que nous étudions de celle que nous verrons ensuite. « Quand même, avant le marché que j'ai fait avec le maçon pour la reconstruction de la maison de Jacques, je n'aurais pas été obligé envers Jacques à lui reconstruire sa maison, et que je n'aurais eu par conséquent aucun intérêt personnel à cette reconstruction ; néanmoins, comme par ce marché que j'ai fait, je gère les affaires de Jacques, et que je lui deviens en conséquence comptable de cette gestion, dans le temps même de la convention que j'ai avec le maçon pour la reconstruction de la maison, je commence à avoir intérêt à cette reconstruction dont je suis comptable envers Jacques ; d'où il suit que, même en ce cas, je suis censé stipuler plutôt pour moi que pour Jacques, et que la convention est valable, puisque j'ai un intérêt personnel à ce que le maçon fasse bien ce que j'ai stipulé qu'il fit » (1).

Troisième hypothèse, — celle où le stipulant, dans un pur intérêt d'affection, stipule de Pierre qu'il donnera

(1) POTHIER. *Obligations*, n° 59.

à Paul un droit que celui-ci n'avait pas encore dans son patrimoine.

La différence qui sépare cette hypothèse de la précédente, c'est que, dans la première, on stipule la réparation d'une chose qui appartenait déjà au tiers, tandis qu'ici on stipule pour le tiers l'acquisition d'un droit qui ne lui appartenait pas encore. M. Demolombe est d'avis que, même dans ce cas, on peut dire qu'il y a gestion d'affaires, et que, le plus souvent, la stipulation sera valable. Cependant, Pothier est d'un avis contraire et déclare que, dans ce dernier cas, la stipulation est nulle. Voici le texte de ce dernier Jurisconsulte : « Si je stipule en mon nom qu'on fasse quelque chose pour un tiers, sans que, avant le temps de la convention, j'aie eu, et sans que j'aie encore, au temps de la convention, aucun intérêt personnel que cela se fasse, c'est en ce cas vraiment stipuler pour un autre, et une telle convention n'est pas valable dans le for extérieur. Par exemple, si, par un pur intérêt d'affection pour Jacques, j'ai convenu avec le propriétaire de la maison, qui est vis-vis des fenêtres de Jacques, qu'il fera blanchir le devant de sa maison pour éclairer les chambres de Jacques, cette convention ne donnera aucune action, ni à Jacques, qui n'y était pas partie, ni à moi, qui, n'ayant aucun intérêt personnel et appréciable à prix d'argent, à l'exécution de cette convention, ne puis prétendre aucuns dommages-intérêts résultant de son inexécution (1). »

(1) POTHIER. *Obligations*, n° 60.

M. Demolombe s'appuie, pour défendre sa théorie, sur plusieurs arguments :

Et d'abord la nuance qui sépare la dernière hypothèse de la précédente est bien légère, il ne nie pas qu'elle existe ; dans le premier cas, le stipulant s'ingère dans le patrimoine du tiers, tandis que dans le deuxième cas il n'y pénètre pas. Mais il pense que dans les contrats ordinaires de la vie civile, cet argument n'a pas la même force. M. Labbé est d'ailleurs du même avis, quand il dit qu'un gérant d'affaires peut faire spontanément, sauf ratification, tout ce que peut faire un mandataire (1).

On objecte que l'obligation pour le maître de ratifier, n'existe pas dans ce cas, donc ce n'est pas une véritable gestion d'affaires. Mais M. Demolombe répond que cela n'est pas nécessaire, et il s'appuie sur l'article 1998 ainsi conçu : « Le mandant n'est tenu de ce qui a été fait au-delà du mandat, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement ». Dans ce cas, si le mandat est ratifié, l'acte du mandataire sera valable ; or, dit M. Demolombe, le mandataire excédant son pouvoir n'est qu'un gérant d'affaires. Ce qu'il faut conclure de l'article 1998, c'est que la stipulation pour autrui faite au nom d'autrui est valable parce qu'elle est faite évidemment dans l'intérêt d'autrui. On ne peut, en effet, admettre que le stipulant veuille acquérir pour lui une action dont

(1) LABBÉ. *Dissertation sur les effets de la ratification des actes d'un gérant d'affaires*, p. 64, n° 55.

le bénéfice serait pour un autre ; d'où il suit que la stipulation faite dans l'intérêt d'autrui, doit être présumée faite au nom d'autrui. De là, il n'y a plus qu'un pas pour en arriver à dire qu'une stipulation pour autrui est faite dans l'intérêt d'autrui et par conséquent au nom d'autrui. Donc il faut, dit M. Demolombe, assimiler le gérant d'affaires au mandataire qui excède son pouvoir, et il ne faut pas s'occuper de ce que la ratification ne soit pas forcée.

Telle est donc la Théorie de la Gestion d'affaires. Malgré l'autorité d'éminents auteurs comme M. Demolombe et M. Labbé, cette théorie est repoussée par la majorité de la doctrine. Nous allons voir maintenant ce que nous croyons devoir admettre ; pour cela nous reprendrons chacune des trois hypothèses de M. Demolombe ; et nous verrons jusqu'à quel point l'on peut faire intervenir la gestion d'affaires pour valider les stipulations pour autrui.

La première hypothèse ne faisant pas de difficultés, nous ne nous y arrêterons pas. Les auteurs s'accordent pour admettre que dans ce cas, le stipulant étant déjà gérant d'affaires au moment de la stipulation, ne fait que continuer sa gestion, il a donc intérêt à ce que le promettant tienne son engagement, sinon le tiers aurait contre lui l'action *negotiorum gestorum directa*. Dans ce cas la stipulation pour autrui est bien une gestion d'affaires, et par là-même, elle est valable.

La seconde hypothèse, nous l'avons vu, est plus

délicate. Ici le stipulant n'a encore fait aucun acte de gestion, et il stipule d'une personne que celle-ci réparera l'immeuble d'un tiers.

M. Demolombe admet encore ici qu'il y a véritablement gestion d'affaires, et nous sommes de son avis. Toute la question est de savoir si un acte isolé peut constituer une gestion d'affaires, et nous croyons qu'il est difficile de le nier, puisque toute gestion commence nécessairement par un premier acte, et que d'ailleurs un seul acte fait dans l'intérêt du maître suffit pour constituer une gestion d'affaires avec tous ses effets.

Les jurisconsultes romains eux-mêmes validaient la stipulation pour autrui, même ne constituant qu'un acte isolé, dès qu'elle était relative à une chose qui faisait partie du patrimoine de ce tiers (1).

D'ailleurs Pothier, dans le texte que nous avons cité en entier plus haut, admet cette thèse de la façon la plus catégorique. Et il semble que son opinion doive prévaloir dans une matière comme celle que nous étudions, matière toute de tradition et qui remonte au Droit Romain.

Passons maintenant à la troisième hypothèse. Je stipule pour un tiers un droit que celui-ci n'avait pas encore dans son patrimoine.

Au premier abord, il ne semble y avoir entre l'hypothèse précédente et celle-ci qu'une légère nuance. D'une part, pour prendre les exemples de Pothier,

(1) L. 8, Code. *Ad exhibendum*

je stipule d'un maçon qu'il reconstruira la maison de Jacques ; d'autre part, je stipule du propriétaire qui habite vis-à-vis de Jacques, qu'il fera blanchir sa maison, pour éclairer les fenêtres de Jacques. Cependant, malgré l'apparence, il y a entre ces deux hypothèses une différence très importante. Dans la première je stipule un fait qui ne fera qu'augmenter ou embellir une chose qui se trouve déjà dans le patrimoine du tiers ; tandis que dans la deuxième, je stipule pour le tiers un droit que celui-ci n'a pas encore dans son patrimoine. Et cela a, selon nous, une importance telle, que nous n'admettons plus, dans la troisième hypothèse, que l'on puisse regarder la stipulation comme une gestion d'affaires.

Gérer les affaires de quelqu'un, le mot lui-même le dit bien, c'est administrer ses biens, veiller à leur conservation, mais ça ne peut aller jusqu'à faire entrer dans son patrimoine des droits qui ne s'y trouvaient pas. D'ailleurs, si le Code a admis la gestion d'affaires, c'est dans l'intérêt des personnes absentes momentanément du lieu où se trouvent leurs biens et pour que ces biens ne périssent pas faute de soins, mais non pas pour permettre à ces personnes d'augmenter leur patrimoine. De plus, on peut aussi s'appuyer sur l'argument suivant : c'est que dans une stipulation dans le genre de celle que nous venons de voir, le tiers n'est pas obligé de ratifier ; or, il est de l'essence de la gestion d'affaires que le maître a l'obligation de ratifier les actes du gérant ; donc, ce n'est pas une gestion d'affaires.

Même si le maître ratifie après coup, ce qu'il n'est pas obligé de faire, cela ne fera pas qu'il y ait pour cela gestion d'affaires. Il y a eu, en effet, tout d'abord acte de disposition, et ce n'est pas la ratification qui pourra ainsi modifier le caractère de cet acte et en faire un acte d'administration. M. Demolombe est d'un avis opposé ; il déclare que « lors même que le tiers, au profit duquel l'acte a été fait, pourrait refuser sa ratification, l'acte n'en devra pas moins être maintenu si, au lieu de la refuser, il l'accorde » (1). Nous avons vu que M. Demolombe s'appuie sur l'art. 1998 du Code civil. Mais on ne peut comparer le cas d'un mandataire qui dépasse son mandat à celui d'un gérant d'affaires ; en effet, dans le premier cas, bien que le mandataire ait outrepassé les ordres du mandant, le mandat n'en existe pas moins à l'état latent ; le mandataire a peut-être agi de la sorte dans l'intérêt du mandant et celui-ci l'eût peut-être approuvé au moment même où il a agi, s'il eût été présent ; le mandat a donc été en quelque sorte modifié, mais il existe cependant, et c'est lui qui a fait agir le mandataire. Nous admettons donc qu'il n'y a pas de gestion d'affaires là où il est besoin d'une ratification du tiers. Par conséquent, la stipulation pour autrui, dans notre troisième hypothèse, exigeant, pour être valable, cette ratification, ne constitue pas un acte de gestion d'affaires.

Il ne faudrait pas confondre ce cas avec un autre

(1) DEMOLOMBE, Tome I^{er}, *Obligations*, 240.

cas à peu près analogue, et qui obéit à des règles tout à fait différentes ; nous voulons parler du cas de pollicitation. Ici le stipulant n'est ni mandataire, ni gérant d'affaires, et n'a aucune qualité pour agir au nom d'autrui ; et cependant, une fois ratifiée par le tiers, la stipulation acquiert tous ses effets. Exemple : Pierre stipule de Paul que ce dernier vendra son immeuble à Jacques pour 1000 francs. Tant, que Jacques n'a pas ratifié, c'est une simple pollicitation que Paul peut retirer, ce qu'il ne pourrait pas s'il y avait eu gestion d'affaires ; mais une fois la ratification donnée par Jacques, la vente a tous ses effets comme si elle avait eu lieu directement entre Paul et Jacques. Dans ce cas, Pierre n'a été qu'un intermédiaire, et on ne peut pas dire que Jacques est devenu acquéreur par suite d'une stipulation qu'il a ratifiée. En réalité, il y a eu simplement offre de la part de Paul, suivie d'acceptation de Jacques, et Pierre n'a été qu'un *nuntius*, et n'a créé pour lui-même aucun droit ni aucune obligation.

Pour en revenir à notre hypothèse, nous donnerons un dernier argument en faveur de notre opinion. C'est que si l'on admet avec M. Demolombe et autres, que la stipulation pour autrui est, dans tous les cas, une gestion d'affaires, on rend par cela même inutile l'article 1119 du Code, et également l'article 1121 qui confirme le premier, en établissant des exceptions à la règle générale. Or, il est toujours dangereux de refuser tout sens à un article du Code ; le rôle de l'interprète est d'étudier la loi, et celui du législateur

de la modifier; il nous semble que ce serait empiéter sur celui du second que d'annuler ainsi une règle établie par une loi. Nous dirons, avec M. Laurent, que « mieux vaut témoigner notre respect pour une loi, fût-elle inutile, que de la critiquer amèrement et de l'annuler par l'interprétation qu'on lui donne (1) »; le rôle de l'interprète ne peut être que de l'étudier et d'en réclamer, s'il le veut, du législateur, la suppression ou la modification, mais non de la supprimer de sa propre autorité par une interprétation, qui ne lui laisse aucun effet.

Pour résumer en quelques mots notre opinion sur la Théorie de la Gestion d'affaires, théorie que nous nous sommes efforcés d'exposer clairement, et à laquelle nous avons essayé de répondre, nous dirons qu'il faut prendre un juste milieu et ne rien exagérer. Après avoir étudié les trois catégories dans lesquelles M. Demolombe range les stipulations pour autrui, nous avons admis avec cet éminent auteur, que, dans les deux premières hypothèses, les stipulations pouvaient être regardées comme des gestions d'affaires; mais nous avons adopté l'opinion contraire dans la troisième hypothèse, trouvant impossible d'admettre comme gestions d'affaires des actes de disposition et non d'administration; et en cela nous suivions l'avis de MM. Aubry et Rau qui s'expriment ainsi: « Une stipulation faite au profit d'un tiers par une personne agissant en son propre nom, ne

(1) LAURENT. T. XV, n° 536.

peut être qualifiée de gestion d'affaires, et validée comme telle, qu'autant qu'elle rentre dans une gestion précédemment entreprise, ou qu'elle a pour objet, la conservation ou l'entretien de choses faisant déjà partie du patrimoine de celui au profit duquel la stipulation a été faite (1) ».

Comme conclusion à cette première section où nous avons étudié en elle-même la règle édictée par l'article 1119, nous dirons que c'est à tort, à notre avis, que l'on a critiqué le législateur d'avoir repris cette règle admise par Pothier. Nous avons vu que, loin d'être une subtilité romaine, selon l'accusation que lui portent certains auteurs (2), notre règle repose au contraire sur des principes de raison, et que les rédacteurs du Code ont bien fait de la mentionner. Ce qui est certain cependant, c'est que notre principe est moins vaste qu'à Rome, à cause des règles nouvelles qui sont venues remplacer les anciens principes romains du formalisme et de la non-représentation. Mais ce n'est pas une raison, à cause du peu d'application que peut avoir une règle, pour critiquer le législateur de l'avoir établie.

(1) AUBRY et RAU, t. IV, n° 343^{1er}, p. 309.

(2) V. BUGNET SUR POTHIER, t. II, notes 1 et 2.

DEUXIÈME SECTION

EXCEPTIONS A LA RÈGLE. — ARTICLE 1121

Nous venons d'étudier la règle générale qui déclare nulles les stipulations pour autrui ; nous allons maintenant passer en revue les exceptions qu'il faut apporter à cette règle. Disons tout de suite que ces exceptions sont nombreuses, à tel point que, comme nous l'avons déjà laissé supposer, la règle ne s'applique que dans des cas extrêmement rares. Nous avons dit d'ailleurs que ce n'est pas pour cela une raison pour l'effacer de notre Code, et qu'il ne faut pas, pour juger de l'opportunité d'une loi, considérer si son application est fréquente, mais bien si elle repose sur des principes de justice et de raison.

L'article 1121 établit deux cas exceptionnels où la règle de l'article 1119 ne s'applique pas ; il est conçu en ces termes : « On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une

stipulation que l'on fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter ». Mais avant d'étudier en détail les deux exceptions particulières contenues dans cet article, commençons par voir s'il est limitatif et non pas simplement énonciatif. Cherchons s'il n'y a pas un principe général qui serve de base à toutes les exceptions à notre règle.

Nous avons vu, dans la section précédente, la raison pour laquelle les stipulations pour autrui sont nulles. C'est qu'elles n'ont pas de sanction et que le promettant peut s'y soustraire impunément, le stipulant n'ayant pas d'action pour le contraindre à exécuter sa promesse. Or, pourquoi le stipulant est-il privé d'une action ? C'est, nous l'avons dit, à cause du défaut d'intérêt pécuniaire qu'il a à l'exécution de la stipulation ; et c'est là la seule raison sur laquelle repose cette nullité. On peut donc dire que, toutes les fois que le stipulant aura cet intérêt pécuniaire, il aura par le fait même une action pour contraindre le promettant, et la stipulation sera valable. Nous verrons d'ailleurs que, dans les deux cas dont parle l'article 1121, l'exception existe parce que, là, le stipulant a un intérêt pécuniaire à l'exécution de la stipulation.

L'article 1121 n'est donc pas limitatif, et les deux cas qu'il cite ne sont que des exemples, sur lesquels le législateur insiste, parce qu'ils peuvent donner lieu à certaines difficultés. Nous allons donc com-

mencer par voir quelques cas, dont ne parle pas le Code, et où nous trouverons cet intérêt pécuniaire ; nous étudierons ensuite spécialement les cas particuliers dont parle l'article 1121.

Exceptions non prévues par l'article 1121. —

Nous venons de dire que l'article 1121 n'est pas limitatif et qu'il y a exception à l'article 1119, toutes les fois que celui qui stipule pour autrui a un intérêt appréciable en argent à l'exécution de la stipulation. Aussi, avant de passer à l'étude de l'article 1121, nous voulons parler de quelques-uns des principaux cas dans lesquels l'existence de cet intérêt pécuniaire rendra la stipulation valable.

Je suis obligé envers quelqu'un et je stipule d'un tiers qu'il exécutera mon obligation envers mon créancier ; dans ce cas, mon intérêt personnel est évident et la stipulation sera valable. « M'étant obligé envers Paul à lui reconstruire, dans un délai fixé, sa maison qui menace ruine, et ayant d'autres ouvrages à faire, je stipule d'un maçon qu'il reconstruira la maison de Paul. Je stipule, en ce cas, plutôt pour moi que pour Paul, et la convention est valable ; car, étant obligé envers Paul à cette reconstruction, et tenu à des dommages-intérêts si je ne le fais pas, j'ai un intérêt personnel et appréciable à ce que la maison soit reconstruite. Ce n'est qu'une apparence que je stipule pour Paul ; en réalité, je stipule pour moi et à mon profit » (1). Nous reproduisons cet

(1) LAURENT. T. XV, n° 553.

exemple d'autant plus volontiers, que M. Laurent l'a lui-même emprunté à Pothier (1).

Cet intérêt pécuniaire existe encore lorsque le stipulant est lié au tiers par les liens de mandataire à mandant. Nous supposons ici que le mandataire agit en son propre nom, sans cela il n'y aurait pas stipulation pour autrui; en effet, notre droit actuel admettant le principe de la représentation, lorsque le mandataire contracte avec un tiers au nom du mandant, sans dépasser d'ailleurs les limites du mandat, le contrat est censé avoir été directement conclu entre le mandant et le tiers. Par conséquent, dans le cas qui nous occupe, il faut supposer que le mandataire stipule en son propre nom d'un tiers, dans l'intérêt du mandant. Dans ce cas, il n'y a plus de représentation et le mandant n'est qu'un tiers et non plus un des contractants. Nous disons qu'alors la stipulation, bien qu'ayant été faite pour autrui, est cependant valable, parce que le stipulant a un intérêt pécuniaire à son exécution. En effet, le contrat de mandat qui a été passé entre le stipulant et le tiers préalablement à la stipulation, a établi entre eux des droits et des obligations. Le mandataire a pris l'engagement de procurer au mandant la chose ou le fait que celui-ci a exigé de lui; et cet engagement est sanctionné par une action, l'action *mandati directa*. Par conséquent, le mandataire qui a stipulé en son propre nom au profit du mandant, a

(1) POTHIER. *Obligations*, n° 58.

un intérêt pécuniaire à ce que la stipulation soit exécutée par le promettant, puisque le tiers mandant, faute d'exécution, pourra lui réclamer des dommages-intérêts par l'action *mandati directa*.

Il en est de même d'autres opérations qui se rapprochent du mandat, nous voulons parler de la tutelle et de la gestion d'affaires. La tutelle est, en quelque sorte, un mandat légal, que la loi donne au tuteur pour gérer les biens du pupille. Ici encore ce mandat est sanctionné, et en cas de défaut de gestion ou de mauvaise gestion, le pupille a une action contre le tuteur, pour lui réclamer des dommages-intérêts. Donc le tuteur qui stipule en son propre nom dans l'intérêt du pupille, qui est ici un tiers, fait une stipulation valable, comme ayant intérêt pécuniaire à son exécution. La gestion d'affaires est, elle aussi, un quasi-contrat qui ressemble fort au mandat. Nous avons vu, dans la section précédente, les difficultés inhérentes à cette matière, qui a donné lieu à de vives controverses entre les auteurs. Cependant la plupart des auteurs sont d'accord pour dire que dans le cas où le gérant d'affaires stipule en son propre nom pour le maître, la stipulation est valable, car le stipulant a, comme dans le mandat, un intérêt pécuniaire à l'exécution de la stipulation, le maître ayant contre lui l'action *negotiorum gestorum directa*, pour lui réclamer des dommages-intérêts. Aussi ne sommes-nous pas de l'avis de M. Laurent qui déclare cette solution douteuse parce que, dit-il : « l'art. 1121 n'est pas applicable, et l'art. 1375 ne

parle que des engagements et de l'obligation qui incombe au maître d'indemniser le gérant » (1).

Toute la controverse, étudiée plus haut, ne porte que sur le point de savoir dans quels cas on peut vraiment dire qu'il y a gestion d'affaires; et nous avons admis qu'elle existait même dans le cas où il n'y avait eu qu'un acte unique, mais pourvu que cet acte unique fût un acte d'administration.

Il n'est pas nécessaire, pour que la stipulation pour autrui soit valable, que le stipulant prouve qu'il est obligé de faire ce qu'il stipule du promettant. La stipulation pour autrui pourrait être valable même si le stipulant n'avait aucun intérêt à la stipulation elle-même qu'il fait, stipulation qui pourrait lui être parfaitement indifférente, pourvu qu'y soit jointe une clause pénale. Exemple : Je stipule de Pierre qu'il réparera la maison de Paul ou sinon qu'il devra me payer 5.000 francs de dommages-intérêts. Dans ce cas, si nous supposons qu'en dehors de cette clause, je n'ai aucun intérêt pécuniaire à faire réparer la maison de Paul, l'adjonction de cette clause pénale suffira pour me donner intérêt et pour rendre la stipulation valable. « J'ai certainement, dans ce cas, dit M. Demolombe, moi-même un intérêt pécuniaire, en vertu duquel je puis conclure judiciairement contre le promettant à une condamnation; et les dommages-intérêts auxquels il devra être condamné envers moi, s'il ne remplit pas son obli-

(1) LAURENT. T. XV, n. 555.

gation, sont même dès à présent déterminés conventionnellement » (1).

On objecte que le stipulant a bien, dans ce cas, intérêt à l'exécution de la stipulation, mais que cet intérêt n'est pas préexistant, que c'est le stipulant qui l'a créé, et que cette clause ne sert qu'à rendre valable une stipulation qui eût été sans cela inefficace. On dit que, l'obligation principale étant nulle, l'obligation accessoire ne peut être valable. Mais, dit M. Demolombe, cette convention n'étant pas illicite, n'étant contraire, ni à l'ordre public, ni aux règles du droit, doit tenir lieu de loi entre les parties. La clause pénale évaluant l'intérêt que peut avoir le stipulant, l'obligation principale n'est pas nulle, puisqu'elle ne l'était que faute d'intérêt. C'est, d'ailleurs, la doctrine du Droit Romain et celle de notre Ancien Droit (2).

Certains auteurs rattachent cette exception à l'art. 1121, et disent que si la stipulation pour autrui avec clause pénale est valable, c'est parce qu'elle rentre dans la première partie de cet article, à savoir qu'elle serait valable comme étant la condition d'une stipulation que nous faisons pour nous-mêmes. Pour nous, nous croyons que, même sans l'article 1121, les autres principes suffisent pour valider une telle stipulation. En effet, cette stipulation n'était inefficace que faute d'intérêt pécuniaire pour le stipulant ; or, la clause pénale, en lui donnant cet

(1) DEMOLOMBE. T. I, *Obligations*, n° 233.

(2) POTHIER. *Obligations*, n° 70.

intérêt, enlève à la stipulation sa seule cause de nullité, et la rend par conséquent valable.

Exceptions prévues par l'article 1121. — L'article 1121 insiste sur deux cas particuliers dans lesquels la stipulation pour autrui est valable à cause de l'intérêt pécuniaire qu'y trouve le stipulant. Cet article, que nous avons cité au commencement de cette section, établit une double exception à l'article 1119 ; il déclare la stipulation pour autrui valable lorsqu'elle est la condition : soit d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, soit d'une donation que l'on fait à un autre.

Disons tout de suite que le mot condition ne doit pas être pris ici dans son acception étroite et rigoureuse. Il doit s'entendre dans le sens de mode, de charge obligatoire et exigible. Le mot condition est, en effet, parfois pris par le Code pour désigner un mode ; il y a cependant entre ces deux mots de grandes différences ; la condition est un événement futur et incertain qui suspend ou résoud l'obligation, tandis que le mode est une charge du contrat, il fait partie intégrante de l'obligation (1). C'est bien évidemment ici le sens de mode qu'il faut entendre. Notre article donne en effet au tiers le droit d'exiger le paiement de la stipulation accessoire faite en sa faveur, une fois qu'il l'a acceptée. « Or, dit M. Larombière, s'il s'agissait d'une simple condition et non

(1) V. LAROMBIÈRE, *Obligations*, t. II, art. 1168, n° 4.

d'un mode, comme l'accomplissement de la condition simple est toute volontaire, le tiers, n'ayant rien à exiger, n'aurait non plus rien à accepter immédiatement (1). »

Ceci dit pour la clarté de l'étude qui va suivre, nous allons voir séparément chacune des deux exceptions, et nous verrons qu'elles peuvent toutes deux rentrer dans le principe général déjà établi, à savoir que les stipulations pour autrui ne sont valables que quand le stipulant y a un intérêt appréciable en argent.

1^{er} Cas. — *Stipulation pour autrui valable comme condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même.*

Je vends un immeuble à Pierre moyennant un prix de 5.000 francs, et en stipulant en outre qu'il établira une servitude de passage au profit de Paul. La stipulation que je fais en faveur de Paul est bien dans ce cas la condition d'une stipulation que je fais pour moi-même. L'article 1121 dit qu'alors la stipulation au profit de Paul sera valable. En examinant cette stipulation, nous voyons que j'ai exigé de Pierre en échange de mon immeuble, d'une part, un prix principal de 5.000 francs, et, d'autre part, une charge accessoire par laquelle il s'engage à constituer une servitude de passage au profit de Paul. Mon intérêt est ici évident à ce que Pierre exécute son obligation envers Paul. Il est certain que si je

(1) LAROMBIÈRE. *Obligations*, t. I, art. 1121, n° 2.

n'avais pas stipulé cette charge, j'aurais exigé de mon immeuble un prix plus élevé ; par conséquent on peut dire que la charge que j'ai imposée à Pierre est une partie du prix, sans laquelle je n'aurais pas contracté. Donc, faute d'exécution de la part de Pierre, je subirai une perte égale à la différence entre le prix de 5.000 francs que j'ai demandé pour mon immeuble, et le prix que j'aurais exigé si je n'avais pas établi cette charge en faveur de Paul.

On objecte cependant que je n'ai, moi, aucun intérêt pécuniaire à établir une servitude de passage en faveur de Paul. Mais on peut répondre que la stipulation que j'ai faite au profit de ce dernier est cependant valable, puisque je puis en exiger l'exécution. La charge que j'ai établie au profit de Paul, fait, nous l'avons vu, partie du prix de vente ; je pourrai donc, faute d'exécution de la part de Pierre, intenter contre lui l'action en résolution de la vente accordée par l'article 1184 du Code Civil, qui me fera rentrer en possession de mon immeuble. Par conséquent, comme la stipulation pour autrui n'est nulle que faute de moyen d'exécution pour le stipulant, comme ici le stipulant aura une action pour forcer indirectement le promettant à tenir son engagement, il n'y a plus de raison pour appliquer l'article 1119, et la stipulation sera valable.

Mais, nous devons nous occuper d'un cas particulier et qui a donné lieu à des divergences d'opinion entre les auteurs. Qu'arrivera-t-il si le stipulant convient avec l'acquéreur que le prix en entier sera

payé à un tiers ? Ici, dit-on, la stipulation au profit du tiers n'est plus la condition, le mode, d'une stipulation que le stipulant a faite pour lui-même, puisqu'il ne stipule rien pour lui, et qu'il n'a aucun intérêt pécuniaire à la stipulation, par conséquent cette stipulation ne devrait pas être regardée comme valable.

Nous ne sommes pas de cet avis, et nous croyons que ce genre de stipulation rentre bien dans les termes de l'article 1121 et doit par là même être validé. L'article 1973 fournit un argument tout à fait probant à notre sens. Cet article dit : « que la rente viagère peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix soit fourni par une autre personne ». Ainsi, si le prix de vente consiste en entier en une rente viagère au profit d'un tiers, cette stipulation est valable. Il serait assez étonnant d'admettre une solution contraire quand le prix de vente consisterait en autre chose qu'une rente viagère. Nous croyons donc que l'article 1973 n'a pas été fait pour établir une exception à l'article 1121, mais au contraire pour confirmer cet article qui, dans cette hypothèse, pouvait paraître douteux. Le mot stipulation, d'ailleurs, est employé par l'article 1121 dans le sens général d'acte à titre onéreux, par opposition au mot donation qui se trouve également énoncé dans cet article ; par conséquent, l'opération dont nous parlons rentre bien dans le sens de l'article 1121, et on doit y voir une exception à la règle de nullité établie par l'article 1119.

Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question, en étudiant les Assurances sur la vie au profit d'un tiers, quand nous rechercherons si ces assurances sont valables. Alors nous nous appuyerons pour les valider sur cet article 1121 et sur l'interprétation que nous venons d'en donner.

Il nous reste à voir la solution à donner dans notre droit aux stipulations correspondantes à celles « *mihi et Seïo* » et « *mihi aut Seïo* » du Droit Romain.

Et d'abord qu'arrive-t-il si je stipule pour moi et pour un tiers? Nous avons vu qu'en Droit Romain la question avait donné lieu à une vive controverse. Les Sabinien admettaient que la stipulation était valable pour le tout à mon profit; les Proculien décidaient, au contraire, qu'elle ne valait que pour moitié à mon profit seulement, et c'est ce dernier avis qu'avait adopté Justinien. Dans notre Droit moderne, il résulte des règles que nous avons étudiées, qu'une telle stipulation vaudra presque toujours telle qu'elle a été faite, moitié pour le stipulant, moitié pour le tiers; parce que la stipulation pour le tiers doit être considérée comme une condition de la stipulation faite par le stipulant pour lui-même. Mais s'il arrivait que la stipulation au profit du tiers fût inefficace, M. Demolombe est d'avis qu'il faudrait résoudre la question comme l'ont fait les Romains, et décider que la stipulation ne serait valable que pour la moitié seulement; car, en principe, la conjonction de plusieurs personnes dans le même contrat entraîne la division des obligations.

Mais cela est loin d'être absolu, et il pourra se trouver des cas où la stipulation sera valable en entier, par exemple, en cas d'indivisibilité ou de solidarité (1).

Passons maintenant à la stipulation « *mihi aut Seïo* » Dans ce cas le stipulant devient seul créancier et le tiers n'est qu'un *adjectus solutionis gratia*, seulement chargé de recevoir matériellement le paiement, si le débiteur a plus de facilité de payer entre ses mains qu'entre celles du stipulant. Cette hypothèse ne regarde donc aucunement notre règle.

2^e Cas. — *Stipulation pour autrui valable comme condition d'une donation que l'on fait à un autre.*

Je donne mon immeuble à Pierre à condition qu'il paie à Paul une rente viagère de 2.000 francs. La stipulation que je fais au profit de Paul est bien la condition de la donation que je fais à Pierre.

Ici encore la stipulation sera valable pour la même raison, c'est que le stipulant y aura un intérêt pécuniaire. En effet, dans le cas que nous venons de voir, le stipulant aura le moyen d'exiger l'exécution de la stipulation. Nous avons dit que le mot condition, employé par notre article, signifiait mode, charge; par conséquent nous sommes bien dans le cas d'une donation avec charge. Or, nous savons que le donateur a une action en révocation (article 953 du Code civil), pour faire annuler la donation, lorsque le

(1) DEMOLOMBE. *Oblig.* t. I. n° 244.

donataire refuse d'exécuter les charges que le donateur a mises comme conditions à sa libéralité. J'ai donc un moyen, moi donateur, pour contraindre le donataire à exécuter la stipulation en faveur du tiers ; c'est que, faute d'exécution de sa part, j'intenterai contre lui l'action en révocation de la donation pour inexécution des charges. Par conséquent, la stipulation pour autrui, qui n'est inefficace que faute de sanction pour le stipulant, est, dans ce cas, valable, puisque cette sanction existe.

M. Larombière refuse d'accorder dans tous les cas au stipulant cette action en révocation pour inexécution des charges. Il distingue entre le cas où le stipulant est intéressé directement et pécuniairement à l'exécution de la stipulation accessoire, et alors il a naturellement cette action en révocation, et le cas où le stipulant n'a pas cet intérêt, ce qui sera laissé à l'appréciation des tribunaux. Dans ce second cas, dit le savant auteur, le stipulant n'a pas cette action en révocation ; car, il est un principe général qui plane sur tout le droit et qui dit qu'il n'y a pas d'action sans intérêt. Aussi, bien que l'article 953 du Code ne distingue pas et semble accorder le droit de résolution au donateur, indistinctement, soit que la charge intéresse le tiers seul ou le donateur seul. M. Larombière refuse l'action en résolution au stipulant qui n'a aucun intérêt juridiquement appréciable à l'exécution de la charge envers le tiers (1).

(1) LAROMBIÈRE, t. I, art. 1121, n° 11.

Nous ne pouvons admettre cette distinction, et nous répondrons avec M. Demolombe que la charge, qui a été imposée au donataire en faveur du tiers, est une condition sans laquelle le donateur n'aurait peut-être pas fait sa libéralité ; et le donateur a toujours le droit de demander la révocation contre le donataire qui n'exécute pas la condition. Du reste l'article 953 ne distingue pas, et c'est lui qu'il faut appliquer dans cette matière (1).

Nous avons donc étudié quelle était la portée exacte des articles 1119 et 1121, et nous avons vu que le premier avait une application excessivement rare, tandis que le second était très fréquemment appliqué. Nous devons maintenant passer à l'étude d'une question très importante, celle de savoir quelle est la nature du droit qui est acquis au tiers bénéficiaire, dans cas où la stipulation pour autrui est valable.

(1) DEMOLOMBE. *Oblig.*, t. I, n° 246.

TROISIÈME SECTION

NATURE DU DROIT DU TIERS

De nombreuses théories ont été émises par les auteurs qui ont recherché la nature du droit du tiers en cas de stipulation pour autrui valable. Et d'abord rappelons la théorie de M. Demolombe que nous avons étudiée précédemment et qui voit dans la stipulation pour autrui une gestion d'affaires. D'après ce système, le droit du tiers bénéficiaire serait celui qui appartient au maître dont on a géré les affaires, c'est-à-dire un droit propre et personnel né directement dans son propre patrimoine. Bien que, nous le verrons plus tard, nous admettions cette même conséquence, nous n'en repoussons pas moins ce système qui arriverait à annuler purement et simplement l'article 1119; et nous avons dit plus haut que nous ne pouvions voir, dans tous les cas de stipulations pour autrui, des actes de gestion d'affaires.

Théorie de l'offre. — 1^o *Offre du stipulant.* —

Nous commencerons par exposer le système de l'offre, parce que c'est celui que nous trouvons le premier en date. Aussitôt la publication du Code civil, les auteurs ont recherché comment il fallait expliquer l'article 1121, et comment on pouvait arriver à donner au tiers bénéficiaire un moyen de faire exécuter à son profit la stipulation. Et voici comment les premiers commentateurs y sont arrivés. Ils partent de ce principe que le tiers, n'ayant pas été partie au contrat, ne peut en acquérir un droit direct. Dès lors, le contrat ne suffisant pas par lui-même à donner à ce tiers une action, il fallait, pour y arriver, supposer une offre faite par le stipulant au bénéficiaire, offre qui ne deviendrait irrévocable que par l'acceptation de ce dernier. M. Laurent, l'un des partisans de ce système, s'exprime ainsi : « Le tiers n'est pas intervenu au contrat, il n'a pas stipulé ; or, personne ne peut acquérir de droit sans sa volonté. C'est une offre qui lui est faite, il doit l'accepter ; quand il l'a acceptée, l'offre devient un contrat qui oblige toutes les parties intéressées. Jusqu'à l'acceptation il n'y a qu'une simple offre qui n'oblige pas le stipulant » (1). Il y a donc en fait deux conventions : l'une qui a lieu entre le stipulant et le promettant et qui n'a pas d'effet pour le tiers ; l'autre qui a lieu entre le stipulant et le tiers et qui n'est parfaite que par l'acceptation du tiers. Par

(1) LAURENT. *Principes de droit civil*, t. 15, n° 559.

conséquent le tiers n'a pas d'action personnelle et directe contre le promettant, puisqu'il n'y a entre eux aucune convention ; mais après l'acceptation il a l'action subsidiaire de l'article 1166.

Nous ne pouvons admettre ce système et voici nos raisons. En réalité les auteurs qui le soutiennent, en arrivent, au lieu d'expliquer l'article 1121, à lui dénier toute valeur. Cet article n'aurait pas sa raison d'être, s'il signifiait simplement que le stipulant a le droit de faire une offre à un tiers, dans la forme d'une stipulation en sa faveur. Il est admis, en effet, aujourd'hui, que l'offre est valable, qu'elle soit présentée sous n'importe quelle forme ; et notre article ne voudrait rien dire. D'ailleurs l'article 1165 est bien clair : « Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers, elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121 ». Peut-on dire plus nettement que l'article 1121 est une exception à la règle de la personnalité des contrats, et que par conséquent, dans les cas qu'il vise, la convention n'a pas seulement d'effet qu'entre les parties contractantes, mais aussi pour le tiers. Pourquoi donc supposer une double convention, alors que la stipulation elle-même suffit à faire acquérir un droit au bénéficiaire.

Du reste, il suffit d'examiner les conséquences de ce système pour le repousser définitivement. Il suppose une seconde convention corrélatrice à la stipulation et qui est parfaite lorsque l'offre est acceptée. Mais il faut alors la coexistence des consen-

tements, et, par conséquent, si le tiers vient à mourir avant d'avoir accepté, l'offre tombe d'elle-même, et les héritiers du bénéficiaire n'ont pas qualité pour accepter aux lieu et place de leur auteur.

Ce système n'est pas admissible ; il est, nous le verrons plus loin, contraire à toutes les idées admises par les auteurs de notre Ancien Droit. Cependant, on peut en trouver l'explication dans l'obscurité dans laquelle la stipulation pour autrui s'est trouvée pendant les années qui ont suivi la publication du Code civil. Nous avons vu, en effet, que les cas d'application de cette matière sont assez rares ; aussi, n'a-t-on pas eu, pour ainsi dire, pendant la première moitié de ce siècle, l'occasion d'approfondir cette question en étudiant le fonctionnement pratique. Aucune des applications des stipulations pour autrui n'existait, en effet, à cette époque. D'une part, les substitutions fidéicommissaires, qui en avaient été la caractéristique pendant l'Ancien Droit, avaient été supprimées pour l'avenir par le décret des 25 août-2 septembre 1792 ; et, d'autre part, l'assurance sur la vie, si vivace de nos jours, n'était pas encore apparue. Il n'est donc pas extraordinaire que les auteurs se soient fourvoyés en étudiant une question qui ne présentait, pour ainsi dire, pas d'application dans la pratique du droit.

Tel était l'état de la question, lorsqu'en 1860 la Jurisprudence commença à s'occuper des stipulations pour autrui sous la forme des Assurances sur la vie.

Les tribunaux trouvèrent toute faite cette théorie

de l'offre, et c'est sur elle qu'ils s'appuyèrent pour rendre leurs jugements. Aussi voyons-nous de nombreux arrêts qui énoncent les idées que nous avons exposées sous le nom de système de l'offre. Ils voient dans la stipulation pour autrui deux conventions distinctes, dont la seconde n'est parfaite que par l'acceptation du bénéficiaire.

Cependant, bien que le droit ne naisse qu'au moment de l'acceptation du bénéficiaire, les effets sont les mêmes pour celui-ci ; car on fait rétroagir l'acceptation au jour du contrat. Cette acceptation, dit-on, est la condition de l'existence du droit, condition qui rétroagit au jour du contrat, mais néanmoins condition essentielle du droit.

La Jurisprudence, tout en suivant le système de l'offre, en est donc arrivée tout d'abord à admettre que le droit du tiers, bien que ne naissant qu'au jour de l'acceptation, puisse rétroagir au jour du contrat. Ceci paraît déjà bizarre. Mais ce qui est encore plus curieux, c'est quand elle a voulu, toujours en conservant ce système de l'offre, reconnaître au tiers un droit direct et personnel contre le promettant. Et c'est ce à quoi elle est arrivée dans un arrêt de la Cour de Nancy du 17 janvier 1888 (1), ainsi conçu : « Attendu que ces stipulations, lorsqu'elles ont été suivies de l'acceptation du bénéficiaire, ont pour effet de créer un lien de droit entre ce dernier et le débiteur, avec lequel il est censé avoir traité directement et sans intermédiaire ».

(1) DALLOZ, 1889, 2, 153.

La Jurisprudence essaie donc de dégager du système de l'offre des conséquences qui sont inconciliables avec lui. Comment arrive-t-elle par exemple à admettre l'acceptation par les héritiers du bénéficiaire ? Cela n'est-il pas en contradiction flagrante avec le système de l'offre ? M. Labbé, qui est de cet avis, s'exprime ainsi : « Une volonté destinée à former le consentement, base essentielle, source initiale d'une donation, ne rétroagit pas » (1). On ne peut appeler condition, et comme telle faire rétroagir, un élément essentiel à la validité d'un contrat.

D'autre part admettre que le bénéficiaire acquiert par son acceptation une action directe et personnelle contre le promettant, c'est aussi en contradiction avec l'idée d'une offre. En effet, ce droit n'a pu être acquis au tiers par la seconde convention puisque le promettant n'y était pas partie ; ce n'a donc pu être que par la première où le tiers n'a pas été partie, et c'est par conséquent faire exception à la règle de la personnalité des conventions.

La Jurisprudence en arrive donc à admettre des solutions très acceptables, en s'appuyant sur un système qui ne donne que des conséquences peu pratiques et en contradiction formelle avec ses solutions.

II^o *Offre du promettant.* — M. Thaller, dans une note sous un arrêt de la Cour de Besançon, du 2 mars 1887 (2) voit dans la stipulation une double

(1) Note sous Douai, 6 novembre 1886. SIREY, 1888-2-97.

(2) DALLOZ, 1888-2-1.

convention, d'une part un contrat entre le stipulant et le promettant, dans lequel ce dernier s'engage à offrir au tiers la prestation convenue ; et, en second lieu, si le tiers accepte, une seconde convention qui se forme entre lui et le promettant. Le tiers acquiert ainsi une action personnelle, directe, contre le promettant.

Ce dernier résultat pourrait faire accepter au premier abord cette théorie, puisque nous avons vu que c'était un des plus graves reproches faits à la théorie précédente que de ne pas donner au bénéficiaire une action directe contre le promettant. Mais, en réfléchissant, on voit à ce système des inconvénients aussi sérieux. Qui pourra, en effet, agir dans ce cas pour forcer le promettant à faire son offre ; ce ne pourra être évidemment que le stipulant. Si donc ce dernier vient à mourir, ses héritiers pourront bien, eux aussi, agir ; mais cela sera presque toujours contraire à leurs intérêts ; et il arrivera le plus souvent que la mort du stipulant ou son inaction, concordant avec la mauvaise volonté du promettant, priveront le tiers de toute action.

Cette théorie ne nous satisfait pas plus que la précédente, puisqu'elle arrive à des résultats contraires à l'intention des parties. Nous n'insisterons pas plus longtemps ici sur ce système qui a eu surtout en vue les assurances sur la vie au profit d'un tiers ; nous y reviendrons plus loin en étudiant cette matière. D'ailleurs, M. Thaller lui-même semble l'avoir abandonné dans la nouvelle édition de son *Traité de Droit commercial*.

Si nous avons rangé ce système à la suite de celui de l'offre, bien qu'il donne au tiers un droit direct, c'est parce qu'il ressemble, à certains points de vue, au précédent, et nous avons cru intéressant de les placer en regard l'un de l'autre.

Théorie du droit direct. — Nous avons vu que la Jurisprudence, en se basant sur la théorie de l'offre du stipulant, avait admis des résultats excellents dans la pratique, mais le plus souvent en contradiction avec cette théorie. Nous croyons donc qu'il faut chercher l'origine du droit du bénéficiaire, non pas dans une convention intervenue entre le stipulant et le tiers, mais bien dans la stipulation elle-même. Le tiers acquiert ainsi un droit direct par le contrat lui-même, et alors s'expliquent d'elles-mêmes les conséquences admises par la Jurisprudence. Cette théorie est d'ailleurs généralement admise de nos jours par la doctrine.

Nous nous proposons donc d'étudier comment les auteurs, qui ont admis le droit direct du tiers, se sont efforcés de l'expliquer juridiquement, et nous verrons quelle est l'explication que nous croyons devoir adopter.

I° *Système de M. Boistel.* — M. Boistel, dans des notes au Dalloz, sous des arrêts de Caen, du 3 janvier 1888, et de Nancy, du 17 janvier 1888 (1), a imaginé un système dans lequel il s'efforce d'expliquer, d'une manière juridique, la nature du droit du

(1) DALLOZ, 1889-2-128 et 153.

bénéficiaire d'une stipulation pour autrui. Bien que le savant professeur se soit occupé surtout dans ces notes de l'hypothèse spéciale de l'assurance sur la vie, nous devons cependant étudier ici sa théorie, car il nous la présente comme donnant de la stipulation pour autrui une analyse générale, susceptible d'en expliquer toutes les applications.

Notre tâche consistera donc pour le moment à examiner si elle est apte à résoudre d'une manière générale la question de la stipulation pour autrui. Nous examinerons de nouveau plus tard, si elle explique l'hypothèse spéciale de l'Assurance sur la vie.

M. Boistel ne voit pas dans la stipulation pour autrui, comme les systèmes précédents, une opération complexe s'analysant en deux conventions successives ; pour lui, il n'y a qu'une seule convention, de laquelle naît pour le bénéficiaire un droit direct, mais susceptible de s'évanouir, soit par son refus d'acceptation, soit par la révocation du stipulant, survenant avant l'acceptation. Le promettant est, d'après lui, obligé sous une alternative, mais une alternative toute spéciale, et dont le Code ne parle pas, une alternative portant sur la personne du créancier.

« L'assuré, dit M. Boistel, stipule sous une condition alternative en faveur du bénéficiaire et en faveur de lui-même ; l'Assurance en cas de décès au profit d'un tiers désigné constitue une obligation alternative quant à la désignation [du créancier] ».

Le Code n'a pas parlé de ce genre d'alternative, mais il n'y a pas de raison pour ne pas l'admettre, les parties étant souveraines dans leurs conventions, pourvu qu'elles ne touchent pas à l'ordre public. M. Boistel précise encore plus, il voit dans l'obligation du promettant une obligation facultative, et par conséquent, dit-il, il y aura dans l'Assurance un créancier principal, *in obligatione*, l'assuré, et un créancier accessoire, *in facultate solutionis*, le bénéficiaire.

Nous reconnaissons que ce système est très ingénieux, et qu'il explique juridiquement le droit propre du bénéficiaire contre le promettant; mais nous ne croyons pas pouvoir l'admettre. Nous ne voulons, nous l'avons dit, que rechercher ici si la théorie de M. Boistel est applicable d'une façon générale, comme il le soutient, à la stipulation pour autrui; et nous ne croyons pas pouvoir répondre par l'affirmative. Nous verrons plus loin si nous pouvons admettre ce système spécialement pour les Assurances sur la vie, car, en réalité, c'est surtout pour expliquer ces opérations que M. Boistel a émis sa théorie; mais, pour le moment, nous nous séparons de lui, tout en reconnaissant les résultats pratiques auxquels il arrive.

D'après lui, ce serait le stipulant qui serait créancier principal *in obligatione*, et le tiers bénéficiaire ne serait que créancier accessoire, *in facultate solutionis*. Mais il n'en est certainement pas toujours ainsi. Si nous supposons, par exemple, que le promettant a intérêt à ce que ce soit le tiers qui bénéficie de l'obli-

gation ; dans ce cas, le stipulant n'aura pas la faculté de révocation, et on ne pourra certes pas dire que le tiers n'est qu'*in facultate solutionis*. D'ailleurs, le stipulant n'est, dans tous les cas, appelé qu'à défaut du tiers, et la stipulation est faite pour ce dernier ; il serait par conséquent bizarre d'appeler créancier principal celui qui ne doit être appelé qu'accessoirement. On peut dire la même chose de la donation avec charge ; et, dans ce cas, il arrivera souvent que la révocation ne rendra pas le donateur créancier de la charge, mais en dispensera simplement le donataire. Cela ne dépend que de la volonté des parties, M. Boistel le reconnaît lui-même.

Citant le cas de stipulation pour autrui à laquelle serait adjointe une clause pénale, il dit que : « dans ce cas encore, il semble plus exact de considérer que l'obligation certaine est celle de payer le montant de la clause pénale au stipulant, qui a traité avec le débiteur d'une manière ferme, et de voir une obligation accessoire et facultative dans la promesse de verser au tiers la somme promise. » Ici encore, n'est-il pas curieux qu'une clause pénale puisse constituer une obligation principale.

D'ailleurs, nous ne pouvons admettre cette théorie comme expliquant, d'une manière générale, la stipulation pour autrui. M. Boistel, nous le répétons, a eu surtout en vue l'assurance sur la vie, et il a eu tort de généraliser. Ainsi, en examinant les autres applications de la stipulation pour autrui, nous voyons, par exemple, que la cession de dette ne peut être

expliquée par une obligation facultative, puisqu'elle n'est ordinairement faite qu'au profit d'un tiers seulement.

Recherchant un système général de la stipulation pour autrui qui en explique tous les cas d'application, nous ne pouvons donc pas nous arrêter à celui de M. Boistel, qui n'est même pas, à notre avis, nous le verrons plus loin, de nature à expliquer l'assurance sur la vie.

II° *Système de l'engagement par déclaration unilatérale de volonté*. — Certains auteurs ont essayé d'introduire en France, pour expliquer la stipulation pour autrui, un système dont nous rencontrons la première idée dans notre Ancien Droit et que nous avons vu plus haut exposé à la fin du XVI^e siècle par le président Favre. Ce système a été repris, de nos jours, par certains auteurs, qui l'ont eux-mêmes emprunté à des Jurisconsultes allemands, et notamment à Siegel (1) ; c'est le système de l'engagement par déclaration unilatérale de volonté.

Analysons-le : « Quiconque s'engage par devers lui et au moyen d'une déclaration verbale et publique, entend se considérer comme tenu par son engagement ; sans doute, son engagement ne s'impose à personne, et, s'il s'adresse à quelqu'un en particulier, celui-ci a le droit de le rejeter ; mais si ce dernier l'accepte, celui qui a pris l'initiative n'a plus le droit de prétendre avoir révoqué son engagement, il ne

(1) *Das Versprechen als Verpflichtungsgrund in heutiger Zeit*, R. (Vienne, 1874), p. 20 et s., p. 42 et s.

peut retirer sa parole, il doit s'en tenir à la parole donnée ; il n'est pas nécessaire qu'il y ait parole donnée et échangée tout à la fois » (1). C'est donc un nouveau mode de création des obligations que l'on veut introduire dans le domaine juridique ; il n'est plus besoin, pour s'obliger, qu'il y ait accord de volonté, la simple promesse suffit ; et elle est créatrice d'obligation au moment même où elle a lieu, nonobstant toute acceptation du bénéficiaire.

Siegel, pour appuyer ses idées, s'efforça de démontrer qu'il y avait possibilité de revenir sur certains contrats déjà formés, et d'autre part qu'on pouvait être lié sans contrat. Il croit que le Droit Allemand a accepté toutes les manifestations les plus élastiques de la volonté ; et il essaie de le prouver en mettant en regard ces deux assertions. Et d'abord, il cite comme exemple de contrat déjà formé et qu'on peut révoquer, « le cas, où l'acceptation émise à temps n'arrive qu'après le délai fixé pour le maintien de l'offre, auquel cas, le contrat ne sera pas considéré comme étant venu à existence, mais à condition toutefois que le pollicitant eût envoyé sans retard avis de sa révocation » (2). Siegel voit donc là un contrat déjà formé et qui est cependant susceptible d'être révoqué ; mais Strobbe lui répond avec raison qu'il n'y a pas contrat formé,

(1) SALEILLES. *Théorie générale de l'obligation d'après le projet de Code civil allemand*, n° 141.

(2) SALEILLES. *Loc. cit.*, n° 141.

car l'offre est censée tomber avec l'expiration du délai (1).

D'autre part, voulant démontrer qu'il peut y avoir obligation par simple promesse, il remonte au Droit Romain et y voit déjà certains exemples à l'appui de son opinion. Ainsi le vœu, dans lequel on s'engage sous condition d'un événement dont on demande à la divinité la réalisation ; et aussi certaines pollicitations au profit des cités. Mais ces cas sont loin d'être certains, et d'ailleurs, ils ne reposent que sur des considérations relatives, soit au droit public, soit au droit sacré. Aussi le projet de Code civil allemand n'a pas cru devoir admettre en principe ce nouveau mode de création des obligations.

Quoiqu'il en soit, certains auteurs ont vu dans la stipulation pour autrui un engagement par déclaration unilatérale de volonté, et ont tâché d'expliquer ainsi cette opération juridique. On fait abstraction de la convention, qui a lieu entre le stipulant et le promettant, pour ne considérer que la promesse du promettant qui le lierait au profit du tiers. On en arrive, il est vrai, à des résultats conformes à l'application de la Jurisprudence, et particulièrement à la reconnaissance d'un droit direct au profit du bénéficiaire contre le promettant ; mais, malgré cela, nous repoussons formellement ce système.

Il a tout d'abord en lui-même un grave inconvénient, c'est que si l'on admettait que la simple

(1) STROBBE. *Zeitch f. Rechts Geschichte XIII*, pages 255 et 256.

promesse suffit pour créer des obligations, comment ferait-on pour distinguer s'il y a vraiment eu volonté de s'obliger, ou seulement une promesse en l'air. Quel criterium prendrait-on pour rechercher si le promettant a voulu ou non se lier ? Il faudrait donc, pour que l'on puisse admettre l'engagement par simple promesse, qu'on réglât la manière dont on pourra en faire la preuve ; jusque-là, on ne saura jamais s'il y a eu ou non engagement sérieux.

De plus, nous croyons devoir écarter ce système en tant qu'il servirait d'explication à la stipulation pour autrui. Il ne voit qu'un engagement du promettant envers le tiers, et par conséquent, il ne peut s'occuper que des liens qui unissent ces deux personnes, et il laisse forcément de côté ceux qui unissent le stipulant avec le tiers.

Enfin nous donnerons un dernier argument qui nous fait repousser cette théorie, c'est que « on veut, dit M. Lambert (1), nous la présenter comme la théorie de l'avenir, et pourtant, historiquement, elle a sa place dans le passé, et c'est après en avoir fait l'expérience, que notre législation l'a rejetée comme contraire à l'orientation de notre vie juridique ». Nous renvoyons, d'ailleurs, à notre chapitre de l'Ancien Droit, où nous avons parlé de la théorie du Président Favre (2).

III^e *Théorie traditionnelle.* — Nous avons dit

(1) LAMBERT. *Du contrat en faveur de tiers*. Paris, 1893. n° 47,

(2) Voir plus haut page 39.

plus haut, que nous regardions le droit du tiers bénéficiaire comme un droit acquis personnellement et directement par lui dans le contrat lui-même intervenu entre le stipulant et le promettant ; d'autre part, nous avons rejeté successivement l'opinion de M. Boistel, qui explique l'existence de ce droit direct par une obligation facultative quant à la désignation du créancier, et le système qui voit le fondement de ce droit direct dans un engagement par déclaration unilatérale de volonté. Il s'agit maintenant de donner l'explication que nous croyons devoir admettre, c'est ce que nous allons essayer de faire.

Nous avons vu que la Jurisprudence, au moment où elle a commencé à s'occuper de la stipulation pour autrui, en envisageant l'hypothèse spéciale de l'Assurance sur la vie au profit d'un tiers, c'est-à-dire vers 1860, se trouva en présence de la théorie de l'offre que la doctrine admettait généralement.

Les Tribunaux s'appuyèrent donc tout d'abord sur une théorie qu'ils trouvèrent toute faite, et ils s'efforcèrent d'en tirer les conséquences les plus conformes aux besoins de la pratique. C'est alors qu'on commença à s'apercevoir que le système de l'offre n'était pas aussi parfait qu'on l'avait cru jusque là. En effet, pendant la première moitié de notre siècle, la stipulation pour autrui, n'ayant guère d'application dans la pratique, la doctrine avait pu se contenter d'un système qui expliquait, d'une manière suffisamment juridique, la manière dont on

pouvait s'y prendre pour accorder un droit au tiers qui n'avait pas été partie à la stipulation. Mais quand apparurent les Assurances sur la vie, qui devinrent de jour en jour plus fréquentes dans notre pays, il fallut s'occuper de donner des solutions pratiques, et ce fut l'œuvre de la Jurisprudence.

Voulant concilier avec la pratique la théorie de l'offre, elle arriva nécessairement à admettre des conséquences en contradiction avec ce système. Et nous renvoyons à ce propos à ce que nous avons dit plus haut, en réfutant la théorie de l'offre. C'est pourquoi nous croyons devoir repousser une opinion qui a valu à la Jurisprudence d'aussi graves accusations, et nous cherchons d'un autre côté, le principe sur lequel il faut ici s'appuyer.

Si la stipulation pour autrui manquait, pour ainsi dire, totalement d'application au commencement de ce siècle, il n'en était pas de même, nous l'avons vu, dans notre Ancien Droit. L'institution des substitutions fidei-commissaires avait forcé nos Jurisconsultes à s'occuper de cette question, et c'est ce qu'ils firent dans de nombreux traités. Aussi, nous croyons devoir remonter à leur doctrine pour trouver l'explication que nous cherchons.

Le Code Civil n'a fait que reprendre les idées admises déjà par nos anciens auteurs, et ce qui le prouve, selon nous, c'est l'absence totale de discussion que les articles 1119 et 1121 ont eu dans les travaux préparatoires du Code. Notre législateur a-t-il donc pu vouloir, en se contentant d'exprime.

simplement une règle déjà admise dans notre Ancien Droit, l'expliquer d'une manière différente. Cela n'est pas probable ; si les rédacteurs du Code ont trouvé inutile d'insister davantage sur ces articles, c'est qu'ils ont voulu renvoyer à la tradition ; aussi, nous croyons que l'on peut s'appuyer sur le silence du législateur pour admettre qu'il a simplement voulu reprendre la théorie de nos anciens Jurisconsultes.

Donc, c'est la tradition qui doit servir de règle dans cette matière. Or, si nous nous reportons aux idées admises par nos anciens auteurs, nous voyons partout reconnue l'opinion d'après laquelle le tiers bénéficiaire acquiert un droit direct et personnel par le contrat lui-même auquel il est resté étranger.

Tous ces auteurs s'accordent, en effet, pour admettre cette solution, et nous renvoyons, pour les détails, à ce que nous avons dit dans notre étude de l'Ancien Droit. Nous croyons donc, devant cette opinion presque unanime et devant le silence gardé dans les travaux préparatoires du Code, que c'est par la tradition qu'il faut expliquer le droit direct qui est acquis au tiers bénéficiaire. D'ailleurs, pour s'en bien persuader, il suffit de lire l'article 1165 du Code civil ainsi conçu : « Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, elles ne nuisent point au tiers et ne lui profitent que dans le cas prévu dans l'article 1121 ». Peut-on dire plus clairement que l'article 1121 est une exception à la règle,

que les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; et, dès lors, pourquoi chercher une autre raison à cette exception puisqu'elle est établie d'une manière formelle par le Code.

Si donc nous croyons que le droit acquis au tiers par la stipulation pour autrui est un droit direct né du contrat lui-même, auquel le tiers a été étranger, c'est en nous appuyant sur l'article 1165 qui dit formellement que, dans notre hypothèse, le tiers acquiert exceptionnellement un droit dans un contrat auquel il est resté étranger. Et nous sommes d'autant plus affermis dans cette croyance, que l'article 1165 nous semble bien reproduire les idées que nos anciens Jurisconsultes avaient sur cette matière.

On a cependant fait à la théorie du droit direct une objection à laquelle nous allons essayer de répondre. Certains auteurs s'appuient sur la partie finale de l'article 1121, ainsi conçue : « celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer si le tiers a déclaré vouloir en profiter » ; et disent que le droit ne peut pas être acquis au tiers en vertu du contrat, puisqu'il reste révocable par le stipulant et qu'il n'est vraiment acquis que par l'acceptation.

La question de révocabilité ou d'irrévocabilité, qui est aujourd'hui résolue dans le premier sens (1), fut très controversée par nos anciens auteurs; et cependant, les partisans de l'une et l'autre théorie étaient

(1) Article 1121 *in fine*.

d'accord pour admettre que le droit était acquis au tiers par le contrat. Pour eux, l'irrévocabilité et l'acquisition sont deux choses distinctes; elles peuvent ne se produire que successivement. Un droit acquis révocablement n'en reste pas moins un droit acquis; on ne révoque pas ce qui n'existe pas, la révocabilité implique l'existence. L'acceptation a pour but, non pas de créer le droit, mais de l'affermir et d'enlever au stipulant la faculté de révocation. Si, en effet, elle était créatrice de droit, comment pourrait-on expliquer qu'elle puisse intervenir après la mort du tiers bénéficiaire? Nous pensons que l'acceptation est destinée, non pas à donner une action au tiers, mais à lui maintenir l'exercice d'une action déjà acquise par la stipulation. Les rédacteurs du Code ont été, nous le croyons, de cet avis, puisqu'ils ont évité d'employer même le mot d'acceptation, qui aurait pu donner lieu à des confusions avec l'acceptation de l'offre; ils ont dit : « lorsque le tiers a déclaré vouloir en profiter », et une telle déclaration n'est qu'une prise de possession du droit.

Cette objection ne nous embarrasse donc pas, et ne nous empêche pas d'admettre la théorie du droit direct qui cadre si bien avec les solutions pratiques de la Jurisprudence, telles que la rétroactivité de l'acceptation au jour du contrat, la possibilité d'une acceptation postérieure à la mort du bénéficiaire, et beaucoup d'autres. Nous croyons que la Jurisprudence, tout en s'appuyant sur la théorie de l'offre, et repoussant en principe celle du droit direct, applique

en réalité les conséquences de cette dernière ; et il nous semble entrevoir dans un avenir prochain la reconnaissance d'un système justifiant si facilement les solutions qu'elle donne dans la pratique.

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude de la stipulation pour autrui et nous allons passer à l'application pratique de l'Assurance sur la vie au profit d'un tiers.

DEUXIÈME PARTIE

APPLICATION DE LA THÉORIE

DE LA STIPULATION POUR AUTRUI

A L'ASSURANCE SUR LA VIE

AU PROFIT D'UN TIERS DÉTERMINÉ

Après avoir étudié dans une première partie la Théorie générale de la Stipulation pour autrui tant à Rome que dans notre Ancien Droit et dans notre Code civil, nous voulons maintenant voir de quelle façon la matière des Assurances sur la vie peut se rattacher à cette étude. Nous laisserons de côté tout ce qui touche à la partie économique de ces Assurances, pour ne les étudier qu'en tant qu'elles peuvent être considérées comme stipulations pour autrui. Nous limiterons notre sujet à l'étude des Assurances sur la vie au profit d'un tiers déterminé ; et nous verrons quelle est la nature du droit conféré au bénéficiaire par ce contrat, quels sont ses effets relativement aux ayants-cause de l'assuré, à ses créanciers et à ses héritiers ; et nous verrons ainsi l'évolution de la Jurisprudence en cette matière. Cependant, pour plus de clarté, nous commencerons par exposer dans un premier chapitre les différentes théories par lesquelles les auteurs ont cherché à expliquer la nature juridique du contrat d'Assurance en cas de décès.

CHAPITRE PREMIER

Nature juridique du Contrat d'Assurance en cas de décès.

Avant d'entreprendre l'étude des divers systèmes qui ont été proposés pour expliquer la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie, il nous semble nécessaire de donner quelques idées générales pour éclairer notre sujet.

Et d'abord, qu'est-ce que le contrat d'assurance en général ? On définissait autrefois l'assurance, un contrat par lequel l'un des contractants, l'assureur, se charge envers l'autre, l'assuré, moyennant une valeur convenue appelée prime, des risques ou dommages que certaines choses désignées pourront éprouver dans le temps et les cas prévus par cette convention. Il pouvait donc arriver qu'un seul individu conclût un tel contrat en s'engageant à couvrir un risque quelconque, et même qu'il ne s'engageât qu'envers une seule personne. Mais en approfondissant l'étude de l'Assurance, on est arrivé à recon-

naître l'utilité d'une Société qui soit à même de couvrir de nombreux risques de même nature, et on arriva à admettre l'idée de mutualité, avec ses attributs, la formation d'un fonds de primes et l'établissement d'un calcul de probabilité dû à ce qu'on appelle « la loi des grands nombres ». C'est surtout à l'influence du professeur italien Vivante, que l'on doit cette évolution, et l'on peut maintenant définir l'assurance, « la part que prend une personne, exposée à un risque déterminé dans une association, couvrant ce risque sur une grande échelle avec la promesse par le souscripteur de payer annuellement son tantième de contribution » (1).

Au premier abord cette théorie ne semble admettre qu'une seule sorte d'assurance, l'assurance mutuelle ; mais en réalité l'assurance à primes fixes est, elle aussi, une émanation de l'idée de mutualité. En effet, si dans ce second mode d'assurance, il y a d'une part les actionnaires et de l'autre les assurés, il n'en est pas moins vrai que c'est par la mutualité qu'elle arrive à fonctionner régulièrement. Elle doit en effet, pour équilibrer ses comptes, appliquer aux sinistres le fonds des primes ; et c'est par une manière rigoureuse et scientifique d'évaluer les risques et d'appliquer la loi des grands nombres, qu'elle peut poursuivre la marche de ses opérations (2). L'assurance est donc la compensation

(1) THALLER. *Traité élémentaire de Droit commercial*, 2^e édition 1900, p. 388.

(2) THALLER. *Loc. cit.*, p. 390.

pécuniaire, au moyen d'une indemnité, et par la mutualité organisée suivant les lois de la statistique, de certains effets du hasard, des risques, qui détruisent ou diminuent le patrimoine de l'homme, en d'autres termes, qui occasionnent des sinistres (1).

Toute assurance comporte trois éléments constitutifs : le risque, l'indemnité, l'association. Le risque, c'est la valeur actuelle du dommage susceptible de se produire dans un temps déterminé. L'indemnité, c'est la somme qui sert à compenser le dommage causé par le sinistre. L'association, c'est elle qui, à l'aide des cotisations de chacun, forme les capitaux assurés, et permet de diminuer le dommage résultant de l'accident auquel pare l'assurance. Ces trois éléments se retrouvent dans toutes les assurances, et c'est à leur réunion qu'on peut juger qu'il y a bien contrat d'assurance.

Voyons maintenant ce que c'est que l'assurance sur la vie ? M. Lefort la définit ainsi : « C'est un contrat par lequel une personne, l'assureur, en retour d'une cotisation annuelle (prime), dont le montant fixé par des procédés mathématiques, est versé par une autre, l'assuré, s'oblige à payer une somme (capital assuré ou bénéfice), lorsque se réaliseront dans l'existence de l'assuré, certains événements, par exemple, s'il y a décès ou au contraire s'il y a survie à une époque déterminée (2) ».

Les assurances sur la vie résultent de nombreuses

(1) LEFORT. *Traité du contrat d'assurance sur la vie*, t. I, p. 1.

(2) LEFORT. *Loc. cit.*, t. I, p. 2.

combinaisons ; elles comprennent toutes les opérations basées sur la vie humaine ; mais on peut cependant les ramener à deux types généraux : 1^o les assurances en cas de décès, qui prennent pour point de départ des obligations de l'assureur à la mort de l'assuré ou d'un tiers ; 2^o les assurances en cas de vie qui ne donnent droit aux effets du contrat qu'autant que l'assuré existe à une date fixe. Il y a aussi les assurances mixtes qui ne sont qu'une combinaison des deux premières ; elles donnent droit aux effets du contrat, soit que l'assuré vive encore à une certaine époque, soit qu'il meure avant. En réalité, par conséquent, il n'y a que deux formes distinctes, l'une garantit une famille contre l'éventualité de la mort trop prompte de son soutien, l'autre garantit l'homme contre les besoins de la vieillesse.

Pour nous, qui n'étudions les assurances qu'en tant qu'elles se rattachent à la matière des stipulations pour autrui, nous n'avons pas à nous occuper des assurances en cas de vie dans lesquelles l'assuré stipule pour lui-même, mais seulement des assurances en cas de décès.

Ces assurances revêtent des formes nombreuses et variées :

1^o Assurances pour la vie entière. — L'assureur s'engage à payer la somme assurée à quelque époque qu'arrive la mort de l'assuré. C'est le mode le plus important et qui est le plus fréquemment employé. En se servant de cette combinaison, le père de

famille qui est dans les affaires, et dont les espérances ne se réaliseront que dans un temps plus ou moins éloigné, est sûr de laisser des ressources à sa famille, s'il vient à mourir prématurément. Ce mode d'assurance peut lui-même donner lieu à des combinaisons accessoires ; ainsi, suivant que la prime est unique, payable pendant toute la vie de l'assuré, ou seulement pendant un certain nombre d'années, l'assurance est dite à prime unique, à primes viagères, ou à primes temporaires. De plus, l'assurance peut reposer sur la tête du stipulant ou sur celle d'un tiers ; elle peut être faite en faveur des héritiers ou d'un tiers désigné ; elle peut enfin porter sur une seule tête ou sur plusieurs têtes, et alors la somme peut être due au survivant ou aux héritiers du dernier décédé ; il y a alors assurance au premier et au dernier décès. Cette dernière combinaison peut être utile au cas où un père et une mère sont tous deux aptes à diriger les affaires, et elle aura pour avantage de payer une prime moins élevée.

2° Assurances temporaires. — Dans ce cas, l'assureur ne s'engage à payer que si le décès de l'assuré arrive avant une certaine époque. Ce genre d'assurance peut être employé par les personnes qui désirent se procurer du crédit, car elle donnera aux créanciers une garantie absolue d'être payés au cas où la mort de leur débiteur arriverait avant l'acquittement de la dette. Les assurances temporaires conditionnelles se rapprochent de ce mode ; ce sont celles qui sont contractées en vue de certaines

circonstances spécifiées, par exemple un voyage en mer.

3^e Assurances de survie. — Ici, l'assureur s'engage à payer la somme stipulée à une personne désignée par l'assuré, dans le cas où cette personne survivrait à l'assuré. Ce mode peut être employé par un frère qui a une sœur à sa charge ; c'est un moyen pour lui d'assurer des ressources à cette dernière pour le cas où elle lui survivrait. Cette assurance peut aussi être stipulée payable au survivant quelconque de deux personnes.

Quant aux assurances mixtes, qui touchent à notre sujet puisqu'elles tiennent également des assurances en cas de vie et de celles en cas de décès, elles offrent principalement deux combinaisons : l'assurance mixte proprement dite, par laquelle la Compagnie s'engage, en retour d'une prime annuelle dont le versement ne cesse qu'en cas de décès, à payer à une époque fixée un capital à l'assuré lui-même, s'il est vivant, ou à ses ayants-droit immédiatement après son décès, s'il a lieu avant cette époque ; l'assurance à terme fixe, qui procure à une époque invariable un capital déterminé à l'assuré ou à ses ayants-droit, suivant que l'assuré est vivant ou mort à cette époque.

Nous allons maintenant passer à l'étude qui fait l'objet principal de notre chapitre, et nous demander quelle est la nature juridique du Contrat d'assurance en cas de décès ? C'est une question qui a été très controversée et qui a donné lieu à de nombreux

systèmes que nous allons passer en revue ; nous verrons ainsi quel est celui que nous croyons devoir admettre.

Écartons tout d'abord quelques systèmes qui ont été peu soutenus : l'un consiste à dire que l'assurance sur la vie serait *un contrat se rapprochant de la vente* ; on y voit une chose vendue, c'est l'indemnité à payer par l'assureur, et un prix, la prime annuelle ; mais, pour qu'il y ait vente, il faut que la chose vendue soit l'équivalent du prix ; or, ici, ce n'est certainement pas le cas, la somme assurée n'est nullement la représentation des primes. Un autre système, qui n'a pas non plus été fort suivi, voit dans l'assurance sur la vie *un contrat sui generis*, d'un genre spécial et ne pouvant être assimilé à aucun autre. Enfin, certains auteurs ont voulu voir dans l'assurance sur la vie *un véritable pari*. Mais, comment a-t-on pu assimiler deux choses aussi différentes que l'assurance et le pari ? Dans le pari, il arrive nécessairement pour une personne un enrichissement ; or, cela ne se trouve pas dans l'assurance, où l'on ne peut s'enrichir, mais seulement obtenir une indemnité représentant une perte qu'on a faite. Le pari suppose des personnes s'engageant réciproquement à se payer une certaine somme, si un certain événement arrive ou n'arrive pas. Dans l'assurance, au contraire, nous ne trouvons pas cette situation dans les relations entre l'assureur et l'assuré. Il ne s'agit pas, dans ce cas, d'un engagement réciproque à se payer une somme si tel

événement se réalise ou non, l'assurance sur la vie a un tout autre but.

Nous ne nous arrêterons pas à étudier ces systèmes, que nous n'avons voulu citer que pour être complet, et nous passons à l'examen des autres théories plus importantes.

Certains auteurs admettent un système qui consiste à dire que l'assurance sur la vie est *un véritable placement*. Ils voient, dans la capitalisation des primes accrues des intérêts, l'origine du capital assuré ; et ils se basent pour l'admettre sur ce que le capital assuré n'est dû qu'autant qu'il y a eu versement des primes. M. Reboul, qui a exposé cette théorie, s'exprime ainsi : « L'assurance payable au décès est un véritable placement..... Ce n'est pas seulement la garantie d'un risque, c'est l'épargne solidarisée, c'est-à-dire l'épargne sous sa forme la plus féconde, l'épargne élevée à sa plus haute puissance » (1).

Voici, d'ailleurs, les arguments sur lesquels s'appuient ces auteurs : 1° Les primes payées à la Compagnie doivent naturellement s'accroître de leurs intérêts et finir par constituer ainsi le capital assuré ; 2° La capitalisation des primes est démontrée par la réserve que les Compagnies mettent chaque année de côté ; 3° De plus, une nouvelle preuve de la capitalisation des primes, c'est que les Compagnies distribuent, sous le nom de participation

(1) REBOUL. *Assurances sur la vie*, chap. VIII.

aux bénéfices, un intérêt fixe des sommes dont elles ont la gestion.

Ces raisons peuvent paraître bonnes au premier abord, mais elles ne résistent pas à un examen un peu sérieux. En effet, les primes qui sont payées chaque année à la Compagnie, sont encaissées par elle, non pas à titre de dépôt, mais à titre de propriété. L'assureur reçoit en toute propriété les primes qui lui sont payées, mais, en revanche, l'assuré acquiert un droit contre l'assureur, droit qui consiste à recevoir, en cas de réalisation de certains événements, une indemnité qui pourra consister en une valeur vingt fois plus considérable que la prime. « Ce genre d'opérations, dit M. Lefort, se rencontre d'ailleurs fréquemment dans les usages ordinaires de la vie, où on remet des sommes d'argent qui sont destinées, non pas à un prêt ou à un placement, mais uniquement à l'acquisition d'un droit ou au paiement d'un service » (1).

Pour qu'il soit possible de dire que la somme assurée est le résultat de la capitalisation des primes, il faudrait que le paiement de la prime soit obligatoire pour l'assuré. En effet, si l'assuré vient à mourir avant la fin de la première année de son assurance, la Compagnie n'en devra pas moins lui payer la somme assurée en entier, et on ne pourra pas dire dans ce cas que cette somme vient de la capitalisation des primes payées par l'assuré, puis-

(1) LEFORT. *Loc. cit.*, t. I, p. 170.

qu'il n'en a payé qu'une. Aussi, l'on peut dire que l'assurance sur la vie est une succession d'assurances temporaires d'une année.

L'argument qui invoque la réserve que la Compagnie met de côté chaque année, n'est pas plus sérieux, et on peut y répondre aussi facilement.

Les primes une fois entrées dans la propriété de la Compagnie se décomposent en deux parties : l'une qui est dépensée chaque année pour les sinistres qui ont pu avoir lieu, l'autre qui est mise en réserve. Il est évident que la première part ne peut être capitalisée ; quant à la seconde, elle n'est mise ainsi en réserve par les Compagnies, que pour leur permettre de ne pas modifier chaque année la quotité des primes, car sans cela, elles seraient de plus en plus considérables, augmentant naturellement en raison directe de l'âge de l'assuré.

M. Vivante répond lui aussi à cette objection ; selon lui, la prime est la quote-part de chaque assuré pour alimenter le fonds commun, non dans le but de constituer la réserve de sa propre police, mais afin de constituer la réserve générale de toutes les polices (1).

Quant à la participation aux bénéfices, elle ne peut pas non plus être une preuve de la capitalisation des primes, car elle n'a rien qui ressemble à un intérêt ; ce n'est qu'une combinaison pour ramener la prime à un taux aussi exact que possible, au

(1) *V. Revue générale du Droit*, t. VIII (1884), p. 57.

moyen d'une remise de ce qui a pu être demandé au-delà de la cotisation nécessaire.

Enfin, si l'on avait admis ce système, la Jurisprudence n'aurait pu reconnaître en faveur du bénéficiaire un droit propre et personnel à la somme assurée ; car cette théorie conduirait à faire considérer d'ores et déjà le montant de l'assurance comme un élément du patrimoine de l'assuré.

Nous devons parler maintenant d'un autre système qui touche de près à celui que nous venons d'étudier, et que nous repousserons pour les mêmes raisons. Il voit dans l'assurance sur la vie *un contrat aléatoire, innommé, sui generis, sorte de contrat mixte participant du contrat de placement et du contrat d'assurance*. Voici comment s'exprime M. Léveillé qui soutient cette opinion : « L'assurance sur la vie, dit-il, est une variété du *mutuum* (prêt à intérêt). Le capital assuré représente, pour une partie, un capital restitué, les primes ; pour une partie, une prime de remboursement » (1).

M. Léveillé dit que, tandis que, dans une assurance véritable, l'obligation de l'assureur est conditionnelle, au contraire, dans l'assurance sur la vie, le risque prévu devant nécessairement se réaliser, l'obligation de l'assureur n'est plus conditionnelle, mais à terme. Mais le savant professeur oublie que le paiement de la prime est facultatif, et que par conséquent, l'assurance sur la vie n'est qu'une

(1) LÉVEILLÉ. *Notice sur l'assurance sur la vie inaugurée par la Caisse Nationale des Familles*.

succession d'assurances temporaires d'une année. Il y a donc bien ici une condition, c'est l'évènement fatal et incertain du décès de l'assuré survenant pendant l'année.

M. Senès a soutenu un système un peu différent de ce dernier ; c'est un système mixte, d'après lequel l'assurance sur la vie serait *aussi bien un prêt qu'une assurance*. « Il y a, dit M. Senès, dans le contrat d'assurance sur la vie deux contrats juxtaposés, mêlés intimement l'un à l'autre : le contrat de prêt et le contrat d'assurance » ; et il le définit ainsi : « C'est un contrat aléatoire, innommé, *sui generis*, renfermant deux contrats : un contrat principal de placement, et un contrat accessoire d'assurance, ayant pour objet de garantir au contractant le but de l'opération financière qu'il poursuit contre les risques d'une mort prématurée » (1).

En effet, que représente la prime payée chaque année par le stipulant ? Elle peut se diviser en deux parties : une partie est destinée à se capitaliser, c'est un placement ; une autre partie, le surplus, est destinée à indemniser le stipulant des risques d'une mort prématurée ; ce risque empêcherait, en effet, sans cela, la formation de ce capital. Donc, nous trouvons bien dans l'assurance sur la vie le double contrat dont nous parlions plus haut : d'une part un placement, en tant que la prime payée est destinée à se capitaliser ; d'autre part, une assurance en tant

(1) SENÈS. *Moniteur des assurances*, 1872-73.

qu'une partie de la prime est payée dans le but de couvrir l'assuré contre les risques d'une mort prématurée qui empêcherait la capitalisation.

La prime versée par l'assuré comprend donc deux éléments, l'un destiné au prêt, l'autre à l'assurance. Par le contrat de prêt, l'assureur ne doit à l'assuré, que le montant des primes capitalisées et augmentées des intérêts; mais en outre, l'assureur a promis de compléter, s'il y a lieu, cette somme, si la mort survient avant le moment où un capital déterminé aurait été formé par la seule suite donnée au contrat de prêt. Le contrat de prêt est le contrat principal, et l'assurance est le contrat accessoire.

M. Senès a le tort de restreindre forcément sa théorie à un seul cas, celui où une prime unique est versée, ce qui est un cas qui se présente assez rarement. On peut répondre encore ici que l'assurance sur la vie n'est qu'une succession d'assurances d'un an; et ce n'est pas le fait qu'il n'y a eu qu'une prime unique de versée qui change cette règle; en effet, si l'assuré manifestait l'intention d'abandonner l'assurance, on lui rembourserait la prime, déduction faite d'une somme équivalant à ce qu'il aurait déjà payé si la prime eût été annuelle. Nous n'admettons donc pas plus ce système que le précédent.

Nous avons repoussé successivement tous les systèmes qui tendaient à expliquer la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie par une idée de placement. Nous devons maintenant étudier une

théorie qui est aujourd'hui admise par beaucoup d'auteurs, et qui voit dans l'assurance sur la vie en cas de décès *un contrat d'assurance proprement dit dont l'objet est la vie de l'assuré*.

Les auteurs partisans de ce système, voient dans l'assurance sur vie une assurance de même espèce que l'assurance contre l'incendie. Quand j'assure ma maison contre les risques du feu, ce que je veux, c'est toucher, en cas d'incendie, la valeur pécuniaire de ma maison. Si je m'assure sur la vie, je veux que certaines personnes qui me sont chères touchent, dans le cas de mon décès, la valeur pécuniaire que je représentais moi-même. Donc, l'assurance sur la vie serait un contrat d'assurance ordinaire. M. Troplong est de cet avis, il dit que « l'assurance en cas de décès a pour but de préserver les personnes survivantes des dommages que le décès du stipulant pourrait leur occasionner » ; et plus loin, « l'assurance sur la vie est un contrat qui fraternise avec l'assurance contre l'incendie » (1).

Il ne faut pas chercher dans le Droit civil la solution à la question de savoir quelle est la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie. L'assurance sur la vie est elle-même et non une autre ; toute opération d'assurance sur la vie ne fait que réaliser une véritable assurance (2).

(1) TROPLONG. *Contrats aléatoires* nos 154 et 165. — Comp. Paul PONT. *Petits contrats*, n° 587.

(2) TYPALDO-BASTIA. *Assurances sur la vie au point de vue théorique et pratique*, p. 83.

Nous avons vu que les caractères constitutifs de l'assurance sont au nombre de trois : le risque, l'indemnité, l'association. Essayons donc de démontrer que ces trois éléments se trouvent bien réunis dans l'assurance sur la vie en cas de décès, et nous aurons ainsi prouvé qu'elle est une véritable assurance.

Nous trouvons bien, en effet, dans l'assurance sur la vie, le risque. Notre contrat est un contrat aléatoire, il a pour but de parer aux conséquences fâcheuses qu'occasionnerait la mort prématurée de l'assuré. Il y a également l'indemnité, puisque l'assureur s'engage à dédommager de la perte causée par le décès de l'assuré. Enfin, il y a aussi l'association, puisque c'est l'ensemble des primes qui permet à l'assureur de payer les sommes assurées en cas de sinistre. Donc, nous sommes bien en présence d'un contrat d'assurance, puisque tous les éléments constitutifs de ce contrat s'y retrouvent.

Tels sont les arguments invoqués par les partisans de ce système. Nous ne croyons pas cependant devoir l'admettre à cause des conséquences auxquelles il aboutit nécessairement. Ainsi, il ne permet pas d'admettre : 1° L'assurance en cas de décès au profit d'un tiers, si ce tiers n'est pas intéressé à l'existence de l'assuré ; 2° L'assurance en cas de décès sur la tête d'un tiers, quand l'assuré n'a pas intérêt à l'existence de celui-ci ; 3° Les assurances successives, lorsqu'elles dépassent la valeur effective de l'assuré ; 4° Il admet difficilement que les

contrats d'assurance puissent faire l'objet d'une cession, et rejette en tous cas la cession par endossement (1).

Enfin, passons à l'étude d'un dernier système auquel nous nous rallions et qui consiste à dire que l'assurance en cas de décès est *un contrat d'assurance dont l'objet est la réalisation d'un capital déterminé*, réalisation garantie contre le risque d'une mort prématurée. Ici, la chose assurée n'est plus la vie du stipulant, comme dans le système précédent, mais c'est la réalisation d'un capital déterminé. L'objet du contrat d'assurance, en cas de décès, est de garantir contre le risque de mort la formation du capital que l'on a en vue. Le contrat d'assurance est le contrat principal et celui de placement est l'accessoire ; c'est le contraire du système de M. Senès que nous avons exposé plus haut. Nous avons bien en effet, ici, les éléments d'un contrat d'assurance : une chose susceptible d'être assurée, la formation d'un capital, le risque, l'indemnité et l'association. Dans ce système nous n'avons plus à admettre les conséquences que nous avons exposées au précédent, puisque ce n'est plus la vie du stipulant qui est la chose assurée, mais bien un capital déterminé (2), et c'est pourquoi nous l'acceptons comme répondant mieux aux besoins de la pratique.

En résumé, nous avons recherché dans ce chapitre

(1) HERBAULT et DE FOLLEVILLE. *Assurances sur la vie*, n° 51.

(2) HERBAULT et de FOLLEVILLE. *Loc. cit.*, n° 54 et 55.

qu'elle était la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie en cas de décès, et nous avons vu que cette question avait donné lieu à une vive controverse. Après avoir cité quelques systèmes de peu d'importance, voyant dans l'assurance sur la vie, les uns, un contrat se rapprochant de la vente, les autres, un contrat *sui generis* d'un genre spécial, ou encore le considérant comme un véritable pari, nous avons vu diverses théories tendant à expliquer l'assurance sur la vie, soit comme un véritable placement, soit comme un contrat participant à la fois du prêt et de l'assurance, ou comme une convention contenant deux contrats juxtaposés, contrat de prêt et contrat d'assurance, soit enfin comme un véritable contrat d'assurance, ayant pour objet la vie de l'assuré. Nous avons rejeté ces divers systèmes comme n'expliquant pas suffisamment l'assurance sur la vie ou comme ayant des conséquences peu pratiques ; nous avons enfin admis le système qui voit dans l'assurance sur la vie une véritable assurance, mais ayant pour objet la réalisation d'un capital déterminé.

CHAPITRE II

Effets du contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers déterminé.

PREMIÈRE SECTION

DU DROIT DU TIERS BÉNÉFICIAIRE

Nous avons vu que dans le contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers déterminé, l'assureur s'engage, lors de la mort de l'assuré, à payer à ce tiers la somme assurée. Ce contrat confère donc un droit au bénéficiaire relativement au capital assuré ; nous allons rechercher à quel titre le bénéficiaire acquiert ce droit.

Auparavant nous dirons un mot d'une théorie aujourd'hui abandonnée par la doctrine, qui refusait d'admettre la validité du contrat d'assurance au profit d'un tiers et par conséquent déniait toute espèce de droit au bénéficiaire.

Voici les arguments que M. de Montluc (1), l'un des partisans de ce système, donne à l'appui de sa thèse ; nous verrons qu'on peut facilement les réfuter.

1^{er} Argument. — L'article 1119 qui défend de stipuler pour autrui.

Il est vrai que l'article 1119 défend de stipuler en son propre nom pour un tiers, et nous avons vu, en étudiant cet article, que cela n'avait lieu que faute d'intérêt de la part du stipulant, et par conséquent d'action pour en contraindre l'exécution. Or, nous allons voir qu'ici le stipulant aura une action pour forcer le promettant à exécuter sa promesse. Dans tout contrat synallagmatique, l'obligation de l'une des parties sert de cause à l'obligation de l'autre ; or, qu'arrive-t-il dans le contrat d'assurance sur la vie ? Un des contractants, l'assuré, s'engage à payer des primes, tandis que l'autre, l'assureur, s'engage à verser une certaine somme entre les mains d'un tiers déterminé à la mort du premier. Si l'assureur refuse d'exécuter son obligation, les primes qui auront été versées seront sans cause entre ses mains, et les héritiers de l'assuré auront une action pour obtenir la résiliation du contrat et le remboursement des primes versées. Par conséquent nous ne sommes pas ici sous l'application de la règle établie par l'article 1119, mais c'est au contraire une exception à cette règle. D'ailleurs notre avis est, nous le

(1) De Montluc. — *Des assurances sur la vie.*

verrons plus loin, que l'assurance sur la vie au profit d'un tiers est valable à cause de l'article 1121, comme étant la condition d'une stipulation que l'assuré fait pour lui-même ; par conséquent nous sommes bien dans une exception à l'article 1119, puisque le Code le dit en toutes lettres.

2^{me} Argument. — L'assurance sur la vie au profit d'un tiers viole l'article 1130 du Code civil qui prohibe les pactes sur successions futures.

Mais il n'y a pas ici un pacte sur succession future. Le droit du bénéficiaire n'est pas un droit conditionnel, mais actuel, et ce n'est que l'exigibilité qui est reculée jusqu'après le décès du stipulant. La prohibition de l'article 1130 s'applique à des conventions portant sur l'universalité ou sur une quote-part d'une succession non ouverte ou à celles qui auraient pour objet des droits héréditaires éventuels sur des objets particuliers ; mais l'assurance au profit d'un tiers n'est pas de son ressort. C'est, en effet, une convention qui crée au profit du bénéficiaire un droit actuel, nullement conditionnel, et dont l'exigibilité seule est reculée à l'époque de la mort de l'assuré. M. Demolombe, ayant à résoudre une question similaire, donne une solution qui vient à notre aide. Se demandant si la donation d'une somme payable au décès du donateur est valable, il répond par l'affirmative, et une des raisons qu'il en donne, c'est que, dans ce cas, la créance objet de la donation est transmise actuellement et sans condition au donataire, et que ce n'est que l'exigi-

bilité qui est soumise à la condition suspensive du décès du donateur (1).

Cette théorie, que nous venons de réfuter, n'offre plus, nous l'avons dit, qu'un intérêt rétrospectif, puisqu'elle n'est plus sérieusement soutenue aujourd'hui ; nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps et nous passerons sans plus tarder à la question qui fait l'objet de notre étude, à savoir à quel titre le bénéficiaire recueille le droit qui lui est conféré par l'assurance sur la vie.

Les auteurs ont résolu cette question de manières bien différentes, et leurs divergences de vue à cet égard peuvent se classer dans cinq théories que nous allons étudier.

1^{re} Théorie. — *Théorie de la gestion d'affaires.*
M. Labbé. — Nous avons vu, dans notre première partie, une théorie identique soutenue, entre autres, par M. Demolombe, et qui tendait à admettre comme valables toutes les stipulations pour autrui, en les expliquant par une gestion d'affaires. La théorie que nous étudions en ce moment est la même à certains points de vue ; celui qui s'assure sur la vie au profit d'un tiers, stipule pour ce tiers et fait par conséquent une stipulation pour autrui. Nous ne verrons donc plus ici que les arguments spéciaux aux assurances. Nous avons vu plus haut que la théorie de la gestion d'affaires ne pouvait être admise pour expliquer la

(1) DEMOLOMBE. *Donations*, T. III, n^{os} 392 et suiv.

validité de toutes les stipulations pour autrui, ce qui eût été l'annulation de l'article 1119 ; ici nous n'avons plus qu'à nous demander, si c'est par la gestion d'affaires qu'il faut expliquer le droit du bénéficiaire dans les assurances sur la vie au profit d'un tiers.

C'est M. Labbé qui a exposé et mis en lumière ce système, qui se trouvait déjà en germe dans l'étude de M. de Montluc sur les assurances sur la vie. Cette théorie consiste à dire que le preneur d'assurance, qui a stipulé pour un bénéficiaire déterminé, a fait une gestion d'affaires. Par conséquent, c'est le bénéficiaire, qui, ayant été ainsi représenté au contrat, en est le véritable titulaire, et acquiert de suite et directement les droits qui en naissent, pourvu toutefois qu'il y ait eu ratification de sa part.

Voici comment M. Labbé expose son système : « Il faut, dit-il, faire du tiers bénéficiaire le véritable assuré, et du stipulant un simple gérant d'affaires. Alors l'adhésion du tiers est une ratification qui rétroagit au jour du contrat. Le tiers qui a ratifié est créancier direct de l'assureur, comme s'il avait contracté lui-même. Le capital de l'assurance n'a jamais fait partie du patrimoine du stipulant, il ne doit, à la mort de ce dernier, ni être compté pour le calcul de la réserve, ni servir de gage aux créanciers héréditaires » (1).

(1) Note de M. Labbé. — Sirey. 77, 1, 394.

Toute personne intéressée à ce que la vie d'une autre se prolonge, peut se prémunir contre le préjudice que lui causerait le décès prématuré de cette autre personne, à l'aide d'une assurance contractée sur sa tête. Le bénéficiaire pouvait donc souscrire personnellement, dans son intérêt propre, une assurance sur la tête du stipulant ; ce que le bénéficiaire était en droit de faire, le stipulant le fait pour lui comme gérant d'affaires. Il faudra sans doute que le bénéficiaire ratifie la stipulation faite ainsi en sa faveur ; mais du jour où il aura fait cette ratification, il deviendra créancier direct de l'assureur comme s'il avait traité directement avec lui. Cette ratification pourra avoir lieu n'importe à quel moment, et le stipulant ne pourra pas l'empêcher par une volonté contraire, car le gérant d'affaires n'a pas le droit de s'approprier le bénéfice de sa gestion ; et de plus elle rétroagira au jour du contrat, même si elle a lieu après la mort du stipulant, ou même si elle est faite après le décès du bénéficiaire par ses héritiers.

Malgré l'autorité de l'éminent M. Labbé, ce système n'a pas été admis par la Jurisprudence et a été critiqué par de nombreux auteurs.

M. de Courcy y fait une sérieuse objection que nous allons exposer, ainsi que la réponse que donnent les partisans du système. L'article 1372 dit que le gérant d'affaires est tenu de mener à bonne fin l'entreprise qu'il a commencée ; or, si l'on explique l'assurance sur la vie au profit d'un tiers par une gestion d'affaires, il faut appliquer l'article 1372.

Mais, mener à bonne fin une assurance, c'est payer les primes régulièrement jusqu'à son décès ; par conséquent, le stipulant s'engagerait à payer ces primes. Or, jamais le preneur d'assurance n'a voulu s'engager à ce point ; donc on ne peut pas dire qu'il a fait une gestion d'affaires.

Les partisans du système répondent qu'il y a deux sortes de gestions d'affaires, et que l'article 1372 n'est pas applicable aux deux.

1^{re} Hypothèse. — Une personne contracte avec un entrepreneur pour qu'il répare une maison qui va tomber en ruines, et dont le propriétaire est en voyage. Ici c'est la gestion d'affaires ordinaire et l'article 1372 est certainement applicable.

2^{me} Hypothèse. — Une personne, mandataire d'une autre, traite pour le compte de son mandant, en dehors des termes du mandat, sans d'ailleurs que ce soit pour faire à sa place un acte d'administration. Dans ce cas, il y aurait encore gestion d'affaires. L'article 1998 dit, en effet, que cet acte sera valable si le mandant le ratifie ; comment l'expliquer sinon en disant que le mandataire a fait une gestion d'affaires, mais une gestion d'affaires toute spéciale, puisqu'il ne s'agit pas d'un acte d'administration et que le maître doit ratifier pour que l'acte soit valable. Donc deux gestions d'affaires, bien différentes quant à leurs effets, l'une comprenant les actes entrepris pour un tiers, se rattachant à son patrimoine, et l'obligeant *ipso facto* ; l'autre qui comprend les actes, faits pour un tiers, ne se rattachant pas

directement à son patrimoine, et ne l'obligeant que s'il ratifie.

Dans cette deuxième sorte de gestion d'affaires que nous venons de voir, si différente de l'autre, les motifs qui ont fait édicter l'article 1372 n'existent plus. Il n'y a plus, en effet, de raison pour forcer le gérant à continuer jusqu'au bout, et à mener à bien sa gestion, puisque, d'une part, nous avons vu que l'acte ne porte plus sur un bien faisant partie du patrimoine du maître, et que, d'autre part, ce dernier peut à son choix ratifier ou non. Dans l'assurance pour un tiers nous sommes bien dans ce second genre de gestion d'affaires ; en effet, il ne s'agit pas ici de toucher au patrimoine du bénéficiaire, et de plus, ce bénéficiaire doit ratifier pour acquérir des droits personnels à l'assurance.

Voilà comment les auteurs partisans de ce premier système répondent à l'objection que leur fait M. de Courcy (1). Mais ce n'est pas la seule critique qui ait été faite à cette théorie. M. Thaller fait une objection de même genre que celle de M. de Courcy : « La gestion d'affaires, dit-il, confère immédiatement au géré absent le droit ferme, irrévocable, de ratifier la convention quand il en aura connaissance. Le gérant était libre de ne pas traiter ; l'ayant fait, il ne peut plus se rétracter, retirer au tiers l'émolument de l'opération conclue par lui. Ce qui, dans l'espèce, revient à dire que l'assuré, la police une fois signée,

(1) V. DESLANDRES. *De l'assurance sur la vie*, p. 117 et suiv.

demeure sans pouvoir, à l'effet de priver le tiers de son expectative de changer le nom du bénéficiaire, de transformer cette police pour autrui en une police pour lui-même, dont le capital serait payé à sa succession, d'annuler les effets du contrat en cessant le service des primes, etc. ; or, telle n'est point la direction prise par la Jurisprudence (1) ». M. Levillain, dans une note publiée dans Dalloz, formule principalement deux reproches : il trouve le système de M. Labbé trop complexe, et, en second lieu, contraire à l'intention des parties. Voici, d'ailleurs, les termes employés par M. Levillain : « Comment n'être pas frappé, dit-il, de tout ce qu'il y a d'artificiel et de compliqué dans l'explication proposée ? Comment n'en être pas frappé, quand on songe que la convention à analyser est simple de sa nature, et ne révèle par aucun signe extérieur les combinaisons multiples que l'on s'efforce d'y découvrir ? Car, il ne faut pas l'oublier, un contrat qui est l'œuvre des parties contractantes, ne peut renfermer autre chose que ce que ces dernières ont entendu y mettre. Ainsi, de ce que le bénéficiaire aurait pu s'assurer lui-même sur la tête du stipulant, on induit que le stipulant, en souscrivant l'assurance, a fait pour le bénéficiaire, en qualité de gérant d'affaires, ce que celui-ci était intéressé à faire personnellement (2) ? Au reproche de complexité, on répond qu'il est diffi-

(1) Note de M. THALLER, sous un arrêt de Besançon du 2 mars 1887, Dalloz 88.2.21.

(2) DALLOZ. 1879.2.25, note.

cile de rendre simple un acte juridique, où trois parties sont en présence : l'assureur, l'assuré, le bénéficiaire ; et que du reste le système de la Jurisprudence n'est pas non plus si simple. Quant à la seconde critique, qui consiste à dire que l'intention des parties n'a pas été de faire une gestion d'affaires, on répond que l'ignorance des parties sur le moyen importe peu, qu'il suffit de voir le but qu'elles ont voulu atteindre et que le reste regarde le jurisconsulte.

MM. Baudry-Lacantinerie et Barde (1) font également une objection à cette théorie, nous nous contenterons de l'exposer.

On veut voir ici, disent-ils, une gestion d'affaires ; mais les conditions essentielles à ce quasi-contrat font défaut. Le gérant d'affaires agit au nom du maître et avec l'intention de faire passer sur la tête de celui-ci toutes les conséquences juridiques de l'acte par lui accompli. Aussi, dès que la ratification a eu lieu, le gérant d'affaires s'efface devant l'intéressé, qui reste seul titulaire des avantages et des charges du contrat. Ici, la situation n'est pas la même. L'assuré reste débiteur des primes envers l'assureur, et, même après que le tiers a déclaré vouloir profiter de l'assurance, cet assuré ne peut lui réclamer le remboursement de ces primes. Enfin, d'une part, quoique l'assurance engendre au profit du bénéficiaire un droit au capital assuré, le sous-

(1) *Obligations*, t. I. p. 208 et 209.

cripteur peut résilier le contrat en n'acquittant pas les primes, et, d'autre part, si le tiers prédécède avant d'avoir accepté, l'assuré peut disposer du droit à l'indemnité. D'autre part encore, le gérant d'affaires n'a en vue que l'intérêt du maître, tandis que l'assuré a autant en vue son intérêt personnel que celui du tiers.

Malgré l'autorité de l'éminent auteur qui soutient ce système, et malgré les bonnes conséquences qu'on peut en déduire, nous ne croyons pas pouvoir nous y rallier.

Nous avons vu dans notre première partie, en étudiant la théorie de M. Demolombe, que cet auteur distinguait trois hypothèses : la première, celle où le stipulant, déjà gérant d'affaires, a fait un acte de nature à continuer sa gestion ; la deuxième, où le stipulant, qui n'a encore fait aucun acte de gestion d'affaires, stipule en son nom de Pierre qu'il fera un acte d'administration sur un immeuble de Paul, par exemple, qu'il réparera cet immeuble ; enfin, la troisième, où le stipulant stipule de Pierre qu'il fera entrer dans le patrimoine de Paul un droit qui n'y était pas auparavant. Or, nous avons admis qu'on ne pouvait voir de gestion d'affaires que dans les deux premières hypothèses, où il s'agit d'actes d'administration, et non dans la troisième, où il s'agit, au contraire, de faire acquérir au tiers un droit qu'il ne possédait pas encore. Gérer les affaires d'une personne, c'est, en effet, administrer un de ses biens pendant son absence, par exemple, empêcher

sa maison de tomber en ruines, mais ce n'est pas faire une gestion d'affaires que d'augmenter le patrimoine de quelqu'un d'un droit qui ne s'y trouvait pas encore. Nous croyons que l'assurance sur la vie au profit d'un tiers rentre bien dans cette troisième hypothèse, puisque l'assuré stipule de la Compagnie qu'elle fera acquérir au bénéficiaire un droit qui n'était pas auparavant dans le patrimoine de celui-ci. Nous ne pouvons donc pas considérer cette opération comme une gestion d'affaires.

De plus, nous ne croyons pas pouvoir admettre les raisons qui font distinguer deux sortes de gestions d'affaires aux auteurs partisans du système, pour répondre à l'objection de M. de Courcy, aucun texte ne nous semble le permettre.

Loin d'admettre que l'assurance sur la vie au profit d'un tiers puisse s'analyser en une gestion d'affaires, nous croyons au contraire qu'il y a entre ces deux opérations de très grandes différences. Le gérant d'affaires a pour but d'administrer une partie du patrimoine du géré en l'absence de celui-ci ; et ce dernier, dès son retour, est forcé de rembourser au gérant toutes les dépenses que celui-ci a faites en sa faveur. Par conséquent, si l'on voyait dans l'assurance sur la vie une gestion d'affaires, il faudrait forcer le bénéficiaire à se charger du service des primes aussitôt son acceptation. Or, il est certain que cela serait contraire à tous les principes admis dans l'assurance sur la vie, et surtout contraire à la volonté du stipulant.

D'ailleurs ce système a d'autres inconvénients qui résultent des principes posés : 1° Le père de famille ne peut par ce procédé garantir contre le risque de sa mort ses enfants à naître ; 2° Il ne peut plus se reprendre pendant sa vie, la créance contre la Compagnie lui échappe pour toujours en naissant.

2^{me} Théorie. — *Théorie de M. Thaller.* — D'après M. Thaller, l'assurance sur la vie au profit d'un tiers est un contrat « *do ut facias* ». Le stipulant paie à l'assureur des primes et l'assureur, de son côté, s'engage à faire, après la mort du stipulant, offre au bénéficiaire de la somme convenue. On pourrait définir ainsi ce genre d'assurance : c'est un contrat par lequel l'assureur s'engage, moyennant le paiement des primes de la part de l'assuré à proposer après le décès de celui-ci au bénéficiaire désigné, le paiement d'une somme dès à présent déterminée, de l'indemnité stipulée. Pour plus de clarté, nous allons citer les propres termes dans lesquels M. Thaller expose sa théorie :

« La Compagnie promet au stipulant dont elle encaisse les primes, qu'à sa mort, elle fera offre au tiers désigné, du produit de la capitalisation ou pour autrement parler, de la somme convenue. Il y a sans doute, chez le stipulant, une créance ferme et actuelle, bien que visant un fait à accomplir plus tard, mais ce n'est pas là une créance de capital. *Do ut facias*, je vous verse les primes pour que vous proposiez à X... quand je ne serai plus en vie

d'accepter ces primes capitalisées. Puis-je légalement stipuler de mon débiteur qu'il accomplira après mon décès un acte déterminé ? Puis-je convenir que cet acte aura pour objet la formation d'un lien juridique avec un tiers provisoirement écarté ? Pourquoi non ? La situation n'est pas autre. La Compagnie, pour se mettre en règle avec ses engagements, doit, le souscripteur une fois mort, se révéler au tiers, et lui poser une offre du capital assuré, que le bénéficiaire acceptera. Alors seulement s'établira entre l'assureur et le tiers un rapport contractuel, sans nulle interposition, une dette et une créance ayant pour objet la somme énoncée dans la police, qui n'a jamais figuré dans le patrimoine de l'assuré. Jusque-là, l'offre ne tient pas encore. La créance qu'elle doit engendrer n'existe pas ; ce qui existe, c'est le droit de l'assuré ou de sa succession de contraindre la Compagnie de poser l'offre au tiers au moment opportun, et cela sous la sanction de la résolution. Sanction qui est de telle nature que la Compagnie n'hésitera pas à faire au bénéficiaire la pollicitation à laquelle elle s'est obligée, de même que le tiers n'hésitera pas à accepter l'offre » (1).

Donc, d'après cette théorie, il n'existe de droit, au moment du contrat d'assurance, qu'entre le stipulant et l'assureur ; quant au bénéficiaire, il n'a aucun droit avant le moment où il acceptera l'offre à lui faite par la Compagnie. Or, cette offre ne lui sera

(1) DALLOZ, 1888, 2. 1, 2 et 3.

faite qu'après le décès du stipulant, par conséquent, le bénéficiaire n'aura jamais aucun droit du vivant du stipulant, et ce n'est qu'après la mort de celui-ci qu'il aura à accepter l'offre que lui fera la Compagnie, offre qu'elle s'est obligée à faire par le contrat. C'est là le grand avantage de la théorie de M. Thaller, de ne pas conférer de droit au bénéficiaire avant la mort du stipulant. Nous avons vu, en effet, en étudiant la théorie de la gestion d'affaires, que, dans ce système, le bénéficiaire acquerrait immédiatement un droit à la somme assurée par sa ratification. Le stipulant ne pouvait donc plus rétracter ce qu'il avait fait, et il était lié. Ici, au contraire, le stipulant pourra toujours se reprendre jusqu'à sa mort, sauf à destiner à lui-même et à sa succession le bénéfice de l'assurance.

Mais cette théorie a d'autre part un vice grave qui nous empêche de nous y rallier. La Compagnie a donc, par le contrat d'assurance, une obligation de faire ; par conséquent, les héritiers du stipulant, qui pourront seuls agir, puisque l'engagement de la Compagnie ne vient à échéance qu'après le décès de ce dernier, ne pourront en obtenir l'exécution directe, cela est impossible pour les obligations de faire ; ils n'auront qu'une action pour demander la résolution du contrat pour inexécution de l'obligation de l'assureur. Par cette résolution, la Compagnie ne sera obligée qu'à rembourser les primes qui ont été payées entre ses mains. Par conséquent, les Compagnies auront souvent intérêt à laisser poursuivre

contre elles l'action en résolution du contrat, plutôt que d'exécuter leur engagement. Ainsi, par exemple : Je m'assure pour 50.000 francs sur la vie au profit de Primus, en m'engageant à payer à la Compagnie une prime annuelle de 1.000 francs ; si je viens à mourir au bout d'un an ou deux, c'est-à-dire après le paiement d'une ou deux primes seulement, la Compagnie aura tout intérêt à ne pas payer à Primus les 50.000 francs et à se laisser poursuivre en répétition des 1.000 ou 2.000 francs seulement qui lui ont été versés. La Compagnie, en théorie du moins, profitera donc des chances de gain et jamais des chances de perte.

Nous savons bien qu'en pratique il n'en serait pas ainsi, les Compagnies d'assurances mettant toujours beaucoup de bonne foi dans leurs opérations ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il nous est impossible d'adopter une théorie qui aboutit à de tels résultats. L'œuvre des jurisconsultes n'est pas, en effet, de voir ce qui arrivera dans la pratique, si on admet tel principe, mais bien de voir si ce principe aboutit à des conséquences théoriquement et juridiquement acceptables, et ce n'est pas le cas de notre théorie.

Nous avons cru intéressant de rappeler ici cette théorie qui a été soutenue par M. Thaller, bien que ce dernier ne la reproduise plus dans la seconde édition de son *Traité de Droit commercial*. Il se contente, dans cet ouvrage, de donner un résumé de la doctrine sur cette matière, et il remarque que les différentes théories qui ont été émises à ce sujet,

bien qu'expliquant de façons fort différentes la décomposition rationnelle de l'assurance sur la vie, se rencontrent toutes dans les applications pratiques. Il ne donne pas son opinion personnelle, mais paraît se rallier au système de la Jurisprudence expliquant les assurances sur la vie par l'article 1121 (1).

3^{me} Théorie. — *Théorie de M. Boistel.* — M. Boistel voit, dans l'article 1121 du Code Civil sur les stipulations pour autrui, l'explication du droit du bénéficiaire dans l'Assurance sur la vie. Nous verrons que c'est également le système de la Jurisprudence. Mais, ce qui est particulier à M. Boistel, c'est la manière dont il explique la validité de cette stipulation pour autrui. L'assurance sur la vie en faveur du tiers s'explique, dit-il, par l'article 1121 ainsi conçu : « On peut stipuler pour un tiers, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ». « Donc, s'il veut pouvoir stipuler pour le bénéficiaire, il est nécessaire que l'assuré stipule pour lui-même, qu'il ait un intérêt dans le contrat, que cet intérêt puisse lui fournir une action par laquelle il aurait la faculté de contraindre au besoin la Compagnie à exécuter la promesse qu'elle a faite au profit du bénéficiaire. Or, cet intérêt de l'assuré, indépendamment de l'intérêt moral qui donnerait rarement lieu à une action précise, consiste justement en ce que, si le

(1) THALLER. *Droit Commercial*, 2^e édition 1900, p. 400 et suiv.

montant de l'assurance ne peut pas être payé au bénéficiaire, le droit à cette somme reviendra dans le patrimoine de l'assuré, celui-ci stipule sous une condition alternative en faveur du bénéficiaire, ou en faveur de lui-même» (1). Pour M. Boistel, l'obligation de l'assureur est une obligation facultative quant à la désignation du créancier. L'assuré est *in obligatione*, tandis que le bénéficiaire est seulement *in facultate solutionis*. Le droit de ce dernier sera anéanti dans les trois cas suivants : 1° Survie du souscripteur ; 2° Refus d'acceptation par le bénéficiaire ; 3° Rétraction du souscripteur avant l'acceptation du bénéficiaire, car la stipulation pour autrui ne peut plus être révoquée quand le tiers a déclaré vouloir en profiter. M. Boistel reconnaît d'ailleurs qu'il crée ainsi un nouveau type d'obligations facultatives, le Code civil ne s'occupant que des obligations facultatives quant à l'objet (articles 1189 à 1196). Mais il n'y a, dit-il, aucune impossibilité juridique à admettre une obligation facultative quant à la désignation du créancier. La seule difficulté est d'expliquer la naissance du droit du bénéficiaire ; or, la stipulation pour autrui donne toute satisfaction sur ce point.

Dans cette théorie, on explique facilement la possibilité de l'acceptation après la mort de l'assuré, puisque ce n'est que la condition qui doit faire

(1) Note de M. Boistel sous un arrêt de Cassation du 3 janvier 1888. DALLOZ. 89.2.129.

prévaloir définitivement une des deux branches de l'alternative. Et, comme l'obligation est unique au fond, (avec la simple faculté de reposer sur une tête ou sur l'autre), pourvu qu'elle puisse subsister actuellement en tant qu'obligation principale au profit du stipulant ou de sa succession, elle permet d'attendre pendant toute la vie du stipulant, et ensuite, après sa mort, la réalisation de la condition au profit du tiers bénéficiaire. Dans cette situation, il est légitime d'invoquer la règle générale, que, dans une obligation conditionnelle rien ne s'oppose à ce que la condition se réalise après la mort du créancier.

M. Boistel conclut ainsi : « L'analyse qui vient d'être exposée de l'assurance sur la vie au profit d'un tiers désigné, n'est que le développement de la doctrine qui rattache cette institution à la théorie des stipulations pour autrui. Elle a l'avantage de n'avoir à demander à la Jurisprudence aucun sacrifice important, de lui apporter peut-être quelque appui nouveau, et, en même temps, de donner satisfaction à plusieurs nécessités pratiques, satisfaction qui jusqu'ici n'a pu être obtenue, ou ne l'a été qu'en évitant de contrôler avec de grands risques les principes théoriques (1) ».

La théorie de M. Boistel ne nous satisfait pas pleinement. Nous pensons bien comme lui et avec la Jurisprudence, nous le verrons plus loin, que c'est

(1) Note sous l'arrêt de Caen du 3 janvier 1888, précitée.

dans l'article 1121 du Code civil qu'il faut rechercher l'explication du droit qui est conféré au bénéficiaire par l'assurance sur la vie. Mais où nous nous séparons de lui, c'est dans la façon toute spéciale dont il explique l'intérêt du stipulant. Il y voit une obligation facultative quant à la désignation du créancier, cette désignation dépendant d'une option à exercer par l'assuré pendant sa vie et par le bénéficiaire après le décès de l'assuré. Sans doute cette analyse est exacte, et il est vrai que si le tiers n'accepte pas le bénéfice de l'assurance, s'il prédécède, l'assuré aura seul été, depuis l'origine, créancier du capital assuré. Mais l'explication qu'il donne ne nous paraît pas satisfaisante.

Pour lui, le créancier principal, celui qui est *in obligatione* au moment du contrat, c'est l'assuré ; tandis que le bénéficiaire n'est que créancier accessoire, *in facultate solutionis*. Mais, cela n'est-il pas contraire à l'intention des parties, que de regarder comme créancier accessoire le bénéficiaire ? En effet, c'est lui, en faveur de qui existe les probabilités les plus fortes qu'il sera créancier définitif ; c'est lui qui se trouve, pendant la durée du contrat, le seul bénéficiaire dans l'intention persistante de l'assuré ; enfin, c'est bien envers lui, et non pas seulement envers l'assuré, que l'assureur est engagé. C'est lui qui est bien, en quelque sorte, le bénéficiaire présumé, sauf condition résolutoire ; c'est lui qui est le créancier actuel et principal, si l'on veut qu'il y ait entre les deux un créancier principal et un créan-

cier accessoire, tandis que le droit de l'assuré est plus incertain (1).

En outre, on peut reprocher à ce système de n'être applicable que dans un cas particulier d'assurance, les assurances mixtes. Dans ce genre d'assurances, le capital assuré est dû à l'assuré lui-même s'il vit encore à une certaine époque, ou au bénéficiaire désigné si l'assuré est mort auparavant. Il y a bien alors un créancier principal, l'assuré, et un créancier subsidiaire, le bénéficiaire, qui ne recueillera le capital assuré qu'à défaut de l'assuré lui-même. Mais nous ne croyons pas que l'on puisse dire la même chose dans les autres cas d'assurances, et nous repoussons un système qui ne s'applique que dans un cas particulier.

4^{me} Théorie. — *Théorie de l'engagement unilatéral.* — C'est l'antique théorie du Président Favre. Les partisans de ce système voient, dans l'assurance sur la vie au profit d'un tiers, une stipulation pour autrui valable par l'article 1121 ; mais ils expliquent d'une manière spéciale la validité de la stipulation pour autrui. Nous avons exposé ce système dans notre première partie (2) et nous ne le rappelons que pour être complet. Nous passerons donc de suite à l'étude de la théorie de la Jurisprudence.

(1) PINCHON. « Caractères généraux de l'Assurance-Vie », *Revue critique de législation*, t. XXVIII, 1899, p. 20 et s.

(2) V. *Supra*, p. 39.

5^{me} Théorie. — *Théorie de la Jurisprudence.* — *L'assurance souscrite au profit d'un tiers est une stipulation pour autrui valable par l'article 1121.*

Les Tribunaux, eux aussi, ont cherché une explication juridique à la validité des assurances sur la vie au profit d'un tiers, et se sont demandé sur quel fondement on pourrait la faire reposer, de façon à expliquer les diverses conséquences qui en découlent. La Jurisprudence s'est, dès le début, ralliée par de nombreux arrêts à la théorie qui fait reposer le fondement des assurances sur la vie au profit d'un tiers, sur l'article 1121 du Code civil.

Ainsi, un arrêt de la Cour de Lyon du 2 juin 1863, dit : « Considérant que les contrats d'assurance sur la vie. . . . rentrent dans le cas de l'article 1121, et offrent le caractère d'une stipulation licite pour autrui » (1).

M. Labbé, dans une note sous les arrêts de Cassation des 7 et 12 Février 1877 (2), résume en quelques lignes la doctrine de la Jurisprudence : « La Cour de Cassation a posé des principes que nous pouvons réduire en théorie de la manière suivante : Il est permis d'attribuer à un tiers le bénéfice de l'assurance que l'on contracte. C'est une stipulation pour autrui autorisée par l'article 1121 du Code civil. L'attribution ainsi faite constitue une libéralité affranchie des formes des donations par argument

(1) SIREY, 1863.2.202.

(2) SIREY, 1877.1.393.

de l'article 1973 du Code civil. Une semblable clause de libéralité est une offre valable pourvu que la personne gratifiée soit individuellement déterminée ; elle peut être révoquée par le stipulant jusqu'à ce que cette tierce personne l'ait acceptée. L'acceptation par le tiers peut survenir après la mort du stipulant. L'acceptation rétroagit et fait considérer le tiers comme créancier direct de l'assureur, de telle sorte que le capital de l'assurance échappe aux créanciers héréditaires du stipulant, à moins que ceux-ci n'exercent avec succès l'action révocatoire pour cause de fraude. Au surplus, le capital assuré compte dans le patrimoine du stipulant comme objet d'une libéralité par lui faite, pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible » (1).

Enfin la Cour de Cassation s'est prononcée de la manière la plus formelle pour cette théorie dans un arrêt du 16 janvier 1888 (2).

Voici les propres termes de cet arrêt : « Le contrat d'assurance par lequel il est stipulé que, moyennant le paiement de primes annuelles, une somme déterminée sera, à la mort du stipulant, versée à une personne spécialement désignée, comporte essentiellement l'application de l'article 1121 du Code civil, c'est-à-dire des règles qui régissent la stipulation

(1) Voir : Cass., 22 juin 1859. SIREY, 1861.1.151. — Cass., 2 juin 1863. SIREY, 1863.1.202. — Paris, 5 avril 1867. SIREY, 1867.2.249. — Cass., 15 décembre 1873. SIREY, 1874.1.199. — Cass., 10 novembre 1874. SIREY, 1875.1.107.

(2) SIREY, 1888.1.121.

pour autrui, jointe à une stipulation pour soi-même, l'assuré stipulant pour lui-même, en ce sens qu'il peut retirer de l'assurance un profit matériel, et qu'il en retire un profit moral, et que, d'autre part, il s'engage à payer les primes ». Depuis cette époque, on peut dire que la Jurisprudence est constante dans ce sens, et on peut citer de nombreux arrêts (1). On peut cependant citer quelques arrêts qui n'ont pas admis cette doctrine (2).

Donc, d'après la Jurisprudence, l'assurance sur la vie au profit d'une personne déterminée est une stipulation pour autrui, valable à cause de l'article 1121 du Code civil, parce qu'elle est la condition d'une stipulation que le contractant fait pour lui-même. On ne peut nier que l'assuré stipule vraiment pour lui-même ; en effet, le profit de l'assurance peut, dans certaines circonstances, lui revenir, et il retire un intérêt moral suffisant pour constituer un intérêt personnel ; d'autre part, il s'engage à payer les primes. Et voici les conséquences que la Jurisprudence tire de cette théorie : le bénéficiaire acquiert un droit propre, direct, issu du contrat lui-même ; en second lieu, l'acceptation de cette stipulation peut avoir lieu après le décès du stipulant, et a, dans ce cas, un effet rétroactif, en faisant remonter le droit du bénéficiaire au jour du contrat.

(1) Douai, 10 décembre 1895. SIREY, 98.2.243. — Paris, 10 mars 1896 SIREY, 98.2.245. — *Cassation*, 9 mars 1896. SIREY, 97.1.225. — Montélimar, 18 décembre 1896. DALLOZ, 98.2.383. — Douai, 16 janvier 1897. DALLOZ, 97.2.427.

(2) Amiens, 8 mai 1888. SIREY, 88.2.177. — 31 janvier 1889. SIREY, 90.1.15. — Nancy, 18 février 1888. SIREY, 90.2.27.

La plupart des auteurs ont refusé d'admettre ce système ; les uns se contentent de l'exposer, sans d'ailleurs le critiquer, mais avouant qu'il leur est impossible de l'expliquer ; d'autres, au contraire, le blâment sévèrement en l'accusant de contenir des contradictions qui le rendent inacceptable et anti-juridique. Nous allons nous efforcer de répondre à ces critiques et exposer les raisons qui nous font admettre cette théorie de préférence aux autres.

Voici dans quel sens les auteurs opposés à notre système formulent leur accusation de contradiction : La Cour de Cassation, disent-ils, voit dans l'assurance sur la vie au profit d'un tiers déterminé, une stipulation pour autrui valable, et elle la regarde comme une libéralité réductible et rapportable. Cela admis, une notion exacte des idées du droit devrait faire déduire les conséquences suivantes :

1^o Cette offre de libéralité devrait être acceptée avant la mort du stipulant. Il serait, en effet, contradictoire de faire une donation entre-vifs avec une acceptation postérieure au décès du donateur ; la donation entre-vifs exigeant, en effet, essentiellement le concours de volontés du donateur et du donataire.

2^o Une fois l'offre acceptée, la libéralité est parfaite ; mais, comme tout contrat suppose l'accord de deux volontés, on ne peut faire remonter la date du contrat qu'au jour où la seconde volonté s'est manifestée, et non au jour de l'offre. En effet, l'acceptation n'est pas une condition susceptible de rétroagir, mais une volonté destinée à former le consentement, qui est un élément essentiel d'un contrat.

3° Enfin si le bénéficiaire est regardé comme donataire vis-à-vis des héritiers de l'assuré, il devra également conserver cette qualité vis-à-vis des créanciers de celui-ci. De même qu'il devrait subir la réduction au profit des réservataires, il devra rapporter à la masse de la faillite le montant de l'assurance, s'il est le conjoint de l'assuré.

Telles sont donc, semble-t-il, les conséquences qui, juridiquement, devraient se déduire de la doctrine de la Cour de Cassation, et cependant les conclusions qu'elle tire de son système sont absolument opposées. D'une part elle admet que l'acceptation peut intervenir valablement après le décès du stipulant (1); d'autre part que cette acceptation a un effet rétroactif et remonte au jour du contrat (2). Et enfin elle admet que le bénéficiaire doit rapporter à la succession le montant de l'assurance, tandis qu'il ne le doit pas aux créanciers de l'assuré (3). Nous verrons que depuis un arrêt du 29 juin 1896, on ne peut plus accuser la Jurisprudence de contradiction à ce dernier point de vue, car elle admet que le bénéficiaire n'est pas plus tenu devant les héritiers du stipulant que devant ses créanciers.

Tel est donc le reproche de contradiction que l'on fait à la Cour de Cassation, et nous avouons qu'au premier abord il peut paraître fondé. Cependant, au

(1) Cass. 8 février 1888. SIREY, 88.1.121.

(2) Cass. 15 décembre 1873. SIREY 74.1.199. — Cass. 8 février 1888, précité.

(3) Cass. 22 février 1888. SIREY, 88.1.121 (4^{me} espèce).

risque de nous séparer de la doctrine des auteurs les plus sérieux, nous nous proposons d'entreprendre la défense du système de la Cour de Cassation, et pour cela nous essayerons de montrer qu'il est possible de répondre au reproche de contradiction dont on l'accuse, et en cela nous suivrons un honorable magistrat M. Duhaut, qui a, dans un petit opuscule aux idées à la fois nettes et concises, entrepris la réhabilitation de la théorie de la Jurisprudence en cette matière (1).

Cette théorie, disent les auteurs opposés, telle qu'elle est présentée par la Jurisprudence a de grands avantages, et les conséquences qui en sont tirées répondent à la fois aux exigences de l'assurance sur la vie et à celles de l'ordre public; mais, dit M. Labbé, la Cour suprême n'a qu'une autorité toute morale. « En présence d'un texte douteux, elle peut préférer une interprétation à une autre; mais une fois un principe admis il est absolument nécessaire qu'elle en déduise logiquement toutes les conséquences. Elle ne saurait imposer aux juges dont elle contrôle les solutions, une conclusion qui serait en désaccord avec les prémisses par elle posées » (2).

Nous avons vu que la Cour de Cassation admettait que l'assurance sur la vie, est une stipulation pour autrui valable exceptionnellement par application de l'article 1121. C'est ce qui fait que les conséquences

(1) DUHAUT, Justification de la Jurisprudence de la Cour de Cassation en matière d'assurances sur la vie.

(2) LABBÉ, sous Amiens, 8 mai 1888. SIREY, 1888, 2.177.

déduites par elle peuvent paraître bizarres au premier abord ; car la stipulation pour autrui est une opération unique dans le domaine du droit, opération qu'il ne faut pas chercher à expliquer par d'autres qui peuvent sembler y toucher de près. Ainsi on ne peut l'analyser en une stipulation pour soi-même, suivie de la transmission à un tiers du droit que l'on aurait acquis personnellement. Non, la stipulation pour autrui est une opération qui est seule de son espèce et qui présente certaines particularités que l'on ne rencontre dans aucune autre. Ainsi, d'une part, celui qui peut exiger l'accomplissement de l'obligation, ne doit pas en profiter, tandis que le bénéficiaire ne peut en exiger l'exécution ; d'autre part, le stipulant s'appauvrit bien en faveur du bénéficiaire, mais sans qu'il y ait entre eux une transmission directe de droits. Telle est cette opération telle qu'elle sort de l'analyse, et ce n'est que par un bienfait de la loi que des liens ont été créés entre le bénéficiaire et le promettant. C'est la loi qui accorde au tiers un droit qui ne lui vient ni du stipulant ni du promettant. On peut donc en conclure que, d'une part, d'après les principes, le bénéficiaire n'aurait aucune action contre le promettant, et que c'est la loi seule qui lui en accorde une ; d'autre part, il n'existe aucun rapport contractuel d'auteur à ayant-cause entre le stipulant et le bénéficiaire.

Le tiers est donc investi par la loi d'un droit de créance dès le jour du contrat, et une fois que ce droit a été accepté par lui, il ne peut plus être révo-

que, l'acceptation n'ayant pour effet que de confirmer le droit qui a été acquis au tiers dès le jour du contrat. On peut donc, dès maintenant, comprendre certaines des conclusions de la Jurisprudence :

1° Qu'il faille se placer au jour du contrat pour apprécier la capacité du bénéficiaire, puisque c'est à ce jour que naît son droit ;

2° Que son acceptation puisse se produire après le décès du stipulant, c'est-à-dire de l'assuré, puisqu'elle ne fait que confirmer un droit qu'il avait déjà de par la loi, depuis le jour du contrat, droit qui était jusque-là révocable, mais qui n'en existait pas moins ;

3° Que sa créance ne figure pas dans le patrimoine de l'assuré, au décès de celui-ci, et qu'elle ne puisse être comprise dans l'actif de la faillite de l'assuré, puisque le droit a toujours appartenu au bénéficiaire sans jamais avoir fait partie du patrimoine de l'assuré. Que, pour la même raison, les créanciers de l'assuré ne puissent la faire rentrer dans les biens de celui-ci par l'effet des articles 446 et 447 du Code de commerce ;

4° Enfin, que la femme du failli ne soit pas tenue de restituer à l'actif de la faillite le capital de l'assurance, puisque la créance de ce capital ne lui vient pas de son mari, mais de la faveur de la loi.

Voilà donc expliquées certaines des conséquences que la Cour suprême tire de son système, et que les auteurs déclaraient contradictoires ; il reste cependant encore une difficulté importante à résoudre.

Comment se fait-il que la Cour de Cassation, après avoir admis les conséquences que nous venons de voir, admette, d'autre part, que le montant de l'assurance est soumis au rapport et à la réduction vis-à-vis de la succession de l'assuré ? Bien que cette question n'offre plus qu'un intérêt rétrospectif, puisque la Cour de Cassation n'admet plus cette dernière conséquence, depuis l'arrêt du 29 juin 1896, nous croyons cependant intéressant d'exposer cette discussion. Commençons d'abord par établir clairement le reproche fait à la Cour suprême à ce sujet. Nous venons de voir que la Jurisprudence admet que la créance de la somme assurée ne figure pas dans le patrimoine de l'assuré au décès de ce dernier, vis-à-vis des créanciers de celui-ci, et que, par conséquent, elle ne figure pas dans l'actif de la faillite de l'assuré, et cela, nous l'avons dit, parce que la créance de la somme assurée a toujours appartenu au bénéficiaire et que son acceptation, même intervenue après le décès, a eu seulement pour effet de rendre irrévocable un droit qu'il avait déjà depuis le jour du contrat. Cela étant, voilà que la Cour de Cassation vient se contredire formellement en admettant que ladite créance de la somme assurée fait partie du patrimoine de l'assuré vis-à-vis des héritiers de ce dernier, et qu'elle est soumise au rapport et à la réduction.

« D'où vient donc, dit M. Duhaut, que la Cour de Cassation interrompe ainsi le cours de ses déductions ? C'est qu'elle en reçoit l'ordre du législateur

lui-même. » Et en effet nous lisons dans l'article 1973 du Code civil que la rente viagère, constituée au profit d'un tiers, est soumise aux règles de nullité et de réduction dont parle l'article 1970. La stipulation pour un tiers d'une rente viagère ou du capital d'une assurance, ne constitue pas une donation. Que faut-il, en effet, pour qu'il y ait donation ? Voici la définition qu'en donne l'article 894 : « La donation entre-vifs est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte. » Or, ici, nous ne voyons pas le stipulant se dépouiller, puisque ni la rente viagère, ni le capital de l'assurance, ne sortiront de son patrimoine. Donc il n'y a pas une donation au sens juridique du mot. Cependant, et c'est toujours M. Duhaut qui parle, nous verrons plus loin que nous ne sommes pas de son avis, il est impossible de nier qu'il y a cependant de la part du stipulant une libéralité en faveur du tiers. Il ne se dépouille pas, il est vrai, puisqu'il ne diminue pas son patrimoine ; mais il a cependant négligé de s'enrichir, et cela pour le bien du tiers ; en effet, la stipulation qu'il a faite pour ce dernier, il aurait tout aussi bien pu la faire pour lui-même, et son capital en aurait été augmenté d'autant. Nous sommes donc en présence d'une libéralité indirecte, et, pour le tiers, d'un enrichissement pur et simple ; le législateur ne pourrait donc pas lui permettre de conserver le capital assuré au mépris de celles de nos règles successorales auxquelles on attribue un caractère

d'ordre public. Sans cela, ce serait un moyen facile d'éluder les règles du Code sur cette matière qui est à la base même de notre organisation sociale.

Mais ici, nous nous séparons de M. Duhaut, et nous estimons qu'il est difficile de défendre la Jurisprudence du reproche de contradiction. L'explication que nous donne M. Duhaut ne nous paraît pas suffisante, pour expliquer la différence faite entre deux situations qui nous paraissent identiques et nous ne pouvons pas admettre qu'il y ait ici libéralité même indirecte.

Si, comme le dit cet auteur, il y a dans l'assurance une libéralité indirecte, soumise au rapport et à la réduction, on ne voit pas pourquoi cette libéralité indirecte n'aurait pas aussi pour effet de forcer le bénéficiaire à désintéresser avec le montant de l'assurance, les créanciers de l'assuré. La situation de ces derniers est, en effet, croyons-nous, aussi intéressante, sinon plus, que celle des héritiers ; et nous ne comprenons pas qu'on leur fasse une situation aussi différente.

La Cour de Cassation elle-même l'a reconnu, et a condamné sa première manière de voir, dans un arrêt du 29 juin 1896 (1). Dans cet arrêt, la Cour suprême dit : que le droit au montant de l'assurance est personnel au bénéficiaire et ne constitue pas une valeur successorale, et que par conséquent, il ne saurait entrer en compte pour le calcul de la

(1) SIREY, 1896.1.361.

réserve. Nous devons cependant citer deux arrêts de Cours d'appel qui n'ont pas suivi la Cour de Cassation dans ce cas ; ce sont les arrêts de Douai du 16 janvier 1897 (1), et de Rouen du 29 mai 1897 (2).

La Jurisprudence a donc maintenant complété sa théorie. Nous croyons avoir répondu au reproche de contradiction qu'on lui a fait ; ce reproche lui vient surtout de ce qu'elle adopte une théorie très pratique, mais qui s'appuie sur un point de départ erroné. Nous renvoyons en effet à ce que nous avons dit dans notre première partie. La Jurisprudence, expliquant l'assurance sur la vie au profit d'un tiers par la stipulation pour autrui, explique la stipulation pour autrui par la théorie de l'offre ; or, nous l'avons vu, cette théorie est inconciliable avec les conséquences que la Jurisprudence en tire, et c'est pour cela qu'on rencontre çà et là des contradictions.

Mais les conséquences, admises par la Cour de Cassation, étant conformes aux besoins de la pratique, nous ne voyons plus d'obstacles à une théorie qui a, nous l'avons vu, « l'avantage considérable de satisfaire à la fois les principales exigences de l'assurance sur la vie et celles de l'ordre public ; qui permet à l'assuré, par la possibilité d'une acceptation après décès, de rester le maître du contrat pendant sa vie ; enfin, qui, en faisant rétroagir l'acceptation au jour du contrat, soustrait le montant de l'assurance

(1) DALLOZ, 1897, 2.425. *Revue du notariat*, 1897, n° 9.907.

(2) *Revue du notariat*, 1897, n° 9.906.

aux créanciers de l'assuré, tout en leur tenant compte des primes (1) », ainsi qu'aux héritiers, en dispensant le capital assuré du rapport et de la réduction. Aussi, nous ne pouvons nous empêcher, malgré l'autorité d'éminents auteurs comme MM. Labbé et Boistel, de préférer ce système à celui qu'ils ont eux-mêmes proposé.

(1) V. DUHAUT. *Loc. cit.*, p. 23.

DEUXIÈME SECTION

DROITS DES AYANTS-CAUSE DE L'ASSURÉ

Après avoir étudié le droit du bénéficiaire, nous devons voir quel est l'effet de l'assurance sur la vie au profit d'un tiers sur les ayants-cause de l'assuré. Nous verrons d'abord les droits de ses créanciers et ensuite ceux de ses héritiers.

Droits des créanciers de l'assuré. — Pour être complet, nous commencerons par étudier les droits des créanciers en dehors de toute faillite de l'assuré, ensuite nous verrons quels sont ces droits lorsque l'assuré a été déclaré en faillite avant ou après son décès ; et nous verrons enfin, quels sont les droits des créanciers de la faillite à l'égard des assurances sur la vie contractées par le mari au profit de la femme.

A. — *Droits des créanciers en dehors d'une faillite.*
— Rappelons d'abord en quelques mots quels sont

les droits susceptibles d'être exercés par des créanciers en présence d'un contrat passé par leur débiteur, et nous verrons quels sont ceux de ces droits que les créanciers peuvent exercer en présence du contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers. D'abord, quand, dans le contrat, est née une créance de somme d'argent, les créanciers peuvent pratiquer entre les mains du débiteur de leur débiteur une saisie-arrêt, pour empêcher le débiteur de payer ce qu'il doit à leur propre débiteur. Ils peuvent, en second lieu, dans certains cas, exercer l'action subsidiaire, que leur donne l'article 1166 du Code civil, c'est-à-dire que, quand il ne s'agit pas d'un droit exclusivement attaché à la personne, ils peuvent l'exercer au lieu et place du débiteur qui refuserait de le faire. Enfin, les créanciers ont encore un autre droit, c'est l'action Paulienne, (article 1167 du Code civil), qui leur permet d'attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits. Voyons donc, spécialement dans le contrat d'assurance, quels sont ceux de ces droits que nous venons d'énoncer, qui sont accordés aux créanciers.

Et d'abord, les créanciers de l'assuré ont-ils le droit de faire saisie-arrêt sur la créance de la somme assurée ? Nous répondrons catégoriquement par la négative, et nous allons montrer que cette solution est nécessairement déduite des principes que nous avons posés. Faire saisie-arrêt, c'est empêcher le débiteur de son débiteur de payer à ce dernier la somme qu'il lui doit ; par conséquent, pas de saisie-

arrêt possible, lorsque le débiteur n'a pas de créance et par conséquent pas de débiteur. Or, que se passe-t-il dans le contrat d'assurance au profit d'un tiers déterminé ; nous avons admis avec la Jurisprudence que le bénéficiaire acquerrait, dès le moment même du contrat, un droit propre et personnel à la somme assurée, par conséquent, c'est bien lui qui est créancier de l'assureur et non pas l'assuré ; donc, l'assuré n'ayant pas de créance contre l'assureur, ses créanciers ne pourront pas pratiquer de saisie-arrêt ; ils n'auraient aucune raison d'empêcher l'assureur de payer ce qu'il lui doit à l'assuré, puisqu'il ne lui doit rien, et que c'est le bénéficiaire seul à qui appartient la créance. La solution serait la même, si, au lieu d'admettre, comme nous l'avons fait, la théorie de la stipulation pour autrui, on avait admis celle de la gestion d'affaires ou encore celle de M. Thaller — engagement de l'assureur à faire l'offre de la somme assurée au bénéficiaire après la mort de l'assuré ; — de toutes façons, la créance de la somme assurée n'est pas dans le patrimoine de l'assuré.

On s'appuie sur la même raison pour refuser aux créanciers de l'assuré, l'action subsidiaire de l'article 1166. Pour que les créanciers puissent exercer cette action subsidiaire, il faut naturellement que leur débiteur ait lui-même un droit qu'il refuse d'exercer ; le qualificatif « subsidiaire » qui a été donné par les auteurs à cette action, montre bien qu'elle n'est possible qu'en cas d'inaction du débi-

teur. Or, puisque nous avons admis que l'assuré n'avait aucun droit à la somme assurée, ce droit appartenant au bénéficiaire dès le jour du contrat, nous ne voyons pas en vertu de quel droit les créanciers viendraient exercer aux lieu et place de leur débiteur, une action que celui-ci ne pourrait même pas exercer lui-même, le droit de créance qu'il invoquerait ne faisant pas partie de son patrimoine.

Passons maintenant au troisième droit des créanciers, qui consiste à leur permettre d'attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits, et qui s'appelle l'action Paulienne. Ce droit est général et a été accordé aux créanciers pour les empêcher d'être lésés par un débiteur malhonnête ; aussi, ne voyons-nous pas pour quelle raison on ne le leur accorderait pas dans notre hypothèse. Nous croyons donc que les créanciers de l'assuré auront l'action Paulienne pour faire annuler le contrat d'assurance qui aura été fait en fraude de leurs droits. Mais il faut plusieurs conditions pour que l'action Paulienne soit possible.

Il nous faut faire tout d'abord une distinction : si le contrat est à titre onéreux pour le bénéficiaire, c'est-à-dire si celui-ci faisait une prestation en échange de son droit à la somme assurée, il faudra deux conditions, d'abord appauvrissement et augmentation de l'insolvabilité du débiteur, et, deuxièmement, connaissance de cette situation par le bénéficiaire. Au contraire, si le contrat est gratuit pour le bénéficiaire, la première condition suffira ;

car, en cas de libéralité, il n'est pas besoin pour l'action Paulienne que le bénéficiaire soit *consciis fraudis*. Mais, en quoi le contrat d'assurance peut-il appauvrir l'assuré débiteur, puisque nous avons dit que la somme assurée n'avait jamais fait partie du patrimoine de celui-ci ? Cet appauvrissement consiste dans les primes que l'assuré paie à l'assureur et qu'il s'engage à payer jusqu'à sa mort. Aussi, sera-ce cet engagement, et non pas la somme assurée elle-même, que l'on prendra en considération pour juger de la diminution qu'a subi, par ce fait, le patrimoine de l'assuré. L'effet de cette action Paulienne sera d'annuler le contrat d'assurance et de faire rentrer dans le patrimoine de l'assuré le montant des primes qui ont été versées par ce dernier. D'ailleurs, d'après les principes, comme nous sommes en présence d'un contrat évidemment à titre onéreux entre l'assuré et l'assureur, il faudra, pour que cette action puisse être exercée, que l'assureur, qui est ici un tiers, ait été complice de la fraude. Voici, en effet, ce que dit M. Demolombe à ce sujet : « Les tiers sont-ils des acquéreurs à titre onéreux ? ou, plus généralement, est-ce à titre onéreux qu'ils ont traité avec le débiteur et retiré un profit de l'acte consenti par celui-ci ? Ils ne sont passibles de l'action Paulienne qu'autant qu'ils ont participé à la fraude » (1).

Pour nous résumer, nous dirons donc que les

(1) DEMOLOMBE. *Obligations*, t. II, n° 196.

créanciers de l'assuré, en dehors de toute faillite de celui-ci, n'auront ni le droit de saisie-arrêt sur la créance de la somme assurée, ni l'action subsidiaire de l'article 1166 ; ils ne pourront user que de l'action Paulienne, et cela assez rarement, puisqu'il faudra, outre l'augmentation de l'insolvabilité de l'assuré et la fraude de celui-ci, qu'il y ait en plus complicité de l'assureur, et dans certains cas complicité du bénéficiaire, quand le contrat est pour lui d'une certaine manière à titre onéreux.

B. — *Droits des créanciers en cas de faillite de l'assuré.*

Il peut arriver que l'assuré commerçant ait été déclaré en état de faillite, soit avant, soit après son décès ; quels seront dans ce cas les droits des créanciers ? La faillite a pour effet de modifier considérablement la situation du débiteur ; ce qui en découle, tout d'abord, c'est le dessaisissement (article 443 du Code de commerce), qui empêche le failli de recevoir lui-même aucun paiement ; par conséquent les créanciers n'ont alors plus besoin de faire des saisies-arrêts ; le dessaisissement équivaut à une saisie-arrêt générale. De plus les créanciers ne peuvent plus agir par eux-mêmes ; on nomme un syndic qui est chargé de représenter le failli et d'exercer à sa place tous ses droits et actions. Nous n'avons pas à insister sur ces deux premiers effets de la faillite, qui ne modifient en rien la situation du créancier, au point de vue qui nous occupe de l'hypothèse d'un contrat d'assurance au profit d'un tiers.

Il est bien évident que le syndic, représentant de l'assuré failli, ne pourra pas émettre de droits à la somme assurée, puisque l'assuré lui-même, nous l'avons dit, ne le pourrait pas, la créance n'ayant jamais fait partie de son patrimoine.

Mais l'effet le plus important de la faillite est de rendre nuls certains actes faits par le failli, nous allons voir si le contrat d'assurance au profit d'un tiers rentre dans cette catégorie d'actes. L'article 446 du Code de Commerce déclare nuls relativement à la masse, les actes translatifs de propriété mobilière et immobilière à titre gratuit faits par le débiteur depuis l'époque de la cessation de paiements et dans les dix jours qui ont précédé. Nous disons que le contrat d'assurance pour un tiers rentre dans cette catégorie d'actes. Comment cela ? Il n'y a évidemment pas là transmission à titre gratuit de la créance de la somme assurée, puisqu'elle n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré ; mais ce qui rentre dans les actes annulés, c'est l'engagement que l'assuré a pris de payer les primes, et ce n'est d'ailleurs qu'à ce seul point de vue que le contrat d'assurance sera annulé. Ainsi le pense la Cour de Cassation dans un arrêt du 16 janvier 1888 (1), cassant un arrêt de la Cour de Douai et dans lequel elle décide que les primes seules devront être restituées par le bénéficiaire de l'assurance. Par conséquent, si le contrat d'assurance a été fait par le failli depuis l'époque de la cessation de paiements ou

(1) *Journal des Assurances*, 1888, 68.

dans les dix jours précédents, ce contrat sera annulable au point de vue de la masse, non pas dans le sens que le droit à la somme assurée sera transporté aux créanciers, mais seulement au point de vue de l'engagement que le failli a pris de payer les primes, et des primes déjà payées que le bénéficiaire devra restituer à la masse. S'il en était autrement, ce serait pour le débiteur en dessous de ses affaires, un moyen facile de tromper ses créanciers, que de faire un contrat d'assurance, par lequel il les priverait d'une partie de son actif,

La situation, créée au débiteur par l'article 446 du Code de commerce et par l'action Paulienne, est donc la même à ce point de vue, mais il y a d'autre part une grave différence. Dans notre hypothèse de faillite de l'assuré, il suffira pour annuler le contrat d'assurance que le syndic prouve qu'il a été fait pendant la période suspecte ; dans l'action Paulienne, au contraire, nous l'avons vu, il faudrait prouver la fraude du débiteur, la complicité de l'assureur, et même dans certains cas celle du bénéficiaire. La situation des créanciers est donc plus favorable en matière de faillite, qu'en matière civile. Mais dans l'un comme dans l'autre cas, l'annulation du contrat d'assurance a le même effet, qui est, non pas de transporter au profit de la masse des créanciers, le droit à la créance de la somme assurée, comme le pensait la Cour d'Alger, dans un arrêt du 15 juin 1876 (1) confirmant un jugement du Tribunal de

(1) *Journal des Assurances*, 1877.101.

Bône, puisque ce droit appartient en propre au bénéficiaire et non à l'assuré; mais seulement d'annuler pour l'avenir l'engagement de l'assuré quant aux primes, et pour le passé de forcer le bénéficiaire à rembourser les primes qui auraient déjà été payées au détriment de la masse.

C. — *Droits des créanciers de la faillite à l'égard des assurances sur la vie contractées par le mari au profit de la femme.*

Le Code de commerce dans la matière de la faillite établit des règles spéciales pour protéger les créanciers contre une fraude du mari qui pourrait consister à faire, soit avant, soit après la faillite, des avantages à sa femme ce qui diminuerait d'autant la masse active et pourrait léser gravement les créanciers. Le Code prévoit deux cas : l'article 564 et l'article 559.

L'article 564 est conçu en ces termes : « La femme, dont le mari était commerçant à l'époque de la célébration du mariage, ou dont le mari, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, sera devenu commerçant dans l'année qui suivra cette célébration, ne pourra exercer dans la faillite aucune action à raison des avantages portés au contrat de mariage, et dans ce cas, les créanciers ne pourront, de leur côté, se prévaloir des avantages faits par la femme au mari dans ce même contrat ». Quant à l'article 559, il prévoit un autre moyen de fraude, en voici les termes : « Sous quelque régime qu'ait été formé le contrat de mariage, hors le cas prévu par l'article

précédent, la présomption légale est que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers, et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à la femme à fournir la preuve du contraire ». Donc, d'une part, les donations, faites par le mari à la femme par le contrat de mariage, sont annulées, parce qu'on suppose qu'elles ont été faites en vue de léser les créanciers ; d'autre part, les acquisitions faites pendant le mariage par la femme, sont, elles aussi, suspectées de fraude, et annulées, quant à la masse des créanciers, à moins que la femme ne fasse la preuve que ces acquisitions ont été faites avec ses deniers propres. Cette preuve doit se faire, dit l'article 558, par la déclaration d'emploi qui doit être mise dans le contrat d'acquisition, et pour l'origine des deniers, par un inventaire ou tout autre acte authentique.

Ceci posé, nous avons à nous demander si les assurances sur la vie, contractées par le mari au profit de la femme, rentrent dans l'un ou l'autre de ces deux articles ; en un mot, nous devons rechercher si les créanciers de la faillite peuvent émettre des prétentions à la somme assurée, soit qu'on la regarde comme une donation qui aurait été faite à la femme par le mari, et à ce titre, annulée à leur point de vue par l'article 564, soit comme une acquisition que la femme aurait faite pendant la durée du mariage, et à ce titre annulée par l'article 559.

La Jurisprudence a été longtemps d'avis d'appli-

quer à notre hypothèse les articles 564 et 559 du Code de commerce. Voici ce que disait à ce propos la Cour de Paris, dans un arrêt sur l'affaire Boulard du 1^{er} août 1879 (1) : « La stipulation au profit de la veuve constitue une libéralité soumise aux règles des donations, soit ordinaires, soit entre époux. Ainsi, en cas de faillite du mari, la veuve perd le droit d'invoquer, au détriment de la masse, la libéralité que lui a faite son mari. Ici s'applique l'article 564 du Code de commerce, lequel, visant les avantages portés au contrat de mariage, est, à plus forte raison, applicable aux libéralités faites durant le mariage. L'article 559 du Code de commerce s'oppose également à ce que la femme profite du contrat d'assurance, quand elle ne prouve pas qu'elle a payé les primes de ses deniers personnels ». Le même arrêt dit encore plus loin : « L'assurance sur la vie est un acte de sage et morale prévoyance, mais à la condition de n'être ni une précaution calculée contre l'éventualité de la faillite, ni un encouragement aux témérités et aux aventures, ni surtout un détournement d'actif au préjudice des créanciers ». La Cour de Cassation, de son côté, avait approuvé cette jurisprudence de la Cour de Paris, dans un arrêt du 2 mars 1881 (2). M. Labbé, dans une note jointe à ce dernier arrêt, approuve complètement cette manière de voir, et dit que cette solution est conforme à l'opinion de la majorité des auteurs. On

(1) SIREY, 80.2.249.

(2) SIREY, 81.1.145.

peut citer aussi d'autres arrêts nombreux dans le même sens (1).

Telle était donc la doctrine de la Jurisprudence après l'arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} août 1879. Mais, depuis cette époque, des auteurs ont critiqué ces décisions comme étant contraires à la volonté des parties, et ont déclaré que l'interprétation saine des principes juridiques n'exigeait pas une doctrine aussi contraire aux intérêts de la femme, et aussi opposée au développement des assurances sur la vie. La pensée du contractant a été certainement d'assurer à sa femme un capital propre, indépendant de son patrimoine à lui, et ce serait agir contrairement à sa volonté que de décider le contraire. On ne peut pas dire que le contrat d'assurance sur la vie rentre dans les donations annulées par l'article 564 ; en effet, il n'y a pas eu donation de la somme assurée, puisque le droit à cette somme a appartenu dès son origine à la femme, donc l'article 564 ne doit pas avoir ici son application. C'est à cette dernière opinion que s'est rangée la Cour de Cassation dans un arrêt du 22 février 1888 bientôt suivi d'autres arrêts des 23 juillet et 7 août 1889.

Voici ce que dit l'arrêt du 22 février 1888 (2) :
« Le droit de créance, existant au profit du bénéficiaire contre la Compagnie d'assurance, est un droit

(1) Mâcon, 24 janvier 1883. *Journ. des Assur.* 1883-303. — Alger, 9 juin 1885, DALLOZ, *suppl. alphab. Assur. terrest.* n° 448. — Amiens, 8 mai 1888, SIREY, 88.2.177.

(2) SIREY, 88.1.121.

personnel, ne reposant que sur sa tête, et qui ne peut être considéré comme se trouvant dans le patrimoine du stipulant au moment de sa faillite, de manière à former une valeur de faillite, que pourrait revendiquer la masse créancière. La stipulation écrite dans un contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers; ne rentre pas, quand elle a été faite au profit de la femme d'un commerçant failli, dans les avantages prévus par les articles 559 et 564 du Code de commerce, avantages qui doivent être rapportés à la faillite. Dans ce cas, le montant de l'assurance doit être payé à la femme sauf le droit du syndic d'exiger de la femme la restitution des primes, suivant les circonstances. » L'arrêt du 23 juillet 1889 (1) dit la même chose : « Les dispositions des articles 559 et 564 du Code de commerce, ayant pour but de faire rentrer dans la masse de la faillite les valeurs qui en auraient été distraites au détriment des créanciers, ne sont point applicables à une assurance sur la vie contractée directement par le failli, au profit de sa femme ; le bénéfice de cette assurance n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, et l'actif de la faillite, en dehors des primes, n'ayant pas été diminué du capital de l'assurance. En conséquence, la masse des créanciers de l'assuré failli, ne saurait être admise à réclamer le bénéfice de l'assurance ; elle pourrait seulement demander la restitution des primes suivant les circonstances ». « Aucune assimi-

(1) SIREY, 1890.1.5.

lation, dit M. Lefort (1), ne peut être établie entre l'acte d'un homme consentant à perdre une fraction de ses biens propres pour la donner à sa femme et l'acte d'un mari contractant une assurance au profit de sa femme. Sans doute le mari se dépouille de la somme nécessaire à l'acquittement de la prime, mais, outre que cette prime est fort minime, elle se verse année par année, c'est-à-dire par fractions, elle se prend sur les revenus, et on ne saurait élever un reproche à cet égard, du moment que l'individu qui, par la suite, sera déclaré en faillite, est reconnu avoir le droit de disposer de parties peu importantes de son revenu. »

De tout cela il résulte bien que l'article 564 du Code de commerce est inapplicable aux assurances sur la vie ; l'assurance sur la vie n'étant pas une donation et la somme assurée n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, on ne peut faire rentrer le contrat d'assurance dans les termes de l'article 564. Mais si l'assurance sur la vie n'est pas une donation, ne peut-on pas dire que c'est une acquisition faite par la femme pendant le mariage, et tombant, par le fait même, dans le domaine de l'article 559, qui établit une présomption légale que les acquisitions de la femme pendant le mariage ont été faites avec les deniers du mari et tombent, par conséquent, dans la masse active de la faillite ? Nous croyons avec la Jurisprudence, dont nous avons

(1) *Assurances sur la vie*, t. II, p, 297.

déjà cité deux arrêts (1), que cet article 559 n'est pas plus applicable aux assurances sur la vie que l'article 564, et qu'on doit faire passer le droit de la femme, dans cette hypothèse, avant ceux des créanciers. Voici ce que dit M. Crépon à ce sujet : « On ne comprendrait pas l'application de l'article 559 à la stipulation attribuant à la femme le bénéfice d'une assurance sur la vie, cette stipulation ne pouvant rentrer dans la catégorie des biens acquis par la femme au cours du mariage, à l'aide des deniers du mari ; dès lors, comme l'a dit un arrêt de Cassation du 2 juillet 1884 (2), que le bien représenté par la police d'assurance ne se formera et ne commencera d'exister que par le fait même de la mort du stipulant, et qu'en tous cas, ce capital ne pourra être dû par la Compagnie d'assurance qu'autant qu'auront été successivement payées les primes mises à la charge du stipulant, primes dont le paiement est précisément suspendu par la faillite » (3).

M. Thaller, de son côté, commentant un arrêt de la Cour de Besançon, du 8 mars 1887 (4), dit ceci : « Cet article a été écrit en vue de parer à d'autres dangers que ceux qui résultent de libéralités franches et ostensibles, faites par le failli à sa femme. Il n'avait même pas à s'occuper de ces libéralités, puisque l'article 564 y faisait allusion. L'article 559

(1) Cassation, 22 février 1888 et 23 juillet 1889 précités.

(2) SIREY, 85.1.5.

(3) V. note de M. Crépon. SIREY, 88.1.121.

(4) *Journal des Assurances*, 1887.133.

rétablit au commerce l'ancienne présomption mucienne. Il est dirigé contre une manœuvre bien connue, consistant à simuler un apport pécuniaire de la femme dans un contrat où, en réalité, c'est le mari qui fait le fonds. En dehors d'une simulation, d'une déclaration contraire aux faits ou supposée telle, le texte n'a pas à s'appliquer ».

M. Lefort (1) nie également que l'article 559 soit applicable aux assurances sur la vie. Cet article paraît avoir été écrit pour des situations tout à fait différentes. Ainsi, il a en vue des acquisitions à titre onéreux; or, il ne semble pas possible de voir dans l'assurance sur la vie au profit de la femme un contrat à titre onéreux, la Cour de Cassation l'a d'ailleurs ainsi jugé (2). De plus cet article est destiné à empêcher les détournements de l'actif du failli, c'est-à-dire des biens sur lesquels les créanciers sont en droit de compter; or, le montant de l'assurance n'a jamais fait partie de ces biens, puisque dès le jour du contrat ce droit a appartenu en propre à la femme, sans entrer à aucun moment dans le patrimoine du mari, Il résulte de tout cela que l'article 559 a été introduit dans le Code pour éviter certains dangers, que l'on ne retrouve pas dans l'hypothèse d'une assurance sur la vie.

Nous croyons donc avec la Jurisprudence (3) que l'on doit rejeter les articles 559 et 564, quand il s'agit

(1) *Assurances sur la Vie*, t. II, pages 297 et suiv.

(2) *Cassation*, 28 mars 1877. SIREY 77.1.393.

(3) V. *Arrêts précités* des 22 février 1888 et 23 juillet 1889.

d'assurances sur la vie. Admettre dans ce cas l'application de ces articles, ce serait empêcher dans une grande mesure le développement des assurances sur la vie. En effet, le mari ne sera pas sans hésiter beaucoup à faire un acte dont le but pourra être tout à fait l'opposé de ce qu'il croyait en contractant. Pourquoi a-t-il ainsi économisé chaque année sur ses revenus propres ou sur ceux du ménage pour payer la prime d'assurance à laquelle il s'était engagé vis-à-vis de la Compagnie ? C'est à fin de procurer à sa femme, pour après sa mort, les ressources nécessaires à son existence. Si l'on admet l'application des articles 559 et 564, qu'arrive-t-il ? Il arrive que, en fait, ce n'est pas au profit de sa femme, comme il le voulait, que le mari s'est assuré, mais au profit de ses créanciers, et que c'est pour eux qu'il a économisé chaque année de quoi payer les primes. Cela est par conséquent à tous points de vue contraire à sa volonté et au but qu'il se proposait d'atteindre. Il est certain que le sort des créanciers est très respectable et tout à fait digne de la faveur de la loi, mais le législateur ne peut pas aller jusqu'à leur accorder un droit qui n'a jamais été dans le patrimoine de leur débiteur, et par conséquent n'a jamais fait partie de leur gage commun.

Donc, nous admettons que le droit des créanciers ne va pas jusqu'à profiter de l'assurance qui a été souscrite au profit de la femme. Cependant, il est certain que le patrimoine du mari a été diminué du

montant des primes ; aussi se demande-t-on si la femme ne devra pas restituer aux créanciers la totalité de ces primes. Les tribunaux ont donné à cette question des solutions différentes. Certains ont imposé dans tous les cas à la femme l'obligation de rembourser le montant des primes aux créanciers. (1). D'autres ont admis une solution moins rigoureuse ; ainsi la Cour d'Aix, dans un arrêt du 24 mars 1886 (2) avait jugé que la femme n'est pas tenue au rapport des primes, lorsqu'elles ont été prélevées sur les ressources normales du ménage, et que leur paiement n'a en aucune façon constitué un appauvrissement pour le mari. La Cour de Cassation, de son côté, a admis une solution qui laisse une grande latitude aux tribunaux. Dans son arrêt du 22 février 1888 déjà cité, elle déclare que les créanciers auront le droit d'exiger, suivant les circonstances, la restitution des primes payées par l'assuré sur ses fonds personnels (3). Par conséquent, elle n'admet pas d'une manière générale que les créanciers ont toujours ce droit.

La Cour de Cassation, en employant à dessein ce terme vague, « suivant les circonstances », a cru qu'il était préférable de laisser aux tribunaux une large mesure d'appréciation, dans des questions où

(1) V. notamment : Trib. Clermont-Ferrand, 24 mai 1886, *Journal des Assurances*, 86.547. — Trib. civil de Lyon, 31 janvier 1891, *Journal des Assurances*, 91.139.

(2) SIREY, 87.2.214.

(3) Voir dans le même sens un arrêt de Cassation du 7 août 1888, DALLOZ, 89.1.118.

il faut surtout considérer les faits, et où une règle générale eût été forcément excessive dans un sens ou dans l'autre. Lorsqu'il est prouvé que les primes ont été payées par le mari sur son capital, pas de difficultés, les créanciers ont le droit de se les faire rembourser par la femme ; car, dans ce cas il est certain qu'ils ont été lésés. Quand, au contraire, les primes ont été payées sur les revenus du mari ou du ménage, c'est alors une question de fait à résoudre par les tribunaux, que de savoir si oui ou non les créanciers ont le droit d'en exiger le remboursement. Voici ce que dit à ce sujet M. Boistel : « Les juges ont à se demander si, d'après la situation du débiteur, ces revenus auraient augmenté son patrimoine, ou même simplement, devaient, au point de vue de l'équité, être économisés pour accroître son patrimoine ; alors seulement la libéralité devra être annulée. Si au contraire le débiteur, même insolvable, pouvait légitimement les dépenser pour ses besoins personnels, s'il s'est privé pour les accumuler de ce que ses créanciers ne pouvaient équitablement lui refuser pour sa vie personnelle, pour ses dépenses de maison, comme dit l'arrêt, alors la libéralité pourra subsister » (1).

M. Crépon, d'autre part, dans une note passée sous l'arrêt de Cassation du 22 février 1888 précité, dit ceci : « Suivant les circonstances, veut dire que les tribunaux auront à apprécier si les primes

(1) Note de M. Boistel sous l'arrêt de la Cour de Nancy du 17 janvier 1888. DALLOZ, 89.2.158.

payées par le failli constituent en fait une libéralité rapportable à l'actif de la faillite par la femme qui veut conserver le bénéfice de la police. Il en sera ainsi au cas où, par son chiffre, la prime devra être considérée comme une partie du capital du failli, mais non si le montant de la prime, par son peu d'importance, rentre dans cette espèce de monnaie courante de revenus destinés à être dépensés d'une façon ou d'une autre, auxquels on peut appliquer l'expression ancienne « *lautius vivendi* » (1).

Pour résumer en quelques mots ce que nous venons de voir sur les droits des créanciers d'une faillite, en face d'une assurance contractée par le failli au profit de sa femme, nous dirons que les articles 559 et 564 du Code de commerce, ne sont ni l'un ni l'autre applicables dans ce cas, et que la femme conservera dans tous les cas le droit à la somme assurée; elle ne peut qu'être forcée dans certaines circonstances, à restituer aux créanciers, le montant des primes qui ont été payées par le mari.

Droits des héritiers de l'assuré. — Nous venons d'étudier, dans le paragraphe précédent, quels étaient les droits des créanciers, en présence d'une assurance sur la vie, contractée par leur débiteur au profit d'une personne déterminée; nous allons maintenant nous demander quels sont les droits des

(1) Note de M. Crépon. SIREY, 88.1.125.

héritiers, en présence d'une assurance de ce genre contractée par leur auteur.

Précisons tout d'abord la question qui nous occupe. Demander si les héritiers de l'assuré auront des droits au bénéfice de l'assurance, c'est demander si le montant de l'assurance sera ou non soumis au rapport et à la réduction. Rappelons en deux mots le sens de ces deux expressions. Avant de procéder au partage d'une succession, la loi force les co-héritiers à rapporter à la masse partageable les donations qu'ils ont pu recevoir du *de cujus*, à moins que ces donations n'en aient été expressément dispensées par le donateur décédé; c'est le rapport. D'autre part, lorsque le *de cujus* a fait à une personne une libéralité et qu'il laisse des héritiers réservataires, ceux-ci ont le droit d'attaquer ces libéralités et de les faire réduire à la quotité disponible; c'est la réduction. Prenons maintenant un exemple dans l'hypothèse que nous étudions, et posons la question d'une manière concrète. Un père contracte une assurance sur la vie au profit de l'un de ses fils; au décès du père le fils bénéficiaire devra-t-il rapporter à la succession le montant de l'assurance? D'autre part, si le montant de l'assurance dépasse la quotité disponible, les autres enfants auront-ils le droit d'en demander la réduction?

Nous avons vu que la Jurisprudence avait admis, dans de nombreux arrêts, que les créanciers ne pouvaient réclamer contre le bénéficiaire le droit à la somme assurée, parce que ce droit appartient dès

le jour du contrat et *jure proprio* à ce bénéficiaire ; il semblerait tout naturel de décider de même pour les héritiers de l'assuré. Une fois admis que le droit à la somme assurée est acquis directement par le bénéficiaire, sans jamais faire partie à aucun moment du patrimoine de l'assuré, il faudrait, pour être logique, en déduire toutes les conséquences. Or, si le droit à la somme assurée appartient *jure proprio* au bénéficiaire, les héritiers de l'assuré, pas plus que ses créanciers, ne peuvent y prétendre. Le droit des héritiers porte en effet sur le patrimoine du *de cujus*, de même que le droit des créanciers porte sur le patrimoine du débiteur, et leur situation à ce point de vue est la même.

« Il n'est pas besoin, dit M. Thaller(1), d'un grand clerc en argumentation pour ébaucher ce syllogisme en trois points. Le capital assuré se forme en dehors du patrimoine. Or, la succession ne se compose que du patrimoine, reconstitué s'il le faut avec ce que les libéralités en ont fait sortir. Donc, ni les héritiers qui ont droit au rapport, ni ceux qui ont droit à une réserve, ne peuvent compter le capital assuré, valeur étrangère, dans la masse sur laquelle on calcule leur part ». Malgré ces raisons, la Jurisprudence a décidé longtemps le contraire, et, tandis que d'une part elle déclarait nul le droit des créanciers, elle admettait d'autre part celui des héritiers ; enfin, dans un arrêt du 29 juin 1896, la Cour de Cassation a modifié sa

(1) Rapport sur la Jurisprudence de l'assurance sur la vie et la quotité disponible. *Réforme sociale*, 1897, p. 886.

manière de voir et a enfin admis une conséquence que la plus simple logique eût dû lui faire admettre depuis longtemps. Nous allons étudier l'évolution de la Jurisprudence sur cette matière, et voir quelle est la portée exacte de sa doctrine.

La Jurisprudence commença donc par accorder aux héritiers le droit d'exiger du bénéficiaire le rapport et la réduction. Nous trouvons tout d'abord un arrêt de la Cour de Besançon du 15 décembre 1869 (1). A cette époque la Jurisprudence n'avait pas encore eu l'occasion de donner à la théorie des stipulations pour autrui, le développement qu'elle lui a donné plus tard. Cet arrêt décide que l'avantage indirect qui résulte pour le bénéficiaire d'une assurance sur la vie consiste, non dans les primes payées, mais dans le capital assuré, et qu'en conséquence, le bénéficiaire doit en rapporter le montant intégral à la succession pour le calcul de la quotité disponible. Cet arrêt est très court et ne fait que poser la question; il est le point de départ de l'évolution de la Jurisprudence.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 10 Novembre 1874 (2), dit la même chose sans entrer dans plus de détails. Dans un autre arrêt du 3 mai 1881 (3) elle décide que, lorsque les juges du fait ont déclaré qu'il y avait libéralité, cette libéralité est nécessairement rapportable. Cet arrêt est critiqué à bon droit

(1) SIREY, 70.2.201.

(2) SIREY, 75.1.107.

(3) SIREY, 81.1.367.

par M. Labbé : « En effet, dit le savant professeur, la Cour de Cassation reste neutre en présence d'une théorie étrange de la Cour d'Amiens qu'elle a le pouvoir d'examiner ; elle ne devait pas considérer comme une pure constatation de fait, ce qui était une déduction tirée des termes de la loi ; et, dans ce cas, elle avait certainement le pouvoir d'examiner s'il y avait ou non libéralité ».

Voici ce que dit un arrêt de Cassation du 8 février 1888 (1). La Cour suprême commence par admettre que le droit de créance du bénéficiaire est un droit personnel ne reposant que sur sa tête et qui ne peut être considéré comme se trouvant dans le patrimoine du stipulant ; ensuite elle s'exprime en ces termes : « A quelque époque que les tiers bénéficiaires aient été désignés et par suite saisis du montant de l'assurance, la stipulation faite à leur profit à titre purement gratuit dans les termes de l'article 1121 du Code civil, constitue une véritable libéralité, à laquelle sont applicables les règles générales concernant les rapports, soit qu'il s'agisse d'assurer l'égalité des partages entre co-héritiers, ou de déterminer à l'égard des réservataires, légataires et donataires, le montant de la réserve ou de la quotité disponible ».

La Jurisprudence a continué encore plusieurs années à admettre cette théorie, malgré la doctrine de la plupart des auteurs, qui l'accusaient de man-

(1) SIREY, 88.1.121.

quer de logique. On trouve encore de nombreux arrêts, qui, tout en considérant le montant de l'assurance comme acquis directement au bénéficiaire, obligent ce dernier à le rapporter, et le font entrer en ligne de compte pour le calcul de la quotité disponible (1).

Enfin, la Cour suprême s'est décidée à déduire toutes les conséquences du principe qu'elle avait admis, et a condamné son ancienne manière de voir dans un arrêt de la Chambre civile du 29 juin 1896 (2). La Cour de Paris et le Tribunal de Melun l'avaient déjà d'ailleurs précédée dans cette voie. Mais on peut dire cependant que cet arrêt de 1896 est l'achèvement de l'évolution de la Jurisprudence ; ce n'est pas une révolution, puisque la Cour ne fait que déduire d'un principe déjà admis depuis longtemps, une conséquence qu'elle n'avait pas encore reconnue jusque-là. L'arrêt de 1896 est conçu en ces termes : « Le droit au capital assuré est personnel au bénéficiaire, ne repose que sur sa tête et dès lors ne constitue pas une valeur successorale. De ce que le capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine du stipulant et ne constitue pas une valeur successorale, il suit qu'il ne saurait entrer en compte pour le calcul de la réserve ».

Certaines Cours d'appel ont cependant résisté à cette décision de la Cour de Cassation. On peut citer

(1) V. Agen, 25 mai 1894. *Journal des Assurances*, 1895, p. 21. — Toulouse, 7 février 1895. *Journal des Assurances*, 1895, p. 196.

(2) SIREY, 1896.1.361. — *Pandectes Françaises*, 1897.1.113. — DALLOZ, 1897.1.73.

un arrêt de la Cour de Douai du 16 janvier 1897 (1), et un arrêt de la Cour de Rouen du 29 mai 1897 (2). Cependant l'arrêt de Cassation, attendu depuis longtemps, a été bien accueilli par les auteurs qui faisaient à la Cour le reproche de contradiction ; il est le couronnement d'une théorie que la Cour suprême avait édifiée en l'absence d'une loi sur cette matière. « On ne voit pas, dit M. Lefort, dans une note sous l'arrêt précité (3), pour quelle raison les héritiers refuseraient de subir la conséquence qui résulte fatalement de cette circonstance, qu'en traitant en vue d'une personne déterminée, l'assuré a formellement voulu gratifier cette personne à l'exclusion d'une autre. Somme toute, la situation des créanciers, qui ont traité avec l'assuré, mérite tout autant d'être prise en considération, leur intérêt à faire considérer la créance contre la Compagnie comme un élément de la fortune de leur débiteur est aussi réel... Les intérêts des créanciers ne sont pas moins respectables que ceux des héritiers ». Aussi, est-ce avec beaucoup de raison que la Cour de Cassation a enfin modifié sa manière de voir, et cette solution est de nature à encourager de plus en plus l'assurance sur la vie, en la dégageant des difficultés qui l'entouraient. M. Thaller (4) y voit un moyen efficace pour le père de famille de laisser à un de ses fils

(1) DALLOZ, 1897.2.425. — *Revue du Notariat*, 1897. n° 9.907.

(2) *Revue du Notariat*, 1897, n° 9.906.

(3) *Pandectes françaises*, 97.1.113.

(4) *Réforme sociale*, 1897, p. 888.

l'établissement qu'il a lui-même exploité, et d'empêcher ainsi un partage qui serait de nature à faire sortir de la famille cet établissement.

Nous venons de voir que le capital assuré est dispensé du rapport et de la réduction ; mais la Cour de Cassation ne parle pas des primes. Que décider pour elles ? Il semble, dit M. Thaller (1), qu'elles devraient, elles aussi, être dispensées du rapport et de la réduction, ce qui serait équitable si elles ont été prélevées sur les revenus de l'assuré, ce qui serait sensé, puisqu'elles se sont trouvées chaque année absorbées par les sinistres que la Compagnie a dû régler. Mais les tribunaux n'ont pas encore établi de règles formelles à ce sujet, et ils ont toujours jugé suivant les circonstances de la cause. Ainsi, voici ce que disent des jugements du tribunal de la Seine du 3 avril 1897 et 2 avril 1898 (2) : « Les prélèvements successifs, opérés par le contractant pour le paiement des primes, constituent en faveur du bénéficiaire une série de donations, dont le montant doit être pris en considération pour le calcul de la quotité disponible afin de reconstituer l'actif, tel qu'il eût existé, si aucune assurance n'avait été souscrite. Ce rapport s'impose surtout lorsque les prélèvements opérés par l'assuré pour le paiement des primes excèdent la somme qu'il pouvait raisonnablement dépenser, soit pour sa vie personnelle, soit pour les

(1) *Réforme sociale* 1897, p. 893.

(2) DALLOZ, 98.2.371.

besoins de sa maison. » Donc, c'est surtout une question de fait.

La théorie de la Jurisprudence, à laquelle nous nous sommes ralliés dans la section précédente, est donc maintenant complète. Après avoir admis que le droit au capital assuré était acquis au bénéficiaire dès le jour du contrat, sans jamais tomber dans le patrimoine de l'assuré, la Jurisprudence en déduit les conséquences logiques, d'une part, que les créanciers de l'assuré n'y ont aucunement droit, puisqu'elle ne fait pas partie de leur gage, d'autre part, que les héritiers de l'assuré, ne peuvent, eux non plus, y prétendre, le droit au montant de l'assurance, n'étant pas une valeur successorale.

VU :

Le Professeur, Président de la Thèse,
J. LAISNÉ DES HAYES.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	5
INTRODUCTION.....	9

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE GÉNÉRALE DE LA STIPULATION POUR AUTRUI.....	15
CHAPITRE I ^{er} .— Historique de la stipulation pour autrui	17
SECTION I ^{re} .— Droit romain.....	17
Portée de la règle.....	18
Raison de la règle.....	20
Exceptions à la règle.....	21
1 ^o Exceptions relatives au stipulant.....	21
2 ^o Exceptions relatives au tiers.....	24
SECTION II. — Ancien Droit.....	33
CHAPITRE II. — Stipulations pour autrui d'après le Code Civil.....	43

SECTION I ^{re} — Règle. Art. 1119.....	43
Théorie de la gestion d'affaires	50
SECTION II. — Exceptions à la règle. Art. 1121	62
Exceptions non prévues par l'art. 1121....	64
Exceptions prévues par l'art. 1121.....	69
SECTION III.— Nature du droit du tiers	77
Théorie de l'offre	78
1 ^o Offre du stipulant.....	78
2 ^o Offre du promettant.....	82
Théorie du Droit direct	85
1 ^o Système de M. Boistel	84
2 ^o Système de l'engagement par déclara- tion unilatérale de volonté.....	88
3 ^o Théorie traditionnelle.....	91

DEUXIÈME PARTIE

APPLICATION DE LA THÉORIE DE LA STIPULA- TION POUR AUTRUI A L'ASSURANCE SUR LA VIE AU PROFIT D'UN TIERS DÉTERMINÉ	99
---	----

CHAPITRE I ^{er} . — Nature juridique du contrat d'assu- rance en cas de décès.....	101
--	-----

CHAPITRE II. — Effets du contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers déterminé...	121
--	-----

SECTION I ^{re} . — Du droit du tiers bénéficiaire.....	121
1 ^{re} théorie : Gestion d'affaires.....	124
2 ^{me} théorie : M. Thaller	133
3 ^{me} théorie : M. Boistel	137
4 ^{me} théorie : Engagement unilatéral.....	141
5 ^{me} théorie : Jurisprudence.....	142

SECTION II. — Droits des ayants cause de l'assuré.....	155
Droits des créanciers.....	155
A. Droits des créanciers en dehors d'une faillite.....	155
B. Droits des créanciers en cas de faillite.	160
C. Droits des créanciers de la faillite à l'égard des assurances sur la vie con- tractées par le mari au profit de la femme	163
Droits des héritiers.....	174
